

Algérie, 2 BA; Maroc, 2 BA dir.; Tunisie, 280 m.;  
 Allemagne, 1.400 DM; Autriche, 15 sc.; Belgique,  
 20 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA;  
 Cameroun, 550 FC; Espagne, 80 pes., 6-50, 45 p-  
 France 50 fr.; Libye, 3.250 D.; Rwanda 70 p-  
 Italie, 1.000 L.; Liban, 350 P.; Luxembourg, 70 L-  
 Belgique, 500 fr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal,  
 50 esc.; Soudan, 250 F CFA; Suède, 5,00 kr.;  
 Suisse, 1,40 fr.; S.-O. 25 cent.; Tchécoslovaquie, 50 s.

Liste des monuments page 30

4, RUE DES ITALIENS  
 75247 PARIS CEDEX 08  
 Télax Paris n° 68632  
 C.C.F. 0267 - 23 PARIS.

Tél. : 246-72-23

Un millier d'années de Valéry, des inédits secrets, c'est une manne. D'autant plus qu'elle forme un ensemble, un tout inséparable — qui va, hélas, être vendu aux enchères, le 2 octobre, à Monte-Carlo. Lettres et poèmes ont une destination unique. Nous lui devons, dit le grand poète, une seule, une grande œuvre évidemment, mais les seconds non plus, n'existeraient pas. Elle avait dû se séparer naguère d'un recueil, *Corona*, composé, même matériellement, de la main du poète (1). C'étaient, vingt-trois poèmes. Alors qu'ils étaient, faisant partie des lettres, ils ne sont pas moins de cent trente-trois. Ceux-là, et ceux que la mort ne laissa pas naître, Valéry, quand il en parla, les réunit d'avance, sous le titre de *Coronille*. Double couronne pour une femme. Jeanne Violette, épouse de Jeanne — que Valéry rencontre en 1937, Romancière, elle publia notam-

ment *Jours de lumière*, dont le poète s'éprit à travers l'autre, il parvint le roman et il y a le-dessus un petit poème d'une drôle de roquerie (sans parler de celle des lettres sur le même sujet, et quelques autres) intitulé : *Voie sur le prix Famille*. *Aux prix* Travailleur, gagnant sa vie, ne qui n'était pas trop banal à l'époque, surtout dans le « monde », Mme Jean Violette divorça de Pierre Frondale afin d'être tout à fait libre à l'égard de Valéry, dont elle n'attendait rien : que lui-même. En tout cas, elle fut l'Hémonie d'*Hispano pour Chermes*, était infiniment plus que le bon choix.

En quarante années, il arrive que la fortune passe, et voilà pourquoi le trésor aussi va passer en d'autres mains.

(Lire notre article page 21 dans « la Monde des livres ».)

(1) Voir le Monde du 23 décembre 1971.

AUX ÉDITIONS DU SE

Une telle « crise » est certes cyclique. Catégorie choquée des temps heureux de la société de consommation, l'ère de la décadence, de la décadence, de la première victime de ses revers économiques. M. Barre a lui aussi été confronté à un « malheur », le travail guère mieux que M. Mauroy.

Mais, aujourd'hui, d'autres occasions se présentent au gouvernement qu'à l'estouffeur, s'insinuant de la crédibilité de son action auprès des cadres. C'est d'abord l'U.G.I.C.T., tant à l'Union générale des ingénieurs cadres et techniciens U.G.I.C.T.-C.G.T. qu'à l'Union générale des ingénieurs et techniciens U.G.I.C.T.-C.F.T.C. où, selon son secrétaire général, M. Pierre Vanlerenberghe, « il semble qu'on ait perdu l'habitude de l'ingénierie à une perte importante de confiance ». « Je ne pense pas que les cadres soient en crise », dit-il.

M. Robert Cottave, secrétaire général de l'Union des ingénieurs et cadres U.C.I.-P.O., mais très attaché à l'U.G.I.C.T., ne voit pas non de service, surtout chez ceux











# LES RÉACTIONS AUX MASSACRES DE BEYROUTH

## LES MANIFESTATIONS EN FRANCE

Quelques centaines de militants pro-palestiniens se sont rassemblés, mercredi 22 septembre, peu après 18 heures, à l'appel de l'association France-Palestine, au rond-point des Champs-Élysées, à Paris (9<sup>e</sup>), à proximité de la rue Rabelais, où se trouve l'ambassade d'Israël. Aux « Femmes des assassinés », scandant par ces manifestations, répondaient les « Bégin-Sharon, nous sommes avec vous ! » lancés par des militants du mouvement sioniste extrémiste Bélar, dont certains étaient casqués et portaient des barres de fer.

La tension devait atteindre son comble lorsqu'une délégation de trois personnes, avec, à sa tête, le docteur Marcel-Francis Kahn, vice-président du comité France-Palestine, tenta d'être reçue à l'ambassade, les jeunes militants du Bélar les repoussant sans ménagement, ainsi que les journalistes présents. Un cordon de policiers fut alors

placé entre les deux manifestations, leur interdisant d'en venir aux mains. Vers 20 h 30, on s'est dispersé, de part et d'autre, sans nouvel incident.

● A LILLE, plus d'un millier de personnes ont manifesté, à l'appel du P.C., de la C.G.T., de la Ligue des droits de l'homme, du M.R.P., du P.S.U., etc., pour protester contre les massacres des camps palestiniens.

● A NANCY, une manifestation de même importance a réuni de nombreux ressortissants étrangers, Algériens et Israéliens notamment, ainsi que des militants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du M.R.P.

● A NICE, mille cinq cents personnes, répondant à l'appel de diverses organisations de gauche (P.C., P.S.U., C.F.D.T., F.N., C.G.T., M.R.P., U.N.E.F., etc.), ont défilé pendant une heure trente dans le centre de la ville.

## PLUSIEURS ORGANISATIONS JUIVES DE GAUCHE ORGANISENT UNE MANIFESTATION LE 25 SEPTEMBRE

L'Association des amis de Shalom Achav, l'Association des juifs de gauche, le cercle Gaston-Crémieux, Shalom Hatzor, Identité et dialogue, le Mouvement des juifs progressistes et Renouveau de la presse progressiste juive appellent à une manifestation, le samedi 25 septembre, à 18 heures, place d'Israël, à Paris (17<sup>e</sup>), et soulignent que, « au même moment des milliers d'Israéliens vont descendre dans la rue, pour exprimer leur indignation devant les massacres de Sabra et de Chatila, demander la démission de Menahem Bégin et Ariel Sharon, et exiger la création d'une commission d'enquête ».

En choisissant de manifester à la même heure que le mouvement La paix maintenant en Israël, ces associations veulent « montrer que les diverses composantes du peuple juif expriment toutes les mêmes préoccupations politiques et qu'elles sont toutes unies pour une solution majeure à un problème d'ordre politique, qui met en danger les valeurs essentielles du judaïsme et à terme, l'État d'Israël et la Diaspora » et affirmer leur refus de « toute justification de la violence, à Beyrouth, à Paris ou à Bruxelles ».

## M. SHARON INVITÉ AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Le directeur adjoint de « l'Humanité » refuse de participer à l'émission

M. René Andrieu, directeur adjoint de « l'Humanité », a indiqué, mercredi 22 septembre, qu'il ne participerait pas au « Club de la presse » d'Europe 1, le 29 septembre, l'invité de l'émission devant être M. Ariel Sharon, ministre israélien de la Défense.

Les journalistes participants à l'émission doivent se rendre en Israël pour interroger M. Sharon. M. Andrieu juge cette émission « indécente et dangereuse ». « Indécente », a-t-il déclaré, parce que je pense aux Palestiniens, aux morts et aux vivants. Dangereuse, parce que, en tout état de cause, quelle soit une tribune pour accuser Sharon ou un réquisitoire contre lui, elle ne peut, surtout, de nature à attiser des passions contradictoires, au moment où le problème essentiel est d'empêcher le renouvellement des massacres et de trouver une solution juste pour tous les peuples du Proche-Orient. J'ajouterais que je n'ai, personnellement,

aucune envie de m'entretenir avec M. Sharon, alors que, au moment où j'étais, on n'a pas encore retiré les cadavres des ruines de Beyrouth ».

Réagissant aux propos similaires tenus à l'antenne d'Europe 1 par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., M. Gérard Carreyrou, chef du service politique et animateur de l'émission, a affirmé, mercredi 22 septembre, qu'il refusait l'annulation de l'émission et qu'il était prêt à se présenter sous la pression d'un groupe ou d'un parti extérieur. « Le « Club de la presse » n'est pas une tribune libre. Des journalistes de toutes tendances et de toutes philosophies y sont invités pour parler sans complaisance l'invité du jour », a-t-il souligné, précisant que le général Sharon avait été choisi « parce qu'il est au centre d'une polémique internationale qui intéresse des millions de Français ».

## UN DÉBAT SUR RADIO-JUDEAÏQUES F.M.

« Aider la communauté juive à réfléchir et la gauche israélienne à agir »

Les représentants de plusieurs associations juives de gauche, qui ont constitué le Collectif pour un dialogue Israël-Palestine, se sont réunis, mercredi 22 septembre, dans le studio de Radio-Judeaïques F.M., pour un débat sur les massacres de Beyrouth et leurs conséquences.

Comment M. Bégin et Sharon ont-ils pu remporter une victoire, mercredi, au Parlement israélien, qui a repoussé la demande de formation d'une commission d'enquête ? La communauté juive française risque-t-elle de subir le contre-coup de la politique du gouvernement israélien ? Avant de répondre à ces questions, les participants à l'émission ont exprimé leur émotion devant les images de Sabra et de Chatila. M. Imo Rosenman (Association des juifs de gauche) en avait la voie étranglée. Pour lui, ces massacres sont le résultat d'une « politique de négation de l'autre », contraire à la « tradition méditerranéenne » des juifs. M. André Leclercq (Identité et dialogue) estime que la tâche du moment est d'appuyer les forces de paix, qui se sont mobilisées en Israël, pour faire en sorte que cet État « redonne un État juif » en engageant le dialogue avec les Palestiniens. Cette mobilisation est, aujourd'hui, la principale chance d'Israël, où l'opinion s'est fait entendre dès que les massacres ont été connus, alors que les opinions arabes, a observé M. Gilbert Branny (Socialisme et judaïsme), ne se sont pas manifestées lors de crimes semblables ou pires, commis par les régimes irakiens ou syriens.

M. Pierre Schapira (Socialisme et judaïsme), c'est que, dans ces deux cas, les journalistes n'avaient pas pu faire leur travail comme ils l'ont pu, la semaine dernière, à Beyrouth. M. Guy Konopnicki (Identité et dialogue) a ajouté que l'émotion est plus grande, chez les journalistes, « parce que, fort justement, ils ont vu, ils ont senti, ils ont vécu, ils ont partagé l'humanité des juifs et d'Israël ». Justifier cette image impie, aux yeux de tous les participants, de combattre la politique de M. Bégin, qui refuse, selon M. Jean Liberman (Renaissance de la presse juive progressiste), de la « logique de domination », à l'égard d'Israël, c'est à partir de 1967, en refusant de libérer les territoires occupés — Mme Nicole Elmer (Association des juifs de gauche) a souligné que les mouvements de gauche doivent « aider la communauté juive à réfléchir » sur la politique d'Israël, et les partis de gauche en Israël à agir » contre cette politique. La semaine d'appels téléphoniques reçus pendant l'émission, dont une dizaine provenant d'auditeurs arabes, montrent que ne sont pas isolés, ceux qui refusent l'identité des juifs et d'Israël à la politique de M. Bégin, et qui entendent un dialogue avec les Palestiniens.

● Le texte d'un appel en faveur des dachas d'Irak, adressé tant au gouvernement israélien qu'aux organisations internationales, circule actuellement parmi les intellectuels français. Il demande notamment pour les membres de la minorité persane « le droit à être citoyens à part entière, le droit de disposer d'un état-civil, celui de pouvoir légalement se marier, et pour leurs enfants d'avoir accès à l'instruction publique et aux universités ; le droit de pouvoir jouir de la liberté de conscience et de culte ».

Une centaine de personnalités françaises ont déjà signé ce texte, parmi lesquelles : MM. Charles Bettelheim, Claude Bourdet, Jean Casson, Gérard Challaï, Jean-Marie Domenach, Jean Duvignaud, Vladimir Janjelić, Paul Milles, Alexandre Mikolajewski, Martine Redonnet, Vercors et Mme Michelle Beauvilland et Simone Veil.

## « Beaucoup de juifs se sentent menacés »

nous déclare M<sup>e</sup> Henri Hajdenberg

La manifestation organisée, mardi 21 septembre, par Renouveau juif, devant le lycée Carnot, a été perturbée par des militants sionistes extrémistes (« le Monde » du 23 septembre).

Nous avons demandé à M<sup>e</sup> Hajdenberg, avocat, et président de Renouveau juif

depuis 1978, date de sa création, de nous expliquer les raisons de la réaction d'une partie de l'assistance à ses propos, dès lors qu'il avait évoqué, au micro, la responsabilité d'Israël dans les massacres des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. M<sup>e</sup> Hajdenberg n'avait pas pu achever son allocution.

« C'est-ce que Renouveau juif ? — Un mouvement composé surtout de représentants des jeunes générations, qui s'est fixé deux buts essentiels : transmettre le patrimoine historique et culturel du peuple juif, en apportant à cette transmission une dimension politique, et apporter un soutien à Israël, centre du judaïsme et concrétisation du mouvement de libération du peuple juif. Nous sommes indépendants par rapport à tous partis politiques, français ou israéliens.

— Comment expliquez-vous les réactions brutales d'une partie des manifestants, lors de la réunion organisée par nous devant le lycée Carnot ? — Il faut d'abord prendre en compte l'hyper-sensibilité de la communauté juive par rapport à l'antisémitisme et par rapport à Israël. Notre communauté vit en état de choc depuis l'intervention israélienne au Liban. Tous les événements terroristes visant des juifs ces derniers temps sont la preuve d'une escalade de la violence meurtrière, sans rapport avec ce qui s'était passé auparavant. Exemple, la fusillade de la rue des Rosiers, où l'on s'en est pris aux clients d'un restaurant où ne se trouvaient aucune personnalité politique ou autre. D'où cette tension extrême, cette anxiété, cette peur, cette inquiétude, constatées à la manifestation du lycée Carnot. Aujourd'hui, nous nous demandons où et quand aura lieu le prochain attentat dirigé contre nous, sachant qu'il aura lieu.

D'autre part, cet état d'esprit s'explique vis-à-vis de ce qui a été dit et écrit par les médias, au sujet de l'intervention israélienne au Liban. Jamais les chaînes de télévision n'avaient couvert avec un tel soin un conflit — que ce soit, par exemple, celui des Vietnams ou du conflit Iran-Irak. Ajoutons à cela que les premières sources d'information dont ont disposé les journalistes étaient israéliennes, et que les chiffres avancés étaient systématiquement faussés. Enfin, la presse a omis de replacer les choses dans leur vrai contexte historique, se bornant, la plupart du temps, à constater que l'armée israélienne s'était installée dans le sud du Liban, qu'elle avait tué des civils, qu'elle avait fait des prisonniers, qu'elle avait utilisé un vocabulaire inapproprié, et notamment employé répété des termes de « génocide » et d' « holocauste ».

Déjà en proie à un sentiment de profonde injustice, nous apprenons l'existence des massacres des camps de Sabra et de Chatila, où la responsabilité est clairement engagée. A cet égard, il faut savoir que l'image d'Israël et de Tchaïli est, aux yeux de la communauté juive, une image vénéralisée, mythique, l'image qui était venue à la manifestation du lycée Carnot entendait témoigner de leur condamnation de tous les terroristes et des responsables dans les camps palestiniens, mais certains personnes présentes ne pouvaient tolérer qu'on puisse remettre en cause Israël ou son armée, et d'autre part, beaucoup de participants n'étaient pas préparés à entendre un leader de la communauté juive dire ce que j'ai tenté de dire. D'où les incidents que vous savez.

## De la victime au bourreau

— Face à tous les événements récents, la communauté juive pourrait-elle, comme certains de ses membres le tentent, entendre, organiser, participer à une auto-défense ? — Beaucoup de juifs se sentent en danger, insuffisamment protégés, et constatent que la lutte contre le terrorisme international n'est pas menée avec les moyens appropriés, et qu'il faut entendre au sein de la communauté juive dire ce que j'ai tenté de dire. D'où les incidents que vous savez.

place de groupes de sécurité non armés, comme il en existe déjà, je suis délibérément contre les groupes armés : c'est à un piège dans lequel nos adversaires seraient trop heureux de nous voir nous enfoncer.

— Avec-vous l'impression que tous les événements récents peuvent favoriser un renouveau de l'antisémitisme en France ? — L'antisémitisme en France a des racines profondes. On ne devient pas antisémite du jour au lendemain. Il existe un antisémitisme latent, mais qui ne se traduit pas, jusqu'ici, par un antisémitisme violent. Aujourd'hui, l'antisémitisme traditionnel est relayé par un fait tout nouveau, je veux parler des campagnes anti-israéliennes, antisémites. On tente actuellement de déstructurer peu à peu l'image non seulement d'Israël mais aussi de l'Israélien, et à travers lui, l'image du juif. Du juif-victime, on veut faire un juif-bourreau, depuis que Yasser Arafat, le premier, a comparé Bégin à Hitler. Et ce n'est pas un hasard si le P.C.F. reprend à son compte une telle attitude, où l'escalade verbale joue un rôle majeur : on a vu, ces derniers jours, dans l'Humanité les mots de « pogrom » et de « génocide ». C'est éloquent.

De la même manière on constate que le P.C., qui n'avait pas mobilisé depuis des mois ses troupes, a organisé cinq ou six manifestations contre Israël en l'espace de six semaines. Ce qui je suis délibérément contre les groupes armés : c'est à un piège dans lequel nos adversaires seraient trop heureux de nous voir nous enfoncer.

— Après les déclarations d'Ariel Sharon, qui apportent les éléments les plus importants quant aux responsabilités qu'il a accepté d'assumer les dirigeants israéliens, il est vrai qu'une commission d'enquête pourrait maintenant se constituer. — Cependant, c'est la connaissance de la vérité dans son intégralité qui servira le mieux la défense de la cause d'Israël, comme le veulent eux-mêmes les journalistes israéliens et la plupart des hommes politiques d'Israël, et notamment le président de l'État hébreu.

Propos recueillis par J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

## A Paris

### Psychose dans un immeuble exposé

Une rue chaude des beaux quartiers. Un coin de Paris où il ne fait plus bon vivre, exposé au terrorisme, à la violence, à la mort. Les habitants du 19, un immeuble autrefois paisible, vivent dans la peur. Juste en face, le 11 août, cinq personnes ont été blessées devant l'ambassade d'Irak, par un engin incendiaire. En 1978, au même endroit, deux policiers français avaient été tués lors d'une fusillade. On ne passe plus qu'en contournant les barrières des forces de l'ordre et en passant le pas. Le cœur serré, l'oreille tendue, l'œil sur la voiture qui stationne trop longtemps devant le porche. Mais depuis l'arrivée samedi 10 septembre d'un nouveau locataire, directeur adjoint du bureau de l'O.L.P. à Paris, le 19 est en transe. Parcourez de frissons, imaginant le pire, il ne songe plus qu'à chasser cette personnalité à « haute risque », ce nouveau danger quotidien qui met les nerfs à vif.

Tous réunis chez un locataire,

partant, les mécontents n'avaient plus tellement le cœur à mettre à la rue ce père de famille. « Pour un peu, dit une pensionnaire, on aurait invité son fils à un goddam d'enfants ».

M. de Courcelles a rassuré ses troupes en leur annonçant de bonnes nouvelles : M. Gilbert Gantier, député R.P.R., doit demander au préfet de police de faire évacuer la rue. Il y aura plus de voitures en stationnement mais des policiers et des gendarmes à tous les étages. On s'est remis à avoir peur d'avoir eu peur. « Hier on avait signalé un véhicule suspect et la police a fait sauter la porte et le coffre. C'était une erreur... » Enfin, un nouvel inspecteur de police est arrivé mais on n'a pas le temps de souffler, il était aussitôt rappelé pour se rendre avenue Mozart où on signalait une alerte à la bombe.

CHRISTIAN COLOMBANI.

**ISTH**  
Centre AUTUEL Depuis 1959 TOLBIAC  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
**SC.P.O.**  
ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET  
Octobre à Juin ou Janvier à Juin  
■ Entrée en A.P. 17 à 22 h hebdo  
■ Renforcement en Mathématiques et 2 langues vivantes  
■ Succès importants hebdomadaires  
■ Succès certificats confirmés  
Centre 53, 87, Av. d'Italie TOLBIAC 75013 Paris  
Tél. 565.59.35  
Centre 6, Av. Léon Heuzey AUTUEL 75016 Paris  
Tél. 224.10.72-520.45.14

sérieusement belle  
  
Les transcosseurs STIHL sont belles parce qu'une bonne mécanique est une belle mécanique. Regardez-les de près dans tous les détails, elles sont belles.  
**STIHL**  
la chaîne de coupe  
Documentation gratuite THOMSON/CONSEILS STIHL  
**Yvan Béal**  
63014 CLERMONT FERRAND CEDEX  
Téléphone : (03) 51.98.51 - Téléc : 382.744  
NOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_

**ENGINEERING : COPIES COULEURS**  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

**ISTH**  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
**CPECF**  
STAGE INTENSIF du 1<sup>er</sup> au 29 Oct.  
5 U.V. 120 heures  
Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 565.59.35 +

**UN OUVRAGE QUI FAIT AUTORITÉ**  
AUX ÉDITIONS S.T.H.  
6, av. Léon-Heuzey 75016 Paris Tél. 527.93.15  
**La Constitution de la V<sup>e</sup> République**  
Théorie et Pratique 1958-1982 Mise à jour Avril 1982  
par LE MONGE Docteur en Sciences Politiques  
2 vol. de 268 pages et 56 pages format 15,5-24

150 من الامتحان



## AMÉRIQUES

## A TRAVERS LE MONDE

### Etats-Unis

#### Une sous-commission du Sénat a voté une réduction symbolique des effectifs militaires en Europe

L'engagement des Américains à l'égard de leurs alliés européens s'est traduit mardi 21 septembre au Congrès par un vote, il est vrai surtout symbolique, en faveur d'une légère réduction des troupes américaines en Europe. Par douze voix contre une (celle du sénateur démocrate du Mississippi John Stennis), la sous-commission des crédits de la défense au Sénat a proposé de faire revenir les effectifs américains en Europe à leur niveau de 1960, soit 351 700 hommes, alors qu'ils sont actuellement d'environ 355 000 hommes.

Les arguments avancés ne sont pas nouveaux, mais ils re-

cueillent un large écho dans l'opinion outre-atlantique : les alliés européens ne se montrent pas assez soucieux de leur propre défense ; ils laissent aux Etats-Unis le soin de payer leur sécurité, tout en continuant à commercer, comme si de rien n'était, avec les Soviétiques.

Les conséquences pratiques sont minimes. Pour entrer en vigueur, la loi votée mardi devrait être approuvée par le Sénat tout entier et par la Chambre des représentants, ce qui représente un long cheminement. L'administration Reagan, de son côté, est hostile à ce qu'elle considère comme « un signal erroné » pour les Soviétiques.

#### LES CONSERVATEURS N'ONT PU OBTENIR UN DÉBAT AU SÉNAT SUR LA PRIÈRE DANS LES ÉCOLES PUBLIQUES

Washington (A.F.P.) — Les conservateurs ont essayé mardi 21 septembre leur deuxième tentative en moins d'une semaine au Sénat en ne parvenant pas à imposer un débat sur une proposition de loi autorisant à nouveau l'organisation de prières dans les écoles publiques. Les libéraux étaient déjà parvenus, le 15 septembre, à repousser à l'année prochaine toute discussion sur un amendement visant à limiter le droit à l'avortement.

Dans les deux cas, les libéraux se sont livrés à une obstruction systématique, gardant la parole afin d'empêcher tout débat et les conservateurs n'ont pu réunir la majorité nécessaire pour limiter le temps de parole des sénateurs.

Le fait de dire des prières dans les écoles publiques avait été jugé contraire au principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat par la Cour suprême en 1962. Pour tourner cette décision, le séna-

teur Jesse Helms, républicain de Caroline du Nord, avait présenté un texte affirmant que la Cour suprême ne pouvait s'opposer aux mesures prises en la matière par les Etats eux-mêmes.

La prière à l'école, tout comme le « droit à la vie » est l'un des thèmes favoris de la « nouvelle droite » américaine qui, depuis l'élection du président Reagan, espérait voir ces sujets débattus au Congrès.

● **Régulation des conducteurs de locomotives.** — Le président Reagan a signé mercredi 22 septembre la loi faisant obligation aux conducteurs de locomotives, en grève depuis quatre jours, de reprendre le travail en attendant qu'une solution soit trouvée dans les négociations pour le renouvellement de leur convention collective. Le Sénat avait voté mardi, et la Chambre des représentants mercredi en ce sens.

### Bulgarie

● **LA ROUMANIE FREIND PART A DES MANŒUVRES DU PACTE DE VARSOVIE.** Les unités roumaines qui prendront part aux manœuvres Bonch-Bruyevitch, qui auront lieu du 25 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, viennent d'arriver en Bulgarie, annonce l'agence de presse B.T.A. — (A.F.P.)

### Colombie

● **LA COLOMBIE a l'intention d'adhérer au mouvement des non-alignés afin d'être indépendante vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union soviétique.** a annoncé mercredi 22 septembre le ministre colombien des affaires étrangères, M. Rodrigo Lloreda. — (A.F.P.)

### Honduras

● **VINGT DES QUATRE-VINGT-UN otages** que détenaient encore les membres du commando de San-Pedro-Sula, ont été libérés mercredi 22 septembre. Les rebelles dé-

tiennent toujours soixante et une personnes dans les locaux de la chambre de commerce de San-Pedro-Sula, parmi lesquelles les ministres des finances et de l'économie, le président de la Banque centrale du Honduras ainsi que de nombreux chefs d'entreprises. Les rebelles réclament toujours la libération de soixante-dix prisonniers politiques, et le retrait des conseillers militaires étrangers du Honduras. — (A.F.P.)

### Nicaragua

● **UN AFFRONTEMENT** a opposé mardi 21 septembre des soldats sandinistes à un groupe d'une centaine d'hommes armés, dans le nord-ouest du pays, faisant un nombre indéterminé de victimes dans les rangs des contre-révolutionnaires, a annoncé mercredi 22 septembre à Managua le vice-ministre de l'intérieur, le commandant Luis Carrion. Selon lui, les insurgés avaient l'intention d'attaquer des postes frontalières situés dans le département de Chinandega. — (A.F.P.)

### Argentine

#### Le gouvernement a annoncé le prochain rétablissement du droit de grève

Le gouvernement argentin a annoncé, le mercredi 22 septembre, le prochain rétablissement du droit d'association et, sans doute avant la fin de l'année, du droit de grève. Tous les syndicats sont interdits depuis le coup d'Etat de mars 1976.

Une manifestation syndicale tolérée par le gouvernement a rassemblé vingt mille personnes à Buenos-Aires mercredi et il n'y a pas eu d'incident. C'était la plus importante manifestation de ce type depuis mars 1976.

On apprend d'autre part que le contre-amiral Zarategui, ancien commandant de la base navale d'Ushuaia, et qui s'était rebellé contre les autorités au début de la semaine, a été jugé par une Cour martiale.

#### Correspondance

Buenos-Aires. — Le général Bignone vient de remporter une double victoire. Il a obtenu d'une part que la centrale péroniste «modérée» (C.G.T. - Azopardo) suspende la grève de vingt-quatre heures prévue ce jeudi 23 septembre. D'autre part, la manifestation organisée le mercredi 22 septembre sur la place de Mai par la branche «dure» du syndicalisme argentin (C.G.T. - Brasil) et, implicitement, autorisée par le gouvernement s'est déroulée sans incident.

Le chef de l'Etat n'avait pas ménagé ses efforts pour amener les deux organisations de travailleurs à revenir sur leur décision. Les multiples réunions qui se sont tenues ces derniers jours entre les membres du gouvernement et les dirigeants syndicaux ont été finalement dénouées mardi sur une série de mesures qui représentent des concessions importantes de la part du pouvoir militaire. Plus que la réduction de 8 dollars aux augmentations de salaires annoncées il y a trois semaines, c'est sans doute la décision de normaliser, dans un délai de deux mois, la situation des syndicats placés sous administration militaire en mars 1976 et le prochain rétablissement du droit de grève qui ont conduit les responsables de la C.G.T. - Azopardo à faire machine en arrière.

Le secrétaire général de la C.G.T. - Brasil, M. Saul Ubaldo, avait en revanche jugé ces mesures insuffisantes et maintenu le meeting «pour la paix, le pain et le travail» face à la Maison Rose. Cette attitude avait été mal accueillie par les autorités, qui avaient annoncé qu'elles montreraient «la force et la fermeté nécessaires en cas d'agitation». Le ministre de l'intérieur, sans intention apparente, la manifestation, avait toutefois invité les Argentins à «réfléchir» avant de participer à «une concentration dont les motifs sont clairement extra-syndicaux».

Le centre de Buenos-Aires présentait, quelques heures avant le début de la manifestation, un ordre apparent que le 30 mars : un impressionnant dispositif policier bouclait complètement la zone où se trouve le palais présidentiel. Les forces de l'ordre ont cependant laissé passer les manifestants qui convergent vers la place après s'être assurés qu'ils ne portaient pas d'armes. A l'évidence, la police avait reçu l'ordre strict de n'intervenir que si la manifestation dégénérait. Il est clair également que les organisateurs avaient donné des consignes de modération à leurs troupes. Si la centrale péroniste «dure» a marqué des points par rapport à sa rivale, force est de constater que son pouvoir de mobilisation reste limité. La présence de vingt mille manifestants sur la place de Mai est un bon résultat sous l'actuel régime, mais on est loin des concentrations massives organisées par le mouvement péroniste avant 1976. La différence est encore plus sensible si l'on tient compte du fait que de nombreux militants des jeunesse radicales, du parti communiste, des formations socialistes, des organisations trotskistes et des associations de défense des droits de l'homme s'étaient joints, mercredi, aux péronistes. Les divisions du syndicalisme argentin expliquent sans doute dans une large mesure le peu d'enthousiasme de la base.

JACQUES DESPRES.

**INEDIT**  
Ce livre intéresse tous les Français  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
**LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE**  
França de demain, analyse population, éducation (marché du travail), industrie, agriculture, puissance financière, défense, rayonnement culturel mondial, O.C.M. - T.O.M. et les quarante pays d'expression française.  
356 pages - 75 F franco  
CHATEAU DE FREUL  
45000 NOUËL-SUR-LAYON

**Bertrand Contemporain**  
les signatures du mobilier contemporain  
WILLY RIZZO - TOMASO BARBI  
FABIAN - MATHY  
Canapé 2 places large 4490 F.  
recouvert tissu Corida  
7 rue Facille 75017 Paris, tél. 229.25.36.

**NOUVEAU CONCESSIONNAIRE**  
AUSTIN M G TRIUMPH ROVER RANGE ROVER  
**S.A. GARAGE ST-SULPICE**  
11-13, rue Lobineau, 75006 Paris - 326.94.09  
Métro : Mabilon

# Plus riche.

# Moins cher.

76 300 mots : c'est à la fois un dictionnaire de référence et une encyclopédie d'usage quotidien.

2 104 pages, des milliers d'illustrations.

160 cartes, 75 planches.

57 hors-texte en couleurs.

34 pages de grammaire française.

35 tableaux synoptiques.

Un tableau des pays du monde avec leur situation géographique, économique, politique (mise à jour : juillet 1982).

Un tableau des principales productions agricoles et industrielles.

Un atlas de 27 pages en couleurs.

**125 F seulement.**



# Le Petit Flammarion.

Un nouveau dictionnaire usuel.

UTH

tent menacés  
Hajdenberg

ra, date de sa création, de nous rap-  
peler à ses propos des lois qui ont  
mis en place la responsabilité d'un  
massacre des camps palestiniens  
de Chatila. M. Hajdenberg a ré-  
pondu à cette alléguant.

noté que la déclaration d'Etat d'urgence a été décrétée par le  
gouvernement israélien. Ce qui  
permettrait de rétablir l'ordre  
dans les zones de conflit. Une  
déclaration d'Etat d'urgence a  
été décrétée par le gouvernement  
israélien. Ce qui permettrait de  
rétablir l'ordre dans les zones de  
conflit. Une déclaration d'Etat  
d'urgence a été décrétée par le  
gouvernement israélien. Ce qui  
permettrait de rétablir l'ordre  
dans les zones de conflit.

PHOTO: J. DURAND-SOUFFLANT

A Paris

un immeuble exposé

Le chef de l'Etat n'avait pas ménagé ses efforts pour amener les deux organisations de travailleurs à revenir sur leur décision. Les multiples réunions qui se sont tenues ces derniers jours entre les membres du gouvernement et les dirigeants syndicaux ont été finalement dénouées mardi sur une série de mesures qui représentent des concessions importantes de la part du pouvoir militaire. Plus que la réduction de 8 dollars aux augmentations de salaires annoncées il y a trois semaines, c'est sans doute la décision de normaliser, dans un délai de deux mois, la situation des syndicats placés sous administration militaire en mars 1976 et le prochain rétablissement du droit de grève qui ont conduit les responsables de la C.G.T. - Azopardo à faire machine en arrière.

manifeste ?

Le secrétaire général de la C.G.T. - Brasil, M. Saul Ubaldo, avait en revanche jugé ces mesures insuffisantes et maintenu le meeting «pour la paix, le pain et le travail» face à la Maison Rose. Cette attitude avait été mal accueillie par les autorités, qui avaient annoncé qu'elles montreraient «la force et la fermeté nécessaires en cas d'agitation». Le ministre de l'intérieur, sans intention apparente, la manifestation, avait toutefois invité les Argentins à «réfléchir» avant de participer à «une concentration dont les motifs sont clairement extra-syndicaux».

**INSTITUTION République**  
1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 - 2312 - 2313 - 2314 - 2315 - 2316 - 2317 - 2318 - 2319 - 2320 - 2321 - 2322 - 2323 - 2324 - 2325 - 2326 - 2327 - 2328 - 2329 - 2330 - 2331 - 2332 - 2333 - 2334 - 2335 - 2336 - 2337 - 2338 - 2339 - 2340 - 2341 - 2342 - 2343 - 2344 - 2345 - 2346 - 2347 - 2348 - 2349 - 2350 - 2351 - 2352 - 2353 - 2354 - 2355 - 2356 - 2357 - 2358 - 2359 - 2360 - 2361 - 2362 - 2363 - 2364 - 2365 - 2366 - 2367 - 2368 - 2369 - 2370 - 2371 - 2372 - 2373 - 2374 - 2375 - 2376 - 2377 - 2378 - 2379 - 2380 - 2381 - 2382 - 2383 - 2384 - 2385 - 2386 - 2387 - 2388 - 2389 - 2390 - 2391 - 2392 - 2393 - 2394 - 2395 - 2396 - 2397 - 2398 - 2399 - 2400 - 2401 - 2402 - 2403 - 2404 - 2405 - 2406 - 2407 - 2408 - 2409 - 2410 - 2411 - 2412 - 2413 - 2414 - 2415 - 2416 - 2417 - 2418 - 2419 - 2420 - 2421 - 2422 - 2423 - 2424 - 2425 - 2426 - 2427 - 2428 - 2429 - 2430 - 2431 - 2432 - 2433 - 2434 - 2435 - 2436 - 2437 - 2438 - 2439 - 2440 - 2441 - 2442 - 2443 - 2444 - 2445 - 2446 - 2447 - 2448 - 2449 - 2450 - 2451 - 2452 - 2453 - 2454 - 2455 - 2456 - 2457 - 2458 - 2459 - 2460 - 2461 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 2467 - 2468 - 2469 - 2470 - 2471 - 2472 - 2473 - 2474 - 2475 - 2476 - 2477 - 2478 - 2479 - 2480 - 2481 - 2482 - 2483 - 2484 - 2485 - 2486 - 2487 - 2488 - 2489 - 2490 - 2491 - 2492 - 2493 - 2494 - 2495 - 2496 - 2497 - 2498 - 2499 - 2500 - 2501 - 2502 - 2503 - 2504 - 2505 - 2506 - 2507 - 2508 - 2509 - 2510 - 2511 - 2512 - 2513 - 2514 - 2515 - 2516 - 2517 - 2518 - 2519 - 2520 - 2521 - 2522 - 2523 - 2524 - 2525 - 2526 - 2527 - 2528 - 2529 - 2530 - 2531 - 2532 - 2533 - 2534 - 2535 - 2536 - 2537 - 2538 - 2539 - 2540 - 2541 - 2542 - 2543 - 2544 - 2545 - 2546 - 2547 - 2548 - 2549 - 2550 - 2551 - 2552 - 2553 - 2554 - 2555 - 2556 - 2557 - 2558 - 2559 - 2560 - 2561 - 2562 - 2563 - 2564 - 2565 - 2566 - 2567 - 2568 - 2569 - 2570 - 2571 - 2572 - 2573 - 2574 - 2575 - 2576 - 2577 - 2578 - 2579 - 2580 - 2581 - 2582 - 2583 - 2584 - 2585 - 2586 - 2587 - 2588 - 2589 - 2590 - 2591 - 2592 - 2593 - 2594 - 2595 - 2596 - 2597 - 2598 - 2599 - 2600 - 2601 - 2602 - 2603 - 2604 - 2605 - 2606 - 2607 - 2608 - 2609 - 2610 - 2611 - 2612 - 2613 - 2614 - 2615 - 2616 - 2617 - 2618 - 2619 - 2620 - 2621 - 2622 - 2623 - 2624 - 2625 - 2626 - 2627 - 2628 - 2629 - 2630 - 2631 - 2632 - 2633 - 2634 - 2635 - 2636 - 2637 - 2638 - 2639 - 2640 - 2641 - 2642 - 2643 - 2644 - 2645 - 2646 - 2647 - 2648 - 2649 - 2650 - 2651 - 2652 - 2653 - 2654 - 2655 - 2656 - 2657 - 2658 - 2659 - 2660 - 2661 - 2662 - 2663 - 2664 - 2665 - 2666 - 2667 - 2668 - 2669 - 2670 - 2671 - 2672 - 2673 - 2674 - 2675 - 2676 - 2677 - 2678 - 2679 - 2680 - 2681 - 2682 - 2683 - 2684 - 2685 - 2686 - 2687 - 2688 - 2689 - 2690 - 2691 - 2692 - 2693 - 2694 - 2695 - 2696 - 2697 - 2698 - 2699 - 2700 - 2701 - 2702 - 2703 - 2704 - 2705 - 2706 - 2707 - 2708 - 2709 - 2710 - 2711 - 2712 - 2713 - 2714 - 2715 - 2716 - 2717 - 2718 - 2719 - 2720 - 2721 - 2722 - 2723 - 2724 - 2725 - 2726 - 2727 - 2728 - 2729 - 2730 - 2731 - 2732 - 2733 - 2734 - 2735 - 2736 - 2737 - 2738 - 2739 - 2740 - 2741 - 2742 - 2743 - 2744 - 2745 - 2746 - 2747 - 2748 - 2749 - 2750 - 2751 - 2752 - 2753 - 2754 - 2755 - 2756 - 2757 - 2758 - 2759 - 2760 - 2761 - 2762 - 2763 - 2764 - 2765 - 2766 - 2767 - 2768 - 2769 - 2770 - 2771 - 2772 - 2773 - 2774 - 2775 - 2776 - 2777 - 2778 - 2779 - 2780 - 2781 - 2782 - 2783 - 2784 - 2785 - 2786 - 2787 - 2788 - 2789 - 2790 - 2791 - 2792 - 2793 - 2794 - 2795 - 2796 - 2797 - 2798 - 2799 - 2800 - 2801 - 2802 - 2803 - 2804 - 2805 - 2806 - 2807 - 2808 - 2809 - 2810 - 2811 - 2812 - 2813 - 2814 - 2815 - 2816 - 2817 - 2818 - 2819 - 2820 - 2821 - 2822 - 2823 - 2824 - 2825 - 2826 - 2827 - 2828 - 2829 - 2830 - 2831 - 2832 - 2833 - 2834 - 2835 - 2836 - 2837 - 2838 - 2839 - 2840 - 2841 - 2842 - 2843 - 2844 - 2845 - 2846 - 2847 - 2848 - 2849 - 2850 - 2851 - 2852 - 2853 - 2854 - 2855 - 2856 - 2857 - 2858 - 2859 - 2860 - 2861 - 2862 - 2863 - 2864 - 2865 - 2866 - 2867 - 2868 - 2869 - 2870 - 2871 - 2872 - 2873 - 2874 - 2875 - 2876 - 2877 - 2878 - 2879 - 2880 - 2881 - 2882 - 2883 - 2884 - 2885 - 2886 - 2887 - 2888 - 2889 - 2890 - 2891 - 2892 - 2893 - 2894 - 2895 - 2896 - 2897 - 2898 - 2899 - 2900 - 2901 - 2902 - 2903 - 2904 - 2905 - 2906 - 2907 - 2908 - 2909 - 2910 - 2911 - 2912 - 2913 - 2914 - 2915 - 2916 - 2917 - 2918 - 2919 - 2920 - 2921 - 2922 - 2923 - 2924 - 2925 - 2926 - 2927 - 2928 - 2929 - 2930 - 2931 - 2932 - 2933 - 2934 - 2935 - 2936 - 2937 - 2938 - 2939 - 2940 - 2941 - 2942 - 2943 - 2944 - 2945 - 2946 - 2947 - 2948 - 2949 - 2950 - 2951 - 2952 - 2953 - 2954 - 2955 - 2956 - 2957 - 2958 - 2959 - 2960 - 2961 - 2962 - 2963 - 2964 - 2965 - 2966 - 2967 - 2968 - 2969 - 2970 - 2971 - 2972 - 2973 - 2974 - 2975 - 2976 - 2977 - 2978 - 2979 - 2980 - 2981 - 2982 - 2983 - 2984 - 2985 - 2986 - 2987 - 2988 - 2989 - 2990 - 2991 - 2992 - 2993 - 2994 - 2995 - 2996 - 2997 - 2998 - 2999 - 3000 - 3001 - 3002 - 3003 - 3004 - 3005 - 3006 - 3007 - 3008 - 3009 - 3010 - 3011 - 3012 - 3013 - 3014 - 3015 - 3016 - 3017 - 3018 - 3019 - 3020 - 3021 - 3022 - 3023 - 3024 - 3025 - 3026 - 3027 - 3028 - 3029 - 3030 - 3031 - 3032 - 3033 - 3034 - 3035 - 3036 - 3037 - 3038 - 3039 - 3040 - 3041 - 3042 - 3043 - 3044 - 3045 - 3046 - 3047 - 3048 - 3049 - 3050 - 3051 - 3052 - 3053 - 3054 - 3055 - 3056 - 3057 - 3058 - 3059 - 3060 - 3061 - 3062 - 3063 - 3064 - 3065 - 3066 - 3067 - 3068 - 3069 - 3070 - 3071 - 3072 - 3073 - 3074 - 3075 - 3076 - 3077 - 3078 - 3079 - 3080 - 3081 - 3082 - 3083 - 3084 - 3085 - 3086 - 3087 - 3088 - 3089 - 3090 - 3091 - 3092 - 3093 - 3094 - 3095 - 3096 - 3097 - 3098 - 3099 - 3100 - 3101 - 3102 - 3103 - 3104 - 3105 - 3106 - 3107 - 3108 - 3109 - 3110 - 3111 - 3112 - 3113 - 3114 - 3115 - 3116 - 3117 - 3118 - 3119 - 3120 - 3121 - 3122 - 3123 - 3124 - 3125 - 3126 - 3127 - 3128 - 3129 - 3130 - 3131 - 3132 - 3133 - 3134 - 3135 - 3136 - 3137 - 3138 - 3139 - 3140 - 3141 - 3142 - 3143 - 3144 - 3145 - 3146 - 3147 - 3148 - 3149 - 3150 - 3151 - 3152 - 3153 - 3154 - 3155 - 3156 - 3157 - 3158 - 3159 - 3160 - 3161 - 3162 - 3163 - 3164 - 3165 - 3166 - 3167 - 3168 - 3169 - 3170 - 3171 - 3172 - 3173 - 3174 - 3175 - 3176 - 3177 - 3178 -



# EUROPE

## Grande-Bretagne

### La grève illégale du secteur public a été largement suivie

De notre correspondant

Londres. — Les adhérents de la confédération des syndicats britanniques TUC ont largement manifesté, le mercredi 22 septembre, leur solidarité avec les travailleurs de la santé, en conflit depuis cinq mois avec les autorités de l'hôpital à propos de la hausse des salaires. Le TUC avait appelé à un arrêt de travail d'une heure au moins et la consigne a été bien suivie dans les industries nationales, les services publics, les mines et les ports. Si les chemins de fer ont fonctionné normalement, les journaux n'ont pas paru à la suite de la grève des ouvriers du Livre. La télévision commerciale est restée ouverte pendant trois heures dans certaines régions, beaucoup d'écoles ont été fermées. Cependant, l'industrie privée a été très peu touchée par le mouvement.

A Londres, de soixante à cent mille personnes — selon les sources — ont manifesté dans le centre avant de se réunir à Hyde Park. De l'avis de tous les observateurs, c'était le rassemblement syndical le plus important depuis une dizaine d'années. Les dirigeants du TUC ont demandé à M. Norman Fowler, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, de reprendre les négociations en mettant un peu plus d'argent sur la table. Les syndicats de la santé réclament 12 % d'augmentation de salaire, alors que le gouvernement offre de 6,5 à 7,5 % selon les catégories d'employés et paraît décidé à faire preuve de fermeté.

Que fera le TUC si le gouvernement se refuse à toute concession sur les salaires des infirmières ? Selon les nouvelles lois syndicales votées par les conservateurs, les grèves de solidarité sont en principe illégales. Certaines fédérations modérées hésitent à braver la loi, tandis que les employeurs sont réticents, de leur côté, à accepter toutes les possibilités offertes par la législation, notamment les poursuites judiciaires, contre les dirigeants syndicaux appelant à des grèves de solidarité, afin de ne pas faire de martyrs et de ne pas aggraver les conflits. Mais leur hésitation tomberait si les grèves de travail comme ceux de mercredi se multipliaient dans tous les secteurs de l'économie.

Un compromis pourrait être trouvé si le gouvernement tenait compte de la sympathie de l'opinion pour les travailleurs de la santé, qui s'est exprimée au cours de la « journée d'action » et si les syndicats se satisfaisaient du barème d'augmentation de mercredi.

DANIEL VERNET.

## Manifestant pacifiquement dans plusieurs villes d'Europe

### Les nationalistes kurdes veulent alerter l'opinion sur le comportement de l'armée turque dans les « provinces de l'Est »

Dans différentes villes d'Europe occidentale, la journée du mercredi 22 septembre a permis de vérifier que les nationalistes kurdes étaient décidés à passer à l'action pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur la situation au Kurdistan. Des groupes comprenant chaque fois plusieurs dizaines de manifestants ont en effet occupé, durant quelques heures, différents lieux choisis pour leur valeur symbolique, comme le siège d'Amnesty International à Berne et à Vienne, les bureaux des Turkish Airlines à Francfort, ou ceux du journal *Westdeutsche Allgemeine Zeitung* à Essen. Ces actions suivent le précédent (le 17 septembre) d'autres démonstrations du même type, en particulier celle dont le *Monde* avait été le théâtre le 30 avril dernier.

Le caractère pacifique de ces actions confirme que, jusqu'à présent du moins, les nationalistes kurdes ont cherché à briser ce qu'ils estiment être un « mur de silence ou d'indifférence » autour de la répression au Kurdistan d'autres villes que les manifestations violentes, et à plus forte raison le terrorisme. Mais ils estiment désormais que le temps presse, pour deux raisons au moins.

La première est que, selon eux, jamais la répression n'a été aussi dure dans les « provinces de l'Est », comme on préfère dire en Turquie. Le massacre de détenus de la prison de Diyarbakir, le 21 mars dernier, aurait été suivi de nombreuses autres exactions. Les réels les plus horribles, accompagnés parfois de photos qui se sont tout d'abord, commencé à circuler avec une insistance qui n'a laissé indifférent ni Amnesty International,

ni la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, ni le Conseil de l'Europe. Au « raïd » de Diyarbakir, ont suivi les villages kurdes rajoutés, assurent les nationalistes, les exécutions sommaires et les morts sous la torture.

En second lieu, la « grève de la faim jusqu'à la mort » entreprise le 15 juillet dernier par trente-quatre prisonniers de Diyarbakir, pour obtenir la fin de ces exécutions sommaires et services de l'Amnesty International, a déjà conduit cinq d'entre eux à cette issue fatale, affirmant les nationalistes. L'un d'eux, le journaliste kurde, qui s'est vu imaginer l'état dans lequel se trouvent actuellement les autres, a été tué. Le parti des travailleurs du Kurdistan, le P.K.K. (Partiya Karêren Kurdistan), qui coordonne ces grèves de la faim et dont le rôle moteur est le Kurdistan, a déclaré qu'il paraît se confirmer, estime qu'une telle opération ne peut avoir d'efficacité auprès des autorités militaires turques que si la communauté internationale est impliquée et s'en émeut. En particulier, les alliés occidentaux de la Turquie, qui pourraient faire pression sur Ankara.

Les nationalistes kurdes se souviennent que l'opinion mondiale avait été bouleversée par la lente agonie et la mort de Bobby Sands et de ses compagnons en Irlande du Nord. Ils espèrent pour leurs propres grèves de la faim, sous un autre traitement, une part au moins de cette attention et de cette compassion quasi universelles. Même s'ils n'ignorent pas que les Européens de l'Ouest, parmi lesquels ils vivent provisoirement, Belfast est bien proche à tous égards, et Diyarbakir, bien loin.

BERNARD BRIGOULEUX.

## Pologne

### Le syndicat indépendant Solidarité ne sera jamais autorisé à reprendre ses activités affirme le quotidien du gouvernement

Varsovie (A.F.P. - Reuter - U.P.I.). — Les autorités polonaises ont clairement fait savoir mercredi 22 septembre qu'elles n'autoriseraient jamais le syndicat indépendant Solidarité à reprendre ses activités ni ses dirigeants à diriger des syndicats.

Alors qu'il y a une semaine, encore, M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, affirmait qu'il n'était pas question de déclarer illégal le syndicat Solidarité, un article paru dans *Rzeczpospolita*, le quotidien du gouvernement, annonce exactement le contraire.

Il affirme : il n'y aura de « retour à la vie publique » ni pour les dirigeants de Solidarité engagés depuis la proclamation de l'état de guerre dans une « conspiration contre les autorités » ni pour le nom même de « Solidarité », Reconnaissant que « des millions de simples membres de Solidarité associent au nom de leur syndicat le sentiment de la force et de l'unité des travailleurs », le journal estime qu'on ne peut pas plus longtemps les « bercer d'illusions ».

Pour *Rzeczpospolita*, le nom de Solidarité est désormais associé à trop de faits « hautement négatifs » pour qu'on puisse imaginer son retour à la vie publique ; quant à cette « pléiade de militants qui aujourd'hui conspirent contre les autorités », poursuit le journal, peut-on imaginer qu'ils « reprennent un jour leurs bureaux et continuent à utiliser le nom de leur syndicat ? (...) Ils auraient dû réfléchir à l'avance aux conséquences politiques de leurs actes ».

Pour l'avenir du mouvement syndical, le quotidien proclame un retour aux principes des accords de Gdansk. Rappelant que le gouvernement avait signé ces textes avec « des ouvriers » et « avec le syndicat Solidarité, qui n'était alors qu'en gestation », il ajoute qu'il s'agit de « la création de syndicats autoproclamés et indépendants qui avaient été socialistes de nature, qui se seraient conformés à la Constitution et n'auraient pas joué le rôle de simples membres de Solidarité ».

D'autre part, M. Jacek Kuron, l'un des fondateurs du KOR, a été autorisé mercredi à s'inscrire devant le cercueil de son père décédé le 17 septembre, mais il a été ramené dans sa prison avant l'office funéraire. Quelques cinq cents personnes ont assisté aux obsèques.

« Ils » pour qu'on puisse imaginer son retour à la vie publique ; quant à cette « pléiade de militants qui aujourd'hui conspirent contre les autorités », poursuit le journal, peut-on imaginer qu'ils « reprennent un jour leurs bureaux et continuent à utiliser le nom de leur syndicat ? (...) Ils auraient dû réfléchir à l'avance aux conséquences politiques de leurs actes ».

Pour l'avenir du mouvement syndical, le quotidien proclame un retour aux principes des accords de Gdansk. Rappelant que le gouvernement avait signé ces textes avec « des ouvriers » et « avec le syndicat Solidarité, qui n'était alors qu'en gestation », il ajoute qu'il s'agit de « la création de syndicats autoproclamés et indépendants qui avaient été socialistes de nature, qui se seraient conformés à la Constitution et n'auraient pas joué le rôle de simples membres de Solidarité ».

D'autre part, M. Jacek Kuron, l'un des fondateurs du KOR, a été autorisé mercredi à s'inscrire devant le cercueil de son père décédé le 17 septembre, mais il a été ramené dans sa prison avant l'office funéraire. Quelques cinq cents personnes ont assisté aux obsèques.

Pour *Rzeczpospolita*, le nom de Solidarité est désormais associé à trop de faits « hautement négatifs » pour qu'on puisse imaginer son retour à la vie publique ; quant à cette « pléiade de militants qui aujourd'hui conspirent contre les autorités », poursuit le journal, peut-on imaginer qu'ils « reprennent un jour leurs bureaux et continuent à utiliser le nom de leur syndicat ? (...) Ils auraient dû réfléchir à l'avance aux conséquences politiques de leurs actes ».

Pour l'avenir du mouvement syndical, le quotidien proclame un retour aux principes des accords de Gdansk. Rappelant que le gouvernement avait signé ces textes avec « des ouvriers » et « avec le syndicat Solidarité, qui n'était alors qu'en gestation », il ajoute qu'il s'agit de « la création de syndicats autoproclamés et indépendants qui avaient été socialistes de nature, qui se seraient conformés à la Constitution et n'auraient pas joué le rôle de simples membres de Solidarité ».

## République fédérale d'Allemagne

### Divisions et baisse de popularité des libéraux après le renversement d'alliance

De notre correspondant

Bonn. — Après celles de Berlin-Ouest et de Hambourg et du Schleswig-Holstein, la Fédération de Brême du parti libéral vient de réclamer la convocation d'un congrès extraordinaire. Selon le règlement intérieur du parti, les députés d'une telle convocation sont ainsi réunies. Le secrétaire général du F.D.P., M. Günther Verheugen, a déclaré que ce congrès extraordinaire n'aurait lieu qu'après le 17 octobre. Il entrerait ainsi en compétition avec le congrès normal du F.D.P. qui doit se tenir à partir du 5 novembre. Mais le fait qu'il soit pacifié-on d'en avancer la date : l'ordinaire et l'extraordinaire ne feraient plus qu'un.

Le second congrès de sens est pendant que s'il pouvait décider de l'ordre de marche du F.D.P. Or, si les choses se passent comme prévu, la nouvelle coalition sera un « 1er octobre ». Quel est ce qu'un congrès ordinaire ou extraordinaire pourrait bien changer à la chose ? C'est pourquoi un des députés « rebelles » les plus actifs du parti, Mme Rita Schuchardt, a demandé que les négociations en vue de former le « nouveau » gouvernement avec les chrétiens-démocrates soient suspendues jusqu'à ce que le congrès décide de la voie à suivre. Mme Schuchardt n'a aucune chance d'être véritablement entendue. L'ancien vice-chancelier Genscher s'est assuré d'une confortable majorité au sein du groupe parlementaire, et tout le bruit que parviendrait à faire ses adversaires est jugé insuffisant pour empêcher pas cette « majorité silencieuse » de continuer à soutenir le transfert de la coalition social-libérale.

du F.D.P., justifiant la rupture de la coalition social-libérale et se posant en défenseur du programme sur lequel le F.D.P. avait mené sa campagne aux élections générales de 1980.

Pour M. Genscher, ce sont les socialistes qui ont pris le large tandis que les libéraux restaient fidèles à leur parti. L'argument peut paraître facile. M. Genscher doit faire feu de tout bois pour répondre à ses opposants dans le parti. Ceux-ci n'auront très probablement pas le dernier mot, pour l'instant, ils ont réussi à se placer au centre de toutes les conversations.

Le fond du problème, c'est que les dissidents éprouvent une intense incompréhension d'adhérer avec la C.S.U. bavaroise, qui leur rend bien. Ainsi une des deux commissions d'experts désignées pour faire avancer les négociations en vue de la nouvelle coalition n'a-t-elle pu se réunir en raison du veto mis par la C.S.U. et par M. Franz-Josef Strauss, personnellement, à la participation de M. Gerhard-Rudolf Baum, jugé trop « engagé ». Celui-ci s'est, en effet, prononcé pour une politique intérieure « ouverte » telle qu'il l'a lui-même pratiquée dans l'ancienne coalition. Ce qui implique, par exemple, une certaine confiance des droits d'asile et du statut des travailleurs étrangers, qui ne peut que blesser une C.S.U. tout aussi « nationale » qu'elle est bavaroise. L'extrême-droite, sur M. Baum est destinée à jeter sa démission et à marquer à droite et à répondre du fond du cœur son alliance d'ancien.

ALAIN CLEMENT.

## 2,3 % des intentions de vote

Quelles ressources offrent alors aux déçus et aux mécontents ? Ils peuvent certes faire sécession, mais leur entreprise n'aurait aucun avenir. La cote du F.D.P. est au plus bas. Le silence de la presse et du président Aliensbach ne lui accorde que 2,3 % des suffrages dans l'hypothèse d'une élection qui aurait lieu aujourd'hui. Ce n'est pas en vain qu'une d'entre elles se mesure à travers du chemin, c'est la cohabitation de l'ensemble qui est en jeu. C'est pourquoi, si M. Genscher se refuse à dramatiser la situation, il n'est pas moins cru obligé d'envoyer une lettre circulaire à tous les parlementaires.

## Union soviétique

### MORT DU MARÉCHAL BAGRAMIAN ANCIEN VICE-MINISTRE DE LA DÉFENSE

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a annoncé, lundi 22 septembre, le décès du maréchal Bagramian, ancien vice-ministre de la défense. Celui-ci sera enterré sur la place Rouge, au pied du mur du Kremlin.

Ivan Kristoforovich Bagramian est né en 1897, dans une famille arménienne, à Erevan (aujourd'hui Eriwabad, en République soviétique d'Arménie). Il suivit les cours de l'école impériale des élèves sous-officiers, puis, en 1920, il fut admis à l'Académie des sciences militaires de l'Armée rouge. En 1924, il achève ses études à l'Académie militaire Frunze, et, en 1928, fut admis à l'Académie des sciences militaires de l'Armée rouge.

Pendant la deuxième guerre mondiale, il fut chef de l'état-major général du Sud-Ouest, puis commandant en chef du premier front bulgare, et enfin commandant du soldes front de Bialystok. Il participa à la bataille de Koutrak et à la prise de Kiew, aujourd'hui Kiyev, en Russie occidentale.

De 1945 à 1948, il commanda la région militaire de la « République » de la République d'Arménie. En 1948, il fut nommé maréchal en 1954, Ivan Bagramian fut vice-ministre de la défense de 1958 à 1968, chargé des problèmes de logistique. Il avait été du nombre du comité central du P.C. en 1961.

Le prix UNESCO 1982 de l'éducation pour la paix a été attribué à l'Institut international de recherche sur la paix (IIRP) de Stockholm. Remettant le prix, a-t-il dit, c'est un acte de référence aux négociations de Genève sur le désarmement. Créé en 1981, ce prix de l'UNESCO est doté de 50 000 dollars (420 000 F).

# ASIE

## LA VISITE DE MME GANDHI A MOSCOU

### Le Kremlin propose à New-Delhi de lui vendre une centrale nucléaire

Mme Indira Gandhi a achevé mercredi 22 septembre ses conversations avec les dirigeants soviétiques. Au cours d'une conférence de presse tenue le même jour, le premier ministre indien, parlant de l'afghanistan, a déclaré : « Nous avons exprimé notre position selon laquelle nous voudrions que les troupes soviétiques s'en aillent, car nous sommes opposés à toute sorte d'agression. Mais, comme je l'ai dit à beaucoup d'occasions, le problème doit être vu dans son intégralité. Il y a deux côtés à cette question. Il y a l'agression dans les affaires afghanes. Ces gens là-bas, les insurgés ou les rebelles, reçoivent des armes de l'étranger (...) C'est au gouvernement afghan de décider, mais le fait qu'il soit attaqué rend sa situation beaucoup plus difficile ».

La presse soviétique n'a repris que les propos de Mme Gandhi sur l'aide étrangère à la résistance, alors que sa demande d'un retrait de l'armée rouge était passée sous silence.

Les Soviétiques ont d'autre part offert à Mme Gandhi de construire une centrale nucléaire en Inde. L'agence Tass n'a fait allusion qu'indirectement — à cette offre, formulée par le président du conseil, M. Tikhonov — en rappelant l'accord-cadre de coopération économique, commerciale, scientifique et technique soviéto-indien de 1979. On se rappelle de part et d'autre à fournir des détails sur la proposition soviétique, qui intervient au moment où les négociations franco-indiennes sur la fourniture de combustible pour la centrale de Tarapur s'achoppent sur la question des contrôles (le *Monde* du 10 septembre). L'Inde n'a pas, en effet, signé le traité de non-prolifération qui contrôle l'exportation de tous les équipements nucléaires. On peut toutefois penser

que l'U.R.S.S., signataire du traité de non-prolifération, et membre du club de Londres, ne pourrait pas vendre à l'Inde un réacteur nucléaire, qu'elle est seule avec les Etats-Unis, et l'Europe à pouvoir exporter, — qu'en échange d'un contrôle de celui-ci par l'Agence de Vienne.

## Indonésie

### LE VOLCAN GALUNGUNG MENACE 250 000 PERSONNES

Jakarta (A.F.P. - U.P.I.). — Le volcan Galungung, qui s'est réveillé le 22 septembre, est le nouveau site en éruption le 22 septembre, provoquant des mouvements de panique parmi les quelques deux millions de habitants de la région, situés dans l'île de Java à 500 kilomètres au sud-est de Jakarta. Toute cette population est aussi menacée par les tsunamis, ou vagues de fond, qui se succèdent, et qui ont tué des milliers de personnes dans les premières pluies importantes qui commencent, en général, à la fin du mois de septembre.

Le Galungung a émis, depuis le début de son éruption, des nuages de cendre et de fumée, et des explosions qui ont été entendues à des centaines de kilomètres. Les tsunamis, qui ont tué des milliers de personnes dans les premières pluies importantes qui commencent, en général, à la fin du mois de septembre, ont provoqué des mouvements de panique parmi les quelques deux millions de habitants de la région, situés dans l'île de Java à 500 kilomètres au sud-est de Jakarta. Toute cette population est aussi menacée par les tsunamis, ou vagues de fond, qui se succèdent, et qui ont tué des milliers de personnes dans les premières pluies importantes qui commencent, en général, à la fin du mois de septembre.

# DIPLOMATIE

## Un entretien entre M. Chénissat et M. Pym LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE DE LA C.E.E. DE NOUVEAU A L'ORDRE DU JOUR

Les revendications budgétaires britanniques au sein de la Communauté européenne, en sommeil depuis le règlement de principe du printemps dernier, reviennent à l'ordre du jour et ont été le principal sujet de discussions « consultations régulières » qu'ont eues, mercredi 22 septembre à dîner, à la Cellule Saint-Cloud, M. Chénissat, ministre des relations extérieures, et M. Pym, secrétaire au Foreign Office. Mais que la solution définitive ne soit encore abordée au fond, c'est surtout la mise en œuvre des décisions déjà prises (le financement du développement) qui soulève encore des difficultés. La France estimerait que l'état de ses finances extérieures ne lui permet pas de nouvelles largesses au profit de la Grande-Bretagne.

Les autres problèmes communautaires (élargissement, pêche) ont également été discutés, ainsi que le problème du gaspillage euro-soviétique, avec les Etats-Unis et l'O.R.S.S., et le prochain débat de l'ONU sur les Malouines.

M. Johannes Virell, président du parlement finlandais, a été élu, mercredi 22 septembre, à Rome, président de l'Union interparlementaire. — (A.F.P.)

## LE PRÉSIDENT DE LA GUINÉE ÉQUATORIALE EST RECU PAR M. MITTERRAND

M. Teodoro Obiang Nguema, président de la Guinée équatoriale, est arrivé mercredi 22 septembre à Paris pour une visite officielle de trois jours en France. Le président équato-guinéen, accueilli par M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, est reçu ce jeudi à déjeuner par M. Mitterrand.

M. Obiang Nguema sera l'hôte d'un dîner offert en son honneur par M. Louis Le Pen, ministre de la mer. Le renforcement des relations maritimes entre les deux pays et notamment la coopération pour la pêche française dans la zone économique de la Guinée équatoriale, ont été évoqués à cette occasion. Indique-t-on de source française.

Le président équato-guinéen, dont la visite aura un caractère principalement économique, rencontrera également au cours de son séjour, M. M. Claude Chénissat, ministre des relations extérieures, et Charles Bernin, ministre de la défense, ainsi qu'une délégation du Conseil national du patronat français.

M. Mario Soares, premier secrétaire du parti socialiste portugais, doit être reçu à déjeuner, vendredi 24 septembre par M. Mitterrand, a annoncé mercredi le service de presse de l'Élysée. M. Soares s'est entretenu, mercredi avec M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

## L'U.R.S.S. SIGNERA EN DÉCEMBRE L'ACTE FINAL DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Nations unies (New-York) (A.F.P.). — L'U.R.S.S. signera en décembre prochain l'acte final de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, alors qu'elle était absente lors du vote du 30 avril dernier. Le délégué soviétique a annoncé ce changement d'attitude au cours d'une brève réunion de la conférence qui se tient à New-York du 22 au 24 septembre pour examiner les révisions du texte de la convention préparées par un comité spécial. Il a déclaré que la nouvelle convention « pouvait constituer un renforcement essentiel des relations entre les Etats » et a fait appel à tous les participants à la conférence pour demander à ceux-ci de signer le texte de façon que la convention entre en vigueur le plus vite possible.

L'U.R.S.S. a aussi protesté contre l'accord intermédiaire conclu le 3 septembre entre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale à propos de l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins. Enfin, le Venezuela, qui, avec les Etats-Unis, l'Argentine et la Turquie, avait voté contre la convention le 30 avril, a annoncé qu'il préférait que la signature de l'acte final de la conférence, prévue pour le début de décembre, n'ait pas lieu à Caracas. Cette cérémonie se déroulera donc probablement à New-York.

Le bureau de l'Assemblée des Nations unies a écarté, mercredi 22 septembre, l'inscription proposée par Cuba de la question de Porto-Rico à l'ordre du jour, pour une voix contre sept et huit abstentions, deux délégués (Chine et Congo) n'ayant pas pris part au vote. Les Etats-Unis ont fait valoir que le peuple portoricain avait déjà exercé son droit à l'autodétermination. En revanche, à la demande de l'Argentine et de dix-neuf autres pays, l'inscription de la question de l'île de Cuba, au titre du droit de la mer, a été écartée à l'ordre du jour de l'Assemblée. — (A.F.P. - Reuter.)

## M. ESTABLE EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN TANZANIE

Le *Journal officiel* du 21 septembre annonce la nomination de M. Roger Estable au poste d'ambassadeur en Tanzanie, en remplacement de M. André Le Guen. Né en 1929, licencié ès lettres et en droit et diplômé des langues orientales, M. Estable est secrétaire d'Etat à l'Assemblée nationale, après avoir été en poste au Japon et en Chine, à Saigon (de 1951 à 1952), à New-Delhi, à Bangkok et à Addis-Abeba notamment. Il a été premier conseiller à Libreville, puis à Rabat de 1975 à 1978. Depuis cette date, il était, conseil général à Brest.

## Moquettes • Revêtements muraux Economisez sur les prix pas sur la qualité !

150.000 m2 de marchandises neuves de premier et deuxième choix sélectionnées pour vous garantir la meilleure qualité au meilleur prix.

- MOQUETTES GRANDES MARQUES 2 m, 4 m, 5 m de large : 18 F, 24 F, 30 F, 35 F.
- MOQUETTES LAINE 2 m de large sur mousse : 35 F.
- COCO sur latex : 49,50 F.
- Vrais PAPIERS JAPONAIS et DAIM sur papier : 14 F.
- Revêtement SOL PLASTIQUE 2 kg/m2 : 14 F, 16 F.

Pose et livraison assurées

## ARTIREC

PAYEZ MOINS CHER LA QUALITÉ

RECUPARIS 5 et 8, R. Salengro 59700 LA KREMLING-BROUWERIE Tél. : 608-51-12

AR ST-SEBASTIEN 8-10, Imp. St-Sebastien 75011 PARIS Tél. : 355-69-50

ARTIREC BASTILLE 4, boul. de la Bastille 75012 PARIS Tél. : 348-72-72

5 % de remise sur présentation de cette annonce

Fermeture exceptionnelle le 27 septembre toute la journée.

501 من الاموال



## L'incertitude sur le statut futur de Hongkong engendre la nervosité dans les milieux d'affaires de la colonie britannique

Correspondance

L'avenir du statut de Hongkong est au cœur des entretiens que le premier ministre britannique, M. Thatcher, poursuit ce jeudi 23 septembre à Pékin. Notre correspondant M. Mannel Lucbert rapporte que le chef du gouvernement chinois, M. Zhao Ziyang, a donné, mercredi soir, une indication optimiste à cet égard en faisant état devant son hôte de « la nécessité de résoudre par voie de consultations les problèmes liés par l'histoire ». Il a manifesté sa volonté d'envisager le développement des relations sino-britanniques « dans une perspective stratégique à long terme et sur la base des principes de la coexistence pacifique ». Si tel est bien le cas, a-t-il conclu en faisant allusion au sort de Hongkong, « ce genre de problème ne sera pas difficile à régler ».

Le problème qui se pose actuellement aux dirigeants chinois est donc : comment supprimer le statut colonial de Hongkong sans pour autant « tuer la poule aux œufs d'or » ? Il s'agit d'un problème urgent. Les milieux d'affaires de Hongkong, sont unanimes sur ce point : l'incertitude actuelle quant au statut futur de la colonie ne pourra se maintenir plus de deux ou trois ans. Hongkong est la troisième place financière du monde, d'où les capitaux peuvent sortir le plus facilement et le plus vite. Une panique bancaire aurait des effets catastrophiques et irrémédiables.

ment « au soutien de la patrie, ainsi qu'au labeur acharné des compatriotes de Hongkong », ce qui sous-entend que la contribution de l'administration britannique à ce développement est quasiment négligeable.

### Période transitoire ?

Les spéculations vont bon train, dans la presse de Hongkong, sur le type de compromis qui sera passé entre Chinois et Britanniques, tout dépendra, pense-t-on, du contenu qui sera donné au mot « souveraineté ». Pékin pourrait, selon certaines sources, se contenter d'une reconnaissance formelle de souveraineté, de la suppression du poste de gouverneur (nommé actuellement par le Foreign Office) et de son remplacement par une personnalité chinoise locale nommée par Pékin, en échange de quoi, toute l'administration anglaise serait maintenue, comme le seraient les lois actuellement en vigueur dans la colonie, et les Britanniques continueraient de facto à gouverner Hongkong, « zone administrative spéciale de la République populaire de Chine » pour une « période transitoire » indéterminée, pour Pékin, la face serait sauve. Mais le serait-elle pour Londres, et Mme Thatcher accepterait-elle que le drapeau rouge aux cinq étoiles remplace l'Union Jack à Hongkong ?

Il existe une autre hypothèse, qualifiée de « pessimiste » par les journalistes non-communistes de Hongkong, certains dirigeants chinois voudraient faire de la récupération de Hongkong un modèle pour la récupération ultérieure de Taïwan, ce qui se passerait très bien, lorsque l'heure de la réunification nationale aura sonné. Dans une telle perspective, la présence anglaise ne serait plus jugée nécessaire, puisqu'il s'agirait de faire la preuve que « deux systèmes peuvent coexister dans un pays uni » et libéré de toute présence étrangère. Dans ce cas Pékin s'appuierait alors sur des personnalités locales pour gérer Hongkong comme « Zone administrative spéciale ». Un tel pro-

jet n'a rien d'utopique : les hommes-lyges de Pékin, dans des postes-clés du monde des affaires, et des finances sont nombreux, comme M. Li Ka-Shing, par exemple, membre du conseil d'administration de la Hongkong and Shanghai Bank, et qui détient la majorité des actions dans deux des plus grandes compagnies de Hongkong si cette hypothèse « dure » s'avérait, elle se heurterait à une réalité socio-psychologique simple, désagréable pour les dirigeants chinois, et que, peut-être, ils perçoivent mal, de Pékin : une fraction non négligeable de la population, pour être patriote, n'en est pas moins hostile à leur régime politique. Un sondage récent indiquait que 22 % de la population « quitterait Hongkong par tous les moyens possibles » si la Chine en reprenait le contrôle effectif (ce qui représente près d'un million de personnes) ; et 67 % jugent une telle reprise « inacceptable ». Beaucoup considèrent la présence anglaise, comme un moindre mal, qui a au moins le mérite de leur garantir un certain nombre de droits. La classe moyenne de Hongkong, relativement occidentalisée, a très mal ressenti l'adoption, par la Chambre des communes, en octobre 1981, d'une « Nationality Bill » qui les relègue au rang de « citoyens d'un territoire dépendant de la Grande-Bretagne ». Ils y ont vu la preuve que Londres ne se sentait plus de responsabilité à leur égard. Quand on connaît la désinvolture des autorités chinoises vis-à-vis des ressortissants de Hongkong qui voyagent en Chine (le Monde du 9 septembre), on comprend leur inquiétude.

### Les effets de la crise

Conscients de la nervosité ambiante, largement relayée par la presse locale, et du mécontentement que cela suscite à Pékin, les Britanniques ont tout fait, ces derniers temps, pour rassurer les esprits. L'économie de Hongkong a en effet ses problèmes propres, qui n'ont rien à voir avec l'échec de 1997, et qu'il est inutile d'aggraver. Les effets de la crise économique mondiale se font sentir durement dans le secteur textile (qui représente 35 % de l'industrie locale) et aussi dans l'électronique, gérée par un endet-

ment excessif et par les quotas fixés par les pays importateurs. Le nombre des faillites, qui touchent surtout les petites et moyennes entreprises, a augmenté de 50 % par rapport à l'année dernière. Officiellement le chômage ne touche qu'une centaine de milliers de personnes (4 % de la main-d'œuvre). En fait, beaucoup d'entreprises travaillent au ralenti et n'offrent à leurs ouvriers qu'une dizaine d'heures de travail par semaine. Le taux d'inflation prévu pour 1982 est de 12 %, et les exportations de produits domestiques ont baissé, en valeur réelle, de 2 %. L'immobilier aussi traverse en ce moment une crise grave, les prix d'achat ayant baissé d'environ 30 %. La croissance pour 1982 ne sera que de 6 % (au lieu des 8 % escomptés), ce qui indique que la situation est tout de même loin d'être dramatique, des secteurs comme celui des jouets, de la confection, des constructions navales restent en effet extrêmement prospères.

A son dernier retour de Londres, le gouverneur de Hongkong s'est empressé d'affirmer, en citant les propres paroles de M. Thatcher, que « les intérêts des habitants de Hongkong seraient défendus par la Grande-Bretagne » lors des négociations avec Pékin sur le statut futur de l'actuelle colonie. Mais, comme pour tempérer ces propos, qui pourraient irriter la Chine, le président du groupe parlementaire, chargé des relations sino-britanniques, M. Robert Adley a fait parvenir au Ming Pao, quotidien indépendant de Hongkong, une longue mise au point. Il y est rappelé que « le statut futur de Hongkong dépend, en dernier recours, de Pékin » bien que « la Grande-Bretagne se reconnaisse une responsabilité dans l'établissement de ce statut vis-à-vis de la population de Hongkong ». Les gens de Hongkong, ajoute M. Adley, seraient bien avisés d'éviter d'insulter Pékin (...) notamment en exprimant ouvertement leur anxiété quant à l'avenir de la colonie ». Et il conclut, s'adressant directement à la population : « Ne paniquez pas : quand on veut vivre en compagnie d'un tigre, mieux vaut éviter de lui tirer la queue... ».

HENRI LEUWEN.

Hongkong. - Au mois d'avril 1982, Sir Murray Maclehoose, gouverneur de Hongkong, entré en fonction en 1971, a cédé la place à Sir Edward Youde, auparavant secrétaire général au Foreign Office. Signe des temps : alors que Sir Murray était avant tout un administrateur, passionné par les questions sociales, Sir Edward est un diplomate chevronné, spécialiste des affaires chinoises. En 1949, quand il n'était que troisième secrétaire à l'ambassade de Grande-Bretagne à Nankin, Sir Edward Youde s'illustra dans l'incident de l'Amélys, un sloop britannique qui avait été attaqué par les troupes communistes sur le fleuve Yangtze. Sir Edward marcha, dit-on, pendant quatre jours, le long du fleuve, afin de rencontrer des responsables du parti communiste, ce qui contribua à faire baisser la tension. Par la suite, il fut ambassadeur à Pékin, de 1974 à 1978.

Le savoir-faire diplomatique et la ténacité de Sir Edward Youde ne seront pas de trop pour gouverner Hongkong dans les années qui viennent et qui seront marquées par la perspective de la rétrocession, en 1997, des « nouveaux territoires » cédés à bail par le gouvernement impérial chinois à la Grande-Bretagne pour quatre-vingt-dix-neuf ans, en 1997. Selon toute vraisemblance, 1997 verra le changement de statut de la colonie dans son ensemble, c'est-à-dire non seulement des « nouveaux territoires » - qui constituent près des neuf dixièmes de sa superficie, mais aussi de la péninsule de Kowloon et de l'île de Hongkong, qui sont, en principe, « terres de la couronne britannique ». Quel sera ce nouveau statut ? En attendant que Londres et Pékin tombent d'accord - et le sujet est particulièrement à l'ordre du jour des entretiens que le premier ministre britannique, Mme Thatcher, a actuellement dans la capitale chinoise (le Monde du 23 septembre) - pour les cinq millions d'habitants de Hongkong, le compte à rebours a commencé. Chacun est convaincu que rien, après 1997, ne sera jamais plus comme avant.

Sur le plan diplomatique, la position de Pékin sur le problème de Hongkong est simple : la Chine ne reconnaît aucun des « traités iné-

gaux » qui ont aliéné une partie de son territoire à la suite des guerres de l'opium, elle ne reconnaît ni le traité de Nankin de 1842 (annexion à la couronne d'Angleterre de l'île de Hongkong, 80 kilomètres carrés), ni la première convention de Pékin en 1860 (annexion de la péninsule de Kowloon, 10 kilomètres carrés), pas davantage la cession à bail des « nouveaux territoires » (950 kilomètres carrés de terre continentale et d'îles avoisinantes), signés lors de la deuxième convention de Pékin, en 1898. C'est dire qu'officiellement « il n'y a pas de problème 1997 », comme le déclarait récemment une personnalité pro-communiste de Hongkong, visiblement agacée par l'« esprit de panique » que susciterait, selon elle, les journaux de Hongkong.

### « La poule aux œufs d'or »

En 1972, la Chine a adressé aux Nations unies un mémorandum affirmant sa souveraineté sur Hongkong et Macao, tout en reconnaissant que ces deux portions de son territoire étaient placées provisoirement sous administration britannique et portugaise. En théorie - mais aussi en pratique - il lui suffirait pour cela de couper l'eau potable - la Chine peut reprendre Hongkong à tout moment. Mais le bénéfice qu'elle en tire est tel - 40 % de ses devises étrangères lui viennent de la colonie britannique - qu'elle a tout intérêt à maintenir le statu quo.

Et pourtant, pour des raisons qui tiennent à l'histoire, à l'orgueil national, et non à l'économie, le statu quo ne sera pas maintenu. 1997 est une date historique. Ni Londres ni Pékin ne peuvent y échapper. Imagine-t-on les dirigeants chinois reconduisant un bail colonial hérité d'une des périodes les plus sombres de l'histoire de la Chine ? A supposer que les plus pragmatiques d'entre eux en aient le secret désir, le risque serait trop grand pour eux de se voir reprocher une telle « trahison historique », non seulement par leurs rivaux politiques, mais par le peuple chinois, celui-ci peut accepter beaucoup de choses de ses dirigeants mais non qu'ils bafouent l'orgueil national.

**HP-86** : un système professionnel chez COMPTA-FRANCE



- Logiciels d'applications industrielles scientifiques et de gestion
- Conseil et assistance technique

**Le bon sens informatique**

**COMPTA-FRANCE**

3 Route de la Reine  
92100 Boulogne - Tél : (1) 603 76 40  
Centre Artisanal Les Passages  
91000 Evry Tél : (6) 078 41 87

**lentilles de contact souples**

C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si confortables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ vision normal et une correction parfaite.

**Ysopic**

80, bd Malesherbes  
75008 Paris Tél. 563 85 32

venez vite faire un essai

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande

**PETER STUYVESANT**



**6.60**

**20**

**Ysopic**

TWA vers et à l'intérieur des USA

## Washington : vol quotidien - 3305 F\*

Liaison sans escale de Paris CDG1 en gros porteur. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

**TWA**

**Vous plaire nous plaît.**

\*Tarif loisir aller/retour.



Le Monde

## politique

L'Assemblée nationale adopte le projet sur les comités d'hygiène et de sécurité  
De la théorie à l'expérimentation sociale

« Le comité d'hygiène et de sécurité aura le pouvoir d'arrêter un atelier ou un chantier pour raisons de sécurité » : la soixante et unième des cent dix propositions pour la France du candidat François Mitterrand, adoptées dans le « manifeste » de Créteil du parti socialiste, le 24 janvier 1981, ne sera pas retenue. Telle est, dans sa rédaction, la réalité des faits. Apparemment simple dans son énoncé, ce souhait des socialistes s'est révélé complexe, c'est-à-dire extraordinairement compliqué à concrétiser. Jusqu'au bout, M. Auroux, ministre chargé du travail, et le groupe socialiste auront tenté d'élaborer une formule acceptable. Jusqu'au bout... en réservant l'examen des amendements concernés, en provoquant d'ultimes suspensions de séance, et cela près du quatre août après que M. Auroux eût annoncé qu'il avait découvert la « formule miracle ».

La bonne volonté du ministre du travail n'est pas en cause. Le problème posé était insoluble, dès lors que le gouvernement se refusait à transférer de l'employeur au comité d'hygiène et de sécurité la responsabilité civile, voire pé-

nale, de la décision « d'arrêter les machines ». D'ailleurs le combat de M. Auroux semblait perdu d'avance. Le 21 mai dernier, devant la conférence « entreprises » du P.S., le premier ministre, en dépit des réactions critiques de son auditoire, avait été particulièrement net : « La sécurité doit demeurer de la responsabilité pleine et entière du chef d'entreprise. » Et M. Auroux avait ajouté : « Il ne faut pas pratiquer la confusion des responsabilités ».

Le chef d'entreprise ou d'établissement reste donc le seul à pouvoir arrêter les machines. Doit-on s'interroger, s'étonner, qu'à travers de leurs sections « entreprises », les socialistes n'aient pas eu le temps de parcourir le chemin qu'il y a entre la théorie et l'expérimentation sociale ? Ce chemin était malaisé. Au bout du compte, la décision d'arrêter une machine, le travail, c'est-à-dire la production, risquait de se retourner contre les travailleurs eux-mêmes. En raison des multiples sources de contentieux qui ne pouvaient manquer de surgir en cas de faute de jugement. C'est la sagesse qui a conduit le

gouvernement à refuser — malgré les pressions de la majorité — de donner ce nouveau droit au comité d'hygiène et de sécurité tout en laissant la responsabilité à l'employeur. Déséquilibrée, cette formule aurait aussi été injuste.

Il reste que le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (le C.H.S.C.T.) voit s'accroître sensiblement ses missions et ses pouvoirs, notamment en ce qui concerne le droit accordé à un travailleur ou à un groupe de travailleurs de se « retirer d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou la santé de chacun d'eux ». Dans ce cas, aucune sanction ne pourra être prise à leur encontre. Mais qu'est-ce qu'un motif « raisonnable », et qui jugera de l'imminence du danger ?

La sécurité et la prévention des risques encourus par les travailleurs vont connaître une indéniable avancée, mais les sources de contentieux risquent aussi de se multiplier.

LAURENT ZECCHINI.

Mercredi 22 septembre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion, après déclaration d'urgence, des articles du projet de loi relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.).

## ● Missions du comité.

Poursuivant l'examen de l'article L. 236-2 du code du travail, qui concerne les missions du comité, les députés adoptent un amendement de la commission des affaires sociales précisant que le C.H.S.C.T. peut susciter toute initiative qu'il juge utile pour contribuer à la prévention des risques professionnels dans l'établissement. Sur proposition notamment du groupe communiste, il est décidé que cet organisme peut proposer, dans cette perspective, des actions de prévention. En cas de refus de l'employeur, celui-ci devra motiver sa décision. Le comité devra être consulté avant toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène, de sécurité ou les conditions de travail.

A la suite d'un compromis avec le groupe communiste, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement précisant que le comité est consulté « notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité ». Il devra également être consulté pour l'aménagement des postes de travail destinés aux handicapés, accidentés ou invalides.

## ● Obligations du chef d'établissement.

L'article L. 236-3 indique notamment que le comité reçoit du chef d'établissement les informations nécessaires à l'exercice de sa mission, et l'article L. 236-4 détermine le contenu du rapport annuel que le chef d'établissement doit présenter au comité, ainsi que la procédure applicable à ce rapport : examen par le comité, propositions de celui-ci, avis, transmission au comité d'établissement ou au comité d'entreprise.

Le texte de cet article, modifié par un amendement du groupe R.P.R., prévoit notamment que le procès-verbal de la réunion du C.H.S.C.T. consacrée à l'examen du rapport et du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail s'y rapportant est obligatoirement joint à toute demande présentée par le chef d'établissement en vue d'obtenir des marchés publics, des participations publiques, des subventions, des primes de toute nature ou des avantages sociaux ou fiscaux.

## ● Composition du comité.

L'article L. 236-5 détermine la composition du comité. Désormais, les représentants du personnel y seront majoritaires dans tous les cas. Le C.H.S.C.T. comprendra toujours le chef d'établissement ou son représentant, qui en reste le président. Le ou les médecins assistent aux séances du comité mais avec une voix consultative. Le conseiller du travail et le responsable de la formation qui figuraient comme membres de droit disparaissent, ainsi que l'agent chargé de la sécurité désigné par le chef d'établissement. Enfin, le secrétaire du comité ne sera plus assuré par un agent désigné par le chef d'établissement mais par un des représentants du personnel.

## ● Comités multiples

L'article L. 236-6 prévoit la possibilité de créer des C.H.S.C.T. multiples pour un même établissement. Cette faculté sera ouverte à tous les établissements (elle est actuellement limitée à ceux du secteur industriel), et ce à partir de 500 salariés au lieu de 1 500 actuellement.

La création de C.H.S.C.T. multiples pourra s'effectuer compte tenu de « la nature, la fréquence et la gravité des risques, les dimensions et la répartition des locaux ou groupes de locaux, le nombre des travailleurs occupés dans ces locaux ou groupes de locaux, ainsi que les modes d'organisation du travail ». En cas de désaccord avec l'employeur, le nombre des comités distincts est fixé par l'inspecteur du travail et cette décision est susceptible d'une réclamation après du directeur régional du travail et de l'emploi.

## ● Crédit d'heures

L'article L. 236-7 institue pour les membres du comité un crédit d'heures individuel que le chef d'établissement doit leur laisser pour leur permettre d'exercer leurs fonctions. Le temps accordé sera au moins égal à deux heures par mois pour les établissements occupant jusqu'à 99 salariés ; dix heures de 100 à 299 salariés ; quinze heures de 300 à 499 salariés ; vingt heures de 500 à 1 499 salariés ; vingt heures de 1 500 salariés et plus. Ce temps pourra être dépassé en cas de circonstances exceptionnelles. Il sera payé comme temps de travail effectif.

D'autre part, le temps passé « aux réunions, aux enquêtes menées après un accident du travail grave ou des incidents répétés ayant révélé un risque grave ou à caractère professionnel grave, ou à la recherche de mesures préventives dans toute situation d'urgence et de gravité », ainsi que lorsqu'un représentant du personnel au C.H.S.C.T. constate qu'il existe une cause de danger grave et imminent, ne sera pas déduit du crédit d'heures et sera payé comme temps de travail effectif.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement de la commission stipulant : « L'inspecteur du travail doit être prévenu de toutes les réunions du C.H.S.C.T. et peut y assister ».

## ● Le recours à un expert.

L'article L. 236-8 précise les modalités de vote au sein du C.H.S.C.T., et l'article L. 236-9 permet au comité de faire appel à un expert lorsqu'un risque grave est constaté dans l'établissement, que celui-ci soit ou non révélé par un accident ou une maladie. En cas de désaccord avec l'employeur sur la nécessité d'une telle expertise, sur la désignation de l'expert ou sur le coût de l'expertise, la décision est prise par le président du tribunal de grande instance. Les frais de l'expertise sont à la charge de l'employeur. Enfin, celui-ci ne pourra pas s'opposer à l'entrée de l'expert dans l'établissement et devra lui fournir les informations nécessaires à l'exercice de sa mission. L'expert, pour sa part, sera tenu aux mêmes obligations de secret et de discrétion que les membres du C.H.S.C.T. et que les experts du comité d'entreprise.

## ● Formation.

L'article L. 236-10 impose en faveur des représentants du personnel au C.H.S.C.T. une obligation de formation spécifique, mais seulement pour ceux dont l'établissement occupe trois cents salariés et plus. L'Assemblée repousse notamment un amendement du groupe communiste abaissant le seuil de trois cents à cinquante salariés, puis adopte un amendement de la commission et du groupe socialiste stipulant que, pour les établissements de moins de trois cents salariés, cette formation ainsi que son financement sont une clause obligatoire des conventions collectives.

L'article L. 236-11 étend aux représentants du personnel au sein du

C.H.S.C.T. le bénéfice des dispositions instituant, pour les membres du comité d'entreprise, une procédure spécifique de licenciement (actuellement cette protection ne s'applique que dans les entreprises de plus de trois cents salariés).

## ● Application de la loi.

Après avoir adopté les articles 3 (sanctions spécifiques pour entrave à la constitution ou au fonctionnement des C.H.S.C.T.) ; empiètement de deux mois à un an et une amende de deux mille à vingt mille francs), et l'article 7, un amendement du gouvernement qui prévoit que la loi sera applicable dans un délai de six mois après sa publication au Journal officiel, à l'exception de certaines dispositions qui seront immédiatement applicables à la date de publication au J.O. Ces dispositions concernent la protection des salariés du C.H.S.C.T., le droit des salariés de se retirer d'une situation dangereuse, enfin le droit d'alerte des membres du C.H.S.C.T.

## ● Le droit d'arrêter les machines.

L'Assemblée reprend ensuite l'examen de plusieurs articles additionnels, précédemment réservés, qui concernent le problème de l'arrêt des machines en cas de danger, disposition la plus controversée du projet. La commission présente un amendement qui est ainsi rédigé : « Le travailleur signale immédiatement à l'employeur ou à son représentant toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour la vie ou la santé. L'employeur ou son représentant ne peut demander au salarié de reprendre le travail dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent ».

M. Coffineau (P.S., Val d'Oise) rappelle que la possibilité pour le C.H.S.C.T. d'arrêter le travail en cas de danger grave et imminent constitue l'une des cent dix propositions du candidat François Mitterrand. Il indique que les socialistes souhaitent que « le droit d'alerte le plus fort possible » soit confié au C.H.S.C.T., mais la responsabilité civile, voire pénale, de la décision d'arrêter le travail devant rester celle de l'employeur.

Au nom du groupe R.P.R., M. Pinte (Yvelines) présente un amendement prévoyant notamment que le comité signale au chef d'établissement « tout risque imminent d'accident du travail ou de maladie professionnelle en proposant les initiatives qui lui semblent s'imposer ». Le chef d'entreprise ou le chef d'établissement est tenu de répondre dans la demi-journée.

M. Legrand (P.C., Pas-de-Calais) indique que pour son groupe les membres du C.H.S.C.T. doivent avoir le droit d'arrêter le travail lorsqu'ils jugent que le danger est grave et imminent. M. Auroux insiste sur le fait qu'il y a une « très grande diversité » de situations dans la simplification abusive ». Le ministre du travail se déclare défavorable « à tout ce qui pourrait organiser le transfert des responsabilités d'arrêt ou de remise en route d'une machine sur le C.H.S.C.T. ». Le gouvernement ajoute-t-il veut, à ce sujet, éviter les contentieux.

L'Assemblée adopte l'amendement de la commission, celui du groupe R.P.R. demeurant sans objet. Le rapporteur, Mme Frayssé-Cazalis (P.C., Haute-Saône) présente un second amendement prévoyant qu'un salarié peut se retirer d'une situation de travail sans encourir de sanctions. Modifié par le gouvernement et le groupe socialiste, cet amendement est ainsi rédigé : « Aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un salarié ou d'un groupe de salariés qui se sont re-

tirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour la vie ou la santé de chacun d'eux. Le bénéfice de la faute inexcusable de l'employeur définie à l'article L. 468 du code de la sécurité sociale, en cas de droit pour le salarié ou les salariés qui seraient victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle alors qu'eux-mêmes ou un membre du C.H.S.C.T. avaient signalé à l'employeur le risque qui s'est matérialisé ».

Le groupe U.D.F. a proposé, en vain, que le salarié bénéficie seulement d'une « présomption de faute inexcusable imputable à l'employeur ». M. Auroux a rappelé, de son côté, qu'en cas de doute ou de litige, un recours est toujours possible, notamment en matière prud'homale.

L'Assemblée adopte enfin un amendement de la commission qui, modifié par le gouvernement, remplace l'article L. 231-9 du code du travail par la disposition suivante : « Si un représentant du personnel ou le C.H.S.C.T. constate qu'il existe une cause de danger grave et imminent, notamment par l'intermédiaire d'un salarié qui s'est retiré de la situation de travail, il en avise immédiatement l'employeur ou son représentant et il consigne cet avis sur un formulaire prévu par décret. L'employeur ou son représentant est tenu de procéder sur le champ à une enquête avec le membre du C.H.S.C.T. qui lui a signalé le danger et de prendre les dispositions nécessaires pour y remédier. En cas de divergence sur la réalité du danger ou la façon de faire cesser, notamment par arrêt de travail, de la machine ou de l'installation, le C.H.S.C.T. est réuni d'urgence et, en tout état de cause dans un délai n'excédant pas vingt-quatre heures. En outre, l'employeur est tenu d'informer immédiatement l'inspecteur du travail et l'agent de prévention de la caisse régionale d'assurance maladie qui peuvent assister à la réunion du C.H.S.C.T. ».

« A défaut d'accord entre l'employeur et la majorité du C.H.S.C.T., sur les mesures à prendre et leur condition d'exécution, l'inspecteur du travail est saisi immédiatement par l'employeur ou son représentant. Il met en œuvre le cas échéant, soit la procédure prévue à l'article L. 231-5 (mise en demeure du chef d'établissement, par le directeur départemental du travail et de la main d'œuvre, de prendre toutes mesures utiles pour remédier à une situation dangereuse), soit celle fixée à l'article L. 263-1 (saisine du juge des référés par le directeur départemental, le juge ordonnant toutes mesures utiles, jusqu'à la fermeture d'un atelier ou d'un chantier) ».

Le groupe communiste avait auparavant accepté de retirer un amendement prévoyant la possibilité pour le C.H.S.C.T., réuni d'urgence, de décider l'interruption des travaux, pour une durée de vingt-quatre heures renouvelable une fois.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 329 voix contre 49, le groupe R.P.R. s'abstenant et le groupe U.D.F. votant contre.

[NDLR : La classe relative à la recherche des mesures préventives a proposé une suspension de séance d'une demi-heure, à la suite de divergences entre le gouvernement et le groupe socialiste. Ce dernier souhaitait préciser que le temps passé « en vue de prévenir » un accident, une maladie professionnelle ou des incidents répétés, serait soumis aux mêmes avantages. Le gouvernement était opposé à cette clause. Le compromis finalement adopté, concernant essentiellement la perte de l'activité, puisque le temps consacré à la recherche de mesures préventives ne sera déduit du crédit d'heures, qu'en cas de situation d'urgence et de gravité.]

## Le Sénat modifie sensiblement le projet d'« offices agricoles »

Le Sénat a poursuivi, mercredi 22 septembre, et bien au-delà de minuit, l'examen du projet tendant à créer des offices d'intervention dans le secteur agricole. Dès les premiers articles de ce texte, il en a sensiblement modifié les structures et l'esprit, refusant notamment aux offices le pouvoir de réduire les indemnités de revenus.

M. Faigt (P.S., Hérault), considère que ce projet ne doit être qu'une étape avant la transformation de la politique agricole commune. Pour M. Genton (rattaché, U.A., Cher), le projet ne garantit pas une totale harmonie avec les règles communautaires. Or la réforme de la politique agricole commune suscite plus d'inquiétudes que d'espoirs, estime l'orateur, qui est maire de Sancerre. M. Poncelet (R.P.R., Vosges) ne peut souscrire à une réforme fondée sur des prix différenciés par produits et par exploitations, qui se traduiraient, dit-il, par une inévitable récession de la production, une baisse de la productivité et par de nouveaux antagonismes entre agriculteurs. M. Vidal (P.S., Hérault) pense que les offices permettraient de mieux planifier la production en fonction des marchés. Quant à M. Rinebet (P.S., Savoie), il se félicite de la création d'un office du bétail et souhaite que l'on consigne les importations de viande de porc.

Mme Cresson répond aux objections et critiques des orateurs. Elle indique que la modulation prévue ne portera que sur les prix garantis. « La Communauté », précise le ministre de l'Agriculture, l'a déjà introduite pour le lait. C'est pourquoi une modulation des aides qu'il faut envisager pour que le soutien de l'agriculture familiale n'affecte pas l'agriculture industrielle. A M. Poncelet, qui avait qualifié cette différenciation de prix de mesure « marxiste », Mme Cresson répond que la réforme envisagée a reçu le soutien des pays à agriculture familiale « y compris l'Allemagne ». « Ce sont, déclare-t-elle, les producteurs industriels du Nord qui s'y opposent ».

## DEVANT LE CINQUANTE-TROISIEME CONGRES. DES PRESIDENTS DE CONSEILS GENERAUX DE FRANCE

M<sup>me</sup> Lalumière tente de « vendre » la consommation aux départements

De notre envoyée spéciale

Lyon. — Il y a un an, à Tours, lors de leur précédent congrès, les présidents de conseils généraux s'interrogeaient sur le premier volet de la réforme de décentralisation engagée par le gouvernement. Depuis, la loi du 8 mars 1982 s'est concrétisée, au lendemain des élections cantonales, par le transfert de l'exécutif départemental du préfet au président du conseil général. Depuis le mercredi 22 septembre, à Lyon, le cinquante-troisième congrès des présidents de conseils généraux examine le projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, qui pourrait être discuté au Sénat dans la troisième semaine d'octobre. Constatant que jusqu'à présent les réformes entreprises ont porté « plus sur la modification des structures et la simplification des procédures que sur les moyens financiers, dont disposent ces collectivités locales », le président de l'assemblée des présidents de conseils généraux, M. Léon Jozau-Marigné (C.N.R.P.), sénateur de la Manche, a tenu à souligner que « la décentralisation doit aboutir essentiellement à une redistribution des tâches correspondant à la vocation de chacun et non pas à une décharge financière de l'Etat sur les collectivités locales ». Autrement dit, l'efficacité commande que la répartition des compétences s'accompagne d'une redistribution des ressources.

La première journée des travaux a été l'occasion d'illustrer, dans deux domaines, les nouveaux rôles dévolus aux collectivités locales. Ainsi, M. Roger Quillot, ministre de l'Urbanisme et du logement, est venu expliquer la partie du texte concernant la répartition des compétences relatives à l'urbanisme. M. Albert Denvers (P.S., Nord) en a profité pour examiner la crainte de

voir les compétences jusque-là dévolues aux départements, revenir aux régions, puisque le projet de loi prévoit que ces dernières pourront engager « toutes actions favorisant la qualité de l'habitat, l'amélioration des quartiers et des logements, insitant l'équipement de terrains à bâtir, l'innovation, les économies d'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables ». Difficile certes, pour M. Quillot, dans la mesure où les questions d'urbanisme et de logement sont censées relever, désormais, essentiellement, des communes.

La tâche n'a guère été plus simple pour M<sup>me</sup> Catherine Lalumière. Le ministre de la consommation a tenté — sans grand succès — de mobiliser l'intérêt de ses auditeurs sur les enjeux qui sont de sa compétence. Soit argumentation à l'appui, soit argumentation à l'appui, le ministre d'être logique : Etat et collectivités locales ne peuvent rester « insensibles » à la protection des consommateurs, non seulement en raison de ses aspects sociaux, puisqu'une telle protection s'adresse souvent aux plus défavorisés, mais encore en raison de ses aspects économiques dans la mesure où il est temps d'organiser un dialogue qui ne soit pas conflictuel entre les consommateurs et les professionnels de l'industrie de la consommation dans chaque département. « Ce projet ne pourra être réalisé qu'en collaboration avec les conseils généraux », estime-t-elle. Elle ajoute : « Il serait fâcheux que ce soit des structures étatiques, formellement un peu bureaucratiques, qui prennent en charge la défense des consommateurs. Celle-ci souhaite, par souci d'indépendance, se financer elle-même. Pour sauvegarder cette indépendance, la « moins mauvaise solution » est, selon le ministre de la consommation, d'assurer la pluralité de ce financement.

Les élus se sont montrés fort sceptiques. La proposition de M<sup>me</sup> Lalumière visant à créer des « maisons de la consommation » dans les communes n'a pas recueilli plus d'enthousiasme. M. André-Gorges Volsin (apparenté R.P.R., Indre-et-Loire), a été catégorique : « Ce n'est pas le rôle des départements de subventionner sous une forme ou sous une autre des consommateurs car nous nous mettrions à dos les commerçants. » Ce sentiment n'est pas partagé, certes, par tous les élus mais dans leur majorité les nouveaux « patrons » des départements ne sont pas enclins à prévoir un aménagement de leurs charges financières fixes au profit de la consommation.

ANNE CHAUSSEBOURG.

سكيا من الاموال



# Le régime soviétique peut-il s'effondrer ? possible, plausible, probable.

## LA CHUTE DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

s'appuie sur des analyses et des faits économiques et politiques rigoureusement exacts :

### les faits économiques

Baisse du niveau de vie

**VRAI**

Pénurie de biens de consommation

**VRAI**

Retard technologique

**VRAI**

Inégalités sociales

**VRAI**

### les faits politiques

Luttes pour la succession au sein du Politburo

**VRAI**

Naissance d'un mouvement syndical libre

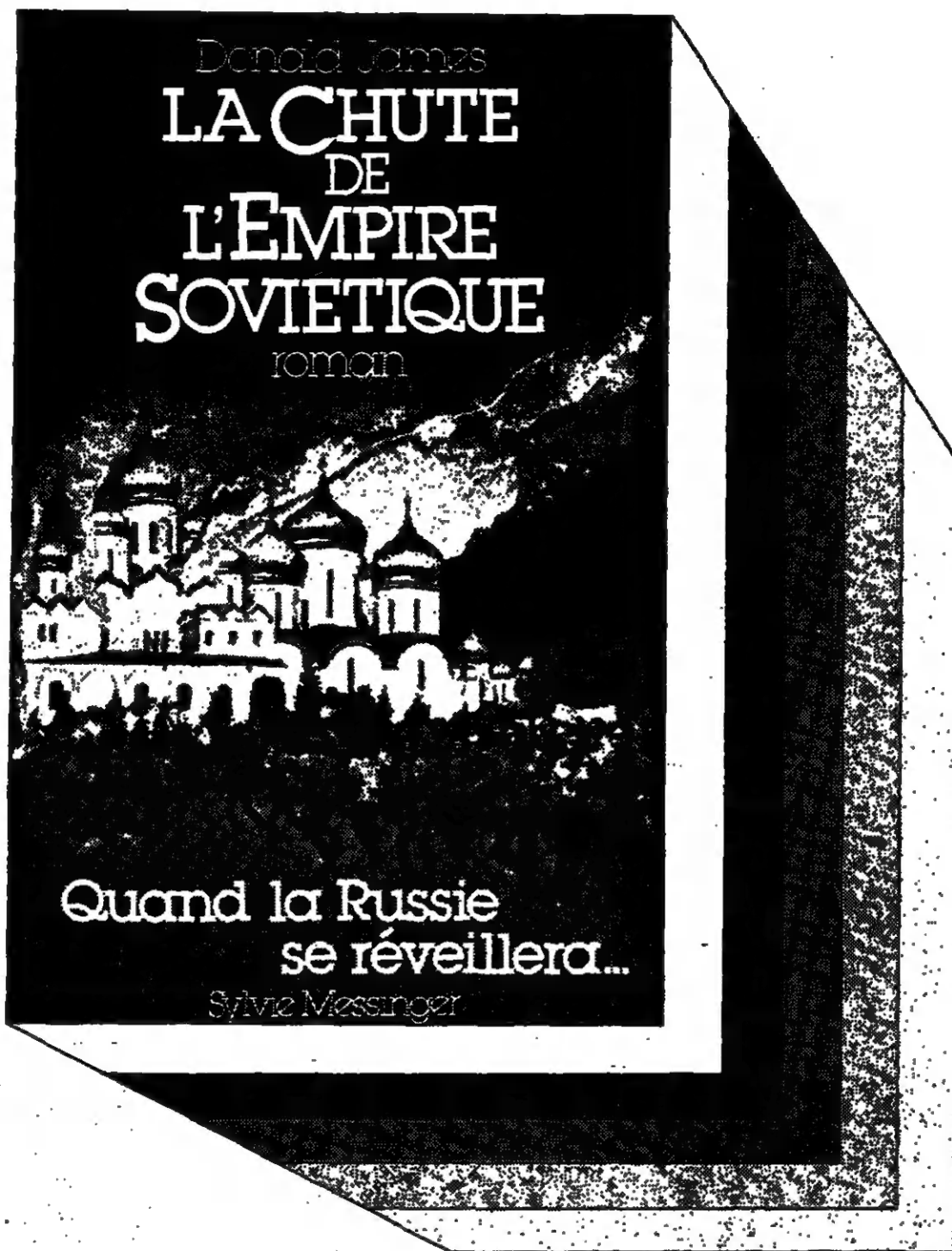
**VRAI**

Révoltes croissantes des minorités ethniques

**VRAI**

Problèmes aux frontières d'Orient

**VRAI**



## Pourtant, le livre de Donald James est un roman, un vrai roman

car seul un romancier pouvait créer les personnages de Zoya, Letsoukov, Natalia Roginova, Joseph Denski, etc. et traduire avec autant de force et d'émotion la lutte de ces âmes éprises de liberté.

Quand la Russie se réveillera, c'est 1/6<sup>e</sup> de la planète qu'elle ébranlera.  
Et cet avenir - proche - nous concerne tous.

**LA CHUTE DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE**  
traduit de l'anglais par Maud Sissung est en vente dans toutes les librairies  
350 pages - 69 F

*Sylvie Messinger éditrice*  
31, rue de l'Abbé-Grégoire 75006 Paris - tél. : 222.76.67



## POLITIQUE

### Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### LA SITUATION AU LIBAN

Le conseil s'est fait l'écho des sentiments d'horreur exprimés par le président de la République devant les massacres, qui ont ensanglanté la capitale libanaise. Les ministres des relations extérieures et de la défense ont informé le conseil de la suite donnée aux décisions annoncées à la nation par le président de la République et à l'Assemblée nationale par le premier ministre afin d'apporter dans le cadre de la force internationale le plein soutien français au rétablissement de la sécurité et de la paix dans Beyrouth par les forces armées du gouvernement libanaise.

(Lire pages 2, 3 et 4.)

#### SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif aux sociétés d'économie mixte locales.

Conformément aux principes de responsabilité et de liberté posés par la loi de décentralisation, les régions, les départements et les communes peuvent créer des sociétés d'économie mixte avec des partenaires privés et publics pour réaliser des opérations d'aménagement ou exploiter des services publics industriels et commerciaux, sont assouplies. En particulier, les sociétés d'économie mixte locales ne sont plus spécialisées et peuvent avoir plusieurs activités complémentaires. Majoritaires dans le capital et le conseil d'administration de ces sociétés, les collectivités locales recouvrent le moyen d'assurer effectivement la direction et de contrôler, dans tous les cas, l'importance de leurs engagements financiers.

#### FONCTION PUBLIQUE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi visant à permettre le recrutement dans la haute fonction publique de l'État de personnes ayant fait preuve, en dehors de l'administration, de leurs compétences et de leur dévouement au service de l'intérêt général.

Cette voie nouvelle de recrutement sera ouverte aux personnes ayant exercé pendant dix ans au moins certaines responsabilités électorales dans les

collectivités territoriales, les instances de direction des organisations syndicales de salariés et de non-salariés, des associations reconnues d'utilité publique et des organismes mutualistes ou sociaux.

Ces personnes pourront se présenter à un concours sur épreuves. Les candidats admis recevront une formation dispensée à l'ENEA. Ils seront affectés, dans la limite d'un pour cent, aux différents corps recrutés à partir de cette école. Lors de leur intégration dans ces corps, prendra en compte une fraction de la durée d'exercice de leurs responsabilités antérieures.

Parallèlement à cette réforme législative, des dispositions réglementaires seront prises pour améliorer les conditions d'entrée et de la carrière de la scolarité à l'École nationale d'administration.

Ces dispositions concerneront notamment le concours interne désormais réservé aux fonctionnaires ayant accompli cinq ans de services effectifs et pour lequel la parité avec le concours externe ouvert aux citoyens sera instaurée.

Le conseil d'administration de l'École et les jurys feront une place plus grande dans leurs compositions aux fonctionnaires exerçant en province et aux représentants des organisations syndicales et des forces vives du pays.

#### CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le conseil des ministres a adopté trois projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales :

- La convention relative à l'importation, à l'exportation et au transfert de propriétés intellectuelles de biens culturels, visant à organiser une coopération internationale pour s'opposer au pillage des richesses culturelles, mieux assurer la protection des nationaux et normaliser le commerce international des œuvres d'art ;
- Les conventions franco-italiennes concernant l'aide judiciaire en matière de droit de garde des enfants, de droit de visite et d'obligation alimentaire, l'autre, les obligations de service national, en cas de double nationalité, pour les personnes qui possèdent à la fois la nationalité française et la nationalité italienne ;
- Le dernier texte permet l'adhésion de la France à la commission européenne de lutte contre la flèvre aphteuse, créée dans le cadre de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

#### ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Le conseil des ministres a approuvé un projet de décret ayant pour objet de favoriser la mobilité des personnels de l'enseignement supérieur agricole et de la recherche en agriculture.

Ce texte instaure une possibilité de détachement dans les emplois d'enseignants de l'enseignement supérieur agricole. Il prévoit également l'institution de la délégation pour les enseignants selon des modalités identiques à celles retenues pour les personnels enseignants relevant du ministère chargé des universités.

#### MESURES D'ÉCONOMIES

1) Le ministre de l'Économie et des finances a présenté une communication sur les orientations de la politique à mener pour éliminer les causes structurelles de l'inflation.

2) Le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget, a présenté une communication sur un premier ensemble de mesures destinées à prolonger la politique d'économies et d'efficacité des dépenses publiques contenues dans le projet de budget pour 1983.

Conformément aux observations du rapport public de la Cour des comptes de 1982, la gestion des crédits d'études générales sera revue dans le sens d'une plus grande rigueur. Les avantages en nature dont bénéficient certains agents de l'État seront réexaminés, toute extension de ces avantages étant désormais interdite. Il sera mis fin aux abus consistant à utiliser le droit d'association pour tourner les règles de gestion normale du service public.

Certains organismes, dont l'utilité n'est pas démontrée par la Cour des comptes, seront supprimés. D'autres feront l'objet de réformes tendant à une meilleure définition de leur mission ou à un renforcement de leur gestion.

Par ailleurs, diverses mesures d'économies sont retenues ou confirmées : la suppression de la première classe pour les déplacements par avion des hauts fonctionnaires, une limitation du nombre des publications administratives afin d'en réduire le coût, une gestion plus rigoureuse du parc automobile des administrations.

Pour assurer la continuité de l'effort d'économies, le ministre délégué chargé du budget réunira sans délai le comité permanent des économies budgétaires.

Un compte rendu d'exécution de ces mesures sera remis au premier ministre avant la fin de l'année.

(Lire page 40.)

#### SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

Le ministre de la consommation a présenté une communication sur l'avant-projet de loi relatif à la sécurité des consommateurs qu'elle prépare en liaison avec le ministre de la recherche et de l'industrie.

Ce texte vise à améliorer la prévention des accidents à la santé et à la sécurité des consommateurs, qui causent chaque année près de cinq mille décès et représentent un coût social de près de 4 milliards de francs.

Remplaçant aux incrimations et aux insuffisances des textes en vigueur (lois du 1<sup>er</sup> août 1955 sur la répression des fraudes et du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs), la réforme comportera trois innovations principales :

- Elle instaurera une obligation générale de sécurité pour tous les produits et services ;
- Elle élargira aux pouvoirs publics des moyens d'intervention plus nouveaux, plus variés et donc plus efficaces, en prévoyant notamment des mesures telles que la diffusion de mises en garde ou le « rappel » du produit en vue d'un déchargement ou d'une modification par le fabricant ;
- Elle créera une commission de la sécurité des consommateurs qui, recueillant toutes les données sur les produits dangereux, sera chargée d'une mission de conseil auprès des pouvoirs publics et d'information à l'égard des milieux professionnels et des consommateurs.

Un progrès important pourra être ainsi accompli dans un domaine qui intéresse directement la vie quotidienne des citoyens.

#### SCOLARISATION À L'ÉTRANGER

Le ministre des relations extérieures et le ministre de l'Éducation nationale ont exposé au conseil des ministres la situation actuelle de l'enseignement français à l'étranger. Cet enseignement, qui s'adresse aussi aux jeunes étrangers, constitue un élément important de notre politique extérieure d'échanges culturels.

Le dispositif actuel est caractérisé par une grande diversité dans le coût et la qualité de l'enseignement dispensé. Un décret en préparation vise à améliorer son organisation. Ce texte précisera notamment les conditions de l'aide apportée par l'État tant aux familles, sous forme de bourses, qu'aux établissements dans le cadre des conventions qui seront passées avec ces derniers.

Ces dispositions seront complétées par la mise en place de deux institutions : un conseil pour l'enseignement français à l'étranger, destiné à associer les principaux partenaires intéressés ; un comité technique spécialisé, qui assurera la coordination de l'activité des deux ministères.

#### VISITE DU PRÉSIDENT DE LA GUINÉE

Le conseil a été informé du voyage en France du président de la République de Guinée.

Cette première visite depuis vingt-quatre ans marque la volonté des deux pays de développer les relations normales de coopération qui conviennent entre des peuples qui se sont mis en contact étroit, qui ont de nombreux intérêts communs et qui recourent à la même langue pour leur développement.

#### VISITE DU PREMIER MINISTRE DE GRENADE

Le président de la République et le gouvernement ont reçu le premier ministre de Grenade et ont marqué l'appui français à la volonté d'indépendance et de développement de ce pays et de la région occidentale des Caraïbes qui connaissent actuellement des difficultés économiques importantes.

### RÉUNIS À LA GRANDE-MOTTE

#### Les parlementaires du R.P.R. veulent définir

#### une opposition ouverte et positive

Les Journées d'études du groupe parlementaire R.P.R. s'ouvrent vendredi 24 septembre à La Grande-Motte, dont le maire est M. René Couveilhac, ancien député R.P.R. de l'Hérault. L'objectif de M. Claude Labbé, président du groupe à l'Assemblée nationale, est de montrer, à travers ces journées, que « l'opposition est vivante, constructive et positive et non pas frileuse et renfermée sur elle-même ».

Il a ajouté au cours d'une conférence de presse, mardi 21 septembre : « Ce n'est pas nous qui sommes pressés ; c'est la France qui est pressée d'en finir avec un système qui chaque jour la dégrade et l'abaisse un peu plus ». Dans son discours, vendredi, M. Labbé compte répondre notamment aux accusations formulées par la majorité contre l'opposition.

Les débats commenceront par un exposé de M. Jean de Lipkowski, député de Charente-Maritime, sur la

situation internationale. C'est l'honorable Courte de Magy qui traitera de l'ensemble de la situation économique et financière alors que M. Jacques Marete, député de Paris, évoquera les questions budgétaires et M. Michel Cointat, député d'Ille-et-Vilaine, le commerce extérieur. Un large débat avec la participation de professionnels et de personnalités n'appartenant pas au R.P.R. sera consacré ensuite aux problèmes de communication.

Samedi les parlementaires visiteront les municipalités d'opposition de la région, et notamment Cap d'Agde dont le maire est M. Pierre Leroy-Beaulieu, ancien député U.D.R. Enfin, plusieurs communications seront faites dimanche sur l'entreprise, le syndicalisme, l'emploi, la sécurité et la justice, avant que M. Chirac ne prononce le discours de clôture au théâtre de verdure, sous un chapiteau pouvant accueillir au moins cinq mille personnes.

### BIBLIOGRAPHIE

#### M. Jobert jette

#### une « bouteille à la mer »...

De notre correspondant

Montpellier. — Depuis 1974, M. Michel Jobert publie deux fois par mois, dans les colonnes du *Midi Libre*, le quotidien de la région Languedoc-Roussillon, une chronique de commentaires sur l'actualité. Il vient de réunir des extraits de ces textes dans un livre qu'il a présenté à Montpellier, en le qualifiant modestement de « bouteille à la mer ». Cet ouvrage est édité conjointement par Hachette et *Midi Libre* sous le titre tout simple de *Chroniques du Midi Libre*. Celles-ci rassemblent des critiques sur l'ancienne majorité du temps « des années grises », selon l'expression de l'auteur, et des réflexions sur la société.

Les extraits, comme les citations, étant souvent tronqués, on pourrait reprocher au ministre d'État, ministre du commerce extérieur, d'avoir fait le bon choix, c'est-à-dire celui qui lui était le plus favorable. Il s'en défend : « Je ne suis jamais senti décalé par rapport à moi-même, je n'ai rien réécrit, je n'ai pas cherché à m'adapter puisque mes articles continuent à paraître ».

Si le ton change un peu au fil de l'actualité, c'est parce que les posi-

tions elles-mêmes changent. La presse régionale est pour lui « un observatoire où les difficultés locales révèlent plus qu'elles ne les masquent celles de tout le pays ».

Regroupées et commentées par sujet, ces chroniques correspondent bien à l'image d'un homme qui a suivi sans aucun mandat électoral un singulier itinéraire politique et ministériel. A-t-il l'intention de franchir le pas électoral (le *Monde* du 15 septembre dernier) ? Il s'en défend : « J'ai été très surpris, répond-il, d'apprendre en descendant d'avion, au retour d'un voyage en Corée, que je me présentais aux municipales à Orléans. Ce que je suis et ce que je représente ne peut s'exprimer dans les grilles habituelles ».

Le Mouvement des démocrates, qu'il préside, se lancera-t-il dans l'aventure ? « Dans la mesure où la loi électorale le lui permet, il présentera des listes », dit M. Jobert. Mais personnellement elle-même ne compte pas. A choisir, toujours, je préférerais un mandat municipal à un mandat parlementaire car il est plus près de la gestion ».

Enfin, interrogé sur le déficit du commerce extérieur, le ministre répond que le record en la matière, depuis 1980, appartient à M. Raymond Barre avec un montant estimé en francs 1982 à 72 milliards 435 millions.

R.B.  
★ *Chroniques du Midi Libre*, Michel Jobert, 125 pages, Hachette et *Midi Libre*, 50 F TTC.

Au Grand Palais à Paris  
du 23 Septembre au 10 Octobre 1982

## La XI<sup>e</sup> Biennale internationale des Antiquaires

avec les Décorateurs et la Haute Joaillerie de France



Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h  
et le dimanche de 10 h à 20 h  
métro : Champs-Élysées-Clémenceau

#### VISITE DU PRÉSIDENT DE LA GUINÉE

Le conseil a été informé du voyage en France du président de la République de Guinée.

Cette première visite depuis vingt-quatre ans marque la volonté des deux pays de développer les relations normales de coopération qui conviennent entre des peuples qui se sont mis en contact étroit, qui ont de nombreux intérêts communs et qui recourent à la même langue pour leur développement.

#### VISITE DU PREMIER MINISTRE DE GRENADE

Le président de la République et le gouvernement ont reçu le premier ministre de Grenade et ont marqué l'appui français à la volonté d'indépendance et de développement de ce pays et de la région occidentale des Caraïbes qui connaissent actuellement des difficultés économiques importantes.

**VERS L'EXPERTISE COMPTABLE**  
préparation au  
**D.E.C.S.**  
autres préparations :  
- Capacité en Droit  
- Admission dans les Ecoles de Service Social  
**L'ÉCOLE CHEZ SOI**  
enseignement privé à distance  
1, rue Théâtre  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél. 634.21.99

**L'UNIVERSITÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE SCIENCES SOCIALES DE PARIS (Paris II) et LA REVUE DE DROIT IMMOBILIER (Éditions Sirey)**  
organisent les  
24 - 25 Septembre 1982  
un séminaire sur  
**LA LOI QUILLIOT**  
Pour tous renseignements, s'adresser au  
325.15.25 ou 329.21.40  
postes 445 et 538

**ARCHITECTES : COPIES COULEURS**  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

**COLLEGE SEVIGNE**  
28 rue Pierre Nicole 75005 Paris 326.25.86  
Établissement privé laïque fondé en 1880 sous contrat d'association  
**PRÉPARATION AUX CONCOURS**  
- Étudiants présents et correspondants  
- Instituts Régionaux d'Administration (I.R.A.)  
- Agrégations et C.A.P.E.S. (Lettres, Lettres Modernes, Grammaire, Philosophie, Histoire, Géographie, Anglais, Allemand)  
- École Normale d'Instituteurs.  
**C.F.P. CENTRE LAÏQUE DE FORMATION PÉDAGOGIQUE**  
d'instituteurs pour l'enseignement privé lié à l'État par contrat  
- Après concours d'entrée 3 ans d'études  
- obtention du - D.E.U.G. (mention 1<sup>er</sup> degré)  
- Certificat d' Aptitude Pédagogique

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75247 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-33  
**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 962 F 1 391 F 1 820 F  
ÉTRANGER  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
313 F 522 F 731 F 948 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
386 F 607 F 849 F 1 230 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1944-1969)  
Jacques Fournier (1969-1982)  
Imprimerie du « Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire : n° 57 437.  
ISSN : 0026 - 9360.

150 من الاموال







## L'État et la parole donnée

● **double meurtre** ● Lot-et-Garonne. — Le jeune Maghrébin, auteur présumé du double meurtre de Saint-Nicolas-de-la-Balme (Lot-et-Garonne), au cours duquel il a tué une jeune femme et l'enfant que celle-ci portait ont été mis à mort par un tir de deux coups de couteau, s'est rendu aux gendarmes mercredi après-midi 22 septembre (le Monde du 22 septembre).

**JOSYANE SAVIGNEAU.**

(1) M<sup>re</sup> Jean-Denis Bredin, Michel Bricq, Coissac, Bertrand Domenech, Georges Klejman, Henri Leclerc, Jean-Pierre Mignard, Tomaso Mancini et Franck Teigen.

■ **Plainte contre Hara-Kiri.** — Après l'ordonnance rendue le 1<sup>er</sup> septembre par M. Marcel Caratini, président du Tribunal de Paris, prescrivant le retrait de la vente du mensuel *Hara-Kiri*, l'association des familles des victimes de la catastrophe de l'autoroute A6 du 31 juillet a fait déposer, par M<sup>re</sup> Roland Weyl, une plainte pour injures publiques envers des particuliers et injures no-

## Un ressortissant algérien est tué lors d'une interpellation

## Plusieurs kilos d'explosifs découverts rue Mozart à Paris

Lors d'une perquisition relative à une affaire de vol de voitures, de récolement de trafic de faux papiers, les inspecteurs de la cinquième division de la sûreté centrale de la police judiciaire ont découvert, mercredi 11 septembre vers 13 heures, dans un studio du square Mozart à Paris (16<sup>e</sup>), une valise contenant plusieurs kilos d'explosifs, des batteries de dynamite de carrière. Le studio appartenait à « plaque » à trois hommes, écroués depuis mai dernier et inculpés par M. Michel Morel, juge d'instruction à Nanterre (Hauts-de-Seine), Pierre Nasink, cinquante-deux ans, Michel Vincent, soixante-cinq ans, deux de ces derniers à présent au Bois-d'Arcy.

Jean-Pierre Tincani, trente-huit ans, détenu à Dax (Pyrénnées-Atlantiques), qui avait été arrêté comme un simple policier, est connu. L'affaire incidents provoquée par la découverte des explosifs a été confiée à la brigade criminelle de Paris.

● **RECTIFICATIF.** - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le *Monde* du 22 septembre, les organisations membres de la Coespe (Coordination syndicale pénale) ont désormais au nombre de neuf et non plus de huit. Nous avons omis de mentionner les représentants des enseignants de prison. - (ANEP).

## AUTOMOBILISME

# JEAN-CLAUDE ANDRUET (FERRARI) GAGNE LE TOUR DE FRANCE POUR LA DEUXIEME ANNEE CONSECUTIVE

Déjà vainqueur de l'épreuve en 1972, Andruet, âgé de quarante ans, qui était associé à « Biche », a finalement devancé de 1 min. 13 sec. Jean-Luc Thériot (Renault 5 Turbo) et Jean-Louis Clarr (Lan-  
■) de 2 min. 8 sec., qui ont opéré une spectaculaire remontée sur les chemins de terre de l'arrière-pays nigé-  
rois, après que Bernard Darniche (BMW) eut été contraint à l'abandon sur ennui mécanique alors qu'il talonnait Andruet.

**CLASSEMENT FINAL.**  
1. Jean-Claude Andrieu - 8. Bloch (Ferrari 308 GTB) - 4.35'43".  
1<sup>er</sup> groupe 4 : Thibaut Viel (Renault 5 turbo), à 1'13" ; 3. Christian Bouchini (Lancia Abarth), 1<sup>er</sup> groupe A, à 21'18" ; 4. Chatriot A. Fesvertier (Renault 5 turbo), à 21'27" ; 1<sup>re</sup> Promotion : 5. Toussaint-Alicé (R 5 turbo), à 23'12" ; 6. Roubly-Giron (R 5 turbo), à 37'24" ; 7. Solis-C. Garai (R 5 Alpine), à 44'57" ; 1<sup>er</sup> groupe 2 : 8. Serradell-Neyron (R 5 turbo), à 49'49" ; 9. Roussier-Wrange (Opel Kadett), à 56'42" ; 1<sup>er</sup> groupe A : 10. Orsini-Spinelli (Porsche 911), à 1 h 14'48".

## D'un sport à l'autre

**CYCLISME.** — Le Néerlandais Jacques Hanegraaf, échappé dès le début de la course, a remporté, après autres coureurs, le 22 septembre, le classique Paris-Bruxelles avec une seconde d'avance sur le peloton dont le sprint a été gagné par le Français Pascal Jans Devan. Le Néerlandais Johan Van der Velde, l'Italien Giuseppe Nannini et le Français Bernard Hinault qui se disputent la troisième place, ont obtenu la prestigieuse récompense la semaine plus régulière de l'année, se sont neutralisés pour terminer respectivement sixième et dixième.

**TENNIS.** Sur les huit Français engagés au tournoi de Bournemouth, de 75 000 dollars, seul le vainqueur du match entre Christophe Roger-Vasselin et Lolo Courteau, prévu ce jeudi 23 septembre, disputera le troisième tour. Dominique Badel, Patrice Kuchna, Pascal Portes et Jérôme Potier se sont inclinés dès le premier tour face respectivement au Bolivien Mario Martínez, 6-1, 6-4, au Chilien Hans Gildemeister, 6-2, 7-5, à l'Espagnol José Lopez Maseso, 6-4, 6-2, et à Henri Leconte, 6-4, 6-4. Ce dernier a été éliminé au deuxième tour par l'Equatarien Diego Perez, 6-3, 7-5, tout comme Christophe Lasage (- 30), battu par

Gildemeister, 6-0, 6-3 après avoir vaincu l'Espagnol José García, 6-3, 6-3.

Au tournoi de Genève, doté de 75 000 dollars, Thierry Tulasne s'est qualifié pour le troisième tour en battant successivement le Yougoslave, Zeljko Franulovic, 6-2, 6-4, et la Suisse Hans Günthard, 6-1, 6-4. Guy Forget, qui avait battu le premier tour le Brésilien ~~Adriano~~ Hecover, 7-5, 6-3, a été éliminé ensuite par l'Américain Jim Courier, 6-0, 7-5.

# SCIENCES

• Une commission d'enquête va étudier les causes de l'échec d'Ariane. — Composée d'experts européens extérieurs au programme Ariane, elle a pour mandat d'étudier les raisons précises de la défaillance de la turbopompe du troisième étage. On incrimine actuellement soit des pièces mécaniques montées dans le carter, soit le circuit de lubrification.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice, à Paris  
le Jeudi 7 octobre 82, à 10 heures — En un seul lot

**1. — UNE PROPRIÉTÉ RURALE**  
compos. MAISON D'HABITATION avec au r.-d.-ch. en entrée, salon, caveau, salle de séjour, cuisine, caves, garage — 1<sup>re</sup> Et. || chbres, salle de bains, grenier au-dessus, cour, parc, dist. avec bosquet, jardin, herbage planté, cour derrière avec porche

**LIBRE**

**2. — 3 PARCELLES DE TERRE**  
d'une contenance totale de 1 hectare 27 ares 76 centiares

**3. — 2 PARCELLES DE TERRAIN**  
d'une contenance totale de 3 ares 55 centiares

**4. — UNE PARCELLE DE TERRAIN (moitié indivise)**  
|| usage de passage pour une contenance de 6 ares 90 centiares  
Lien dit : La Raquetteville - commune de

**LE LOREY (Manche)**

**MISE || PRIX : 200 000 F**

S'adr. M<sup>r</sup> J. LYONNET DU MOUTIER, Avocat, 182, rue de Rivoli à PARIS  
1<sup>re</sup> Et. Tél. 260-48-09 — M<sup>re</sup> Claude LABREY, Syndic, 130, rue du 8-Mai-1945 à  
NANTERRE (Seine St Denis) — Coûté 41.000 F de PARIS soit le cahier des  
charges et dépôt — Et sur les lieux pour visiter.

Vic au Palais de Justice à PARIS, le jeudi 7 octobre 1982, à 14 h

**15 Bureaux à ST-MAUR-DES-FOSSES (94)**

33, av. Jean-Jaurès et 9, av. d'Armauches à l'angle de ces deux voies  
(Métro A et B)

**MISE A PRIX : 171 600 F**

S'adr. ■ Bernard de SARRAC, Directeur à PARIS, 70, av. Marceau  
Tél. 720-52-38, M<sup>me</sup> GASTINEAU, BRAZIER, FRANCHON, Avocats à  
PARIS, M<sup>me</sup> ZECRI, Administrateur judiciaire.

Vente sur Liquidation de Biens au Palais de Justice de VERSAILLES  
le JEUDI 7 OCTOBRE 1982 à 14 heures

**UNE PROPRIÉTÉ A SAINT-DENIS (93)**  
rue Monnaud, numéro 4  
LIBRE DE LOCATION  
**MISE A PRIX : 140 000 F**

S'adresser : M<sup>r</sup> BERNARD de SARRAC, Avocat, 70, avenue Marceau à PARIS  
TEL. 720-82-38 - M<sup>r</sup> FERRARI, Syndic, 85, rue de Rivoli à PARIS.

**VENTE s/surenchère après saisie immobilière, Palais de Justice de Créteil**  
**les JEUDIS 7 OCTOBRE 1982, à h 30**

**PAVILLON P. au Perreux-sur-Marne (94)**  
 193, avenue du Général de Gaulle - Rue Victor-Baschi sans numéro

**MISE à PRIX : 396 000 F**

S'adr. : M<sup>rs</sup> Oleg CUSMANO-RUNFOA, avocat à CHOISY-LE-ROI - 94600 -  
 1, avenue du 25-AOÛT-1944 - Tél. 852-55-17 - Te avocats par les Tribunaux de  
 PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.

Vente sur saisie-immobilière au Palais de Justice de PARIS  
le JEUDI 9 OCTOBRE 1982 à 14 heures

**UN STUDIO A PARIS 17<sup>e</sup>**  
avec dépendance au 6<sup>e</sup> étage - Chambre et dé. au 11<sup>e</sup> étage - CAYE  
rue Brochant numéros 39

**MISE A PRIX : 200 000 F**

S'adresser : M<sup>r</sup> PASSEZ, Avocat, 10, rue de Mont-Thabor, PARIS 17<sup>e</sup>  
Tél. 361-33-03 - E. LORANT, Commissaire aux enchères, T.G.I. de PARIS,  
BOIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

**LA VILLE DE PARIS**  
Vend LIBRES aux enchères publiques  
**5 APPARTEMENTS - 4 CHAMBRES**  
dont un  
**APPART. 7 PIÈCES, 165 m<sup>2</sup> env.**  
avec **TERRASSE** de 170 m<sup>2</sup> env.  
et **VUE** sur **CHAMP de COURSES**  
à **PARIS**, entre  
**LE BOULEVARD SUCHET**  
et le **CHAMP de COURSES d'AUTEUIL**  
le **MARDI 13 OCT.** à 14 h. 30 à la **Chambre des Notaires de PARIS**  
**M<sup>e</sup> MAHOT de LA QUERANTONNAIS, BELLEGARDE, LIÈGE, not. associé**  
14, rue des Pyramides, **PARIS** 12. Tél. 260-31-12.

**Vente Palais de VERSAILLES**  
3, Place André Mignon  
**MERCREDI 6 OCT. 1981 à 10 h**  
**MAISON D'HABITATION**  
élevée sur cave d'un rez-de-chaussée divisée  
en entrée, cuisine, ch., petite pièce  
à l'étage. Jardin au fond  
duquel est un bâtiment en dur.  
L'ensemble tenant 428,50 m<sup>2</sup>  
Rue Carnot n° 20  
**ACHÈRES (Yvelines)**  
Mise à Prix: 28 000 F

**COMPAGNIE  
BRITANNIQUE**  
*meubles en pin,  
8, rue Lacépède  
75005 Paris*

au Palais de Justice de PARIS  
du 1<sup>er</sup> au 14 heures  
à PARIS 17<sup>e</sup>  
nombre et dép. au 1<sup>er</sup> étage - CAVE  
et numéro 39  
: 200 000 F  
rue du Mont-Thabor, PARIS 1<sup>er</sup>  
consultant près les T.G.J. de PARIS,  
ERRE et CRETEIL.

**DE PARIS**  
ancêtres publics  
**TS - 4 CHAMBRES**  
ou  
**CES, 165 m<sup>2</sup> env.**  
**E de 170 m<sup>2</sup> env.**  
**MP de COURSES**  
S, entre  
**ARD SUCHET**  
**CURSES D'AUTEUIL**  
Chambre des Notaires de PARIS  
HILLARCENT, LIEVRE, not. associée  
■■■■■, Tél. 260-31-12

Vente s/ saisie imm. au Palais de Justice  
Créteil, le JEUDI 10 OCTOBRE 1982, à 9 h 30

**UN PAVILLON**  
en cours de

**ORMESSON-SUR-MARNE (94)**  
60, rue Jules-Guesde.

**MISE A PRIX : 70 000 F**

S'adr. M<sup>r</sup> Guy BOUDRIOT, avocat à la Cour  
55, bd. Malesherbes 75008 PARIS-TELE 12 22 22  
V. s/ place le 5 octobre 1982, de 11 à 12 heures

**UNE PROPRIÉTÉ**  
**à RUEIL-MALMAISON (92)**  
28, rue Cuvier, cont. 455 m<sup>2</sup>  
**Mise à Prix : 100 000 F**  
S'ad. par vers. Cabinet de M<sup>r</sup> COYDON  
av. ■ Versailles, 65, bd de la Reine.  
Tél. : 951-21-93 et 953-45-60. Au gr. du  
Tr. S.

Vente sur surenchère au Palais de Justice de VERSAILLES  
LE MERCREDI 6 OCTOBRE 1992 à 10 heures

**UN PAVILLON à HOUILLES (YVELINES)**

28 M<sup>2</sup>, rue Baudouin  
comprendant une maison élevée sur cave, d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine,  
salle à manger, chambre et grenier au-dessus, COUR et JARDIN

**MISE A PRIX - 203 500 F**

S'adr. pr. la ruse, à M<sup>me</sup> Catherine BLANCHON-PARÉ, Avocat, demeurant  
66, rue du Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES - Tél. 01. 81. 01. 01

VENTE s/subrogation de saisie immobilière  
Palais de Justice de CRETEIL  
le JEUDI 7 OCTOBRE 1982, à 9 h. 30 .

**UNE MAISON D'HABITATION à THIAIS (94)**  
23, rue Victor-Basch, élevée sur sous-sol, rez-de-ss. et 2 étages

**MISE à PRIX : 150 000 F - S'adr. M. GASTINEAU**  
avocat à Paris (1<sup>er</sup>), 29, rue des Pyramides - Tél. 250-46-79  
M<sup>re</sup> ELIAH, avocat à Paris (1<sup>er</sup>), 43, rue de Richelieu - Ts avocats  
Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, Evry-Corbeil  
Sur les lieux pour visiter.

Vu s/Conv. de saisie en Vte volontaire et s/Sureenchère du 10<sup>e</sup>  
PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, Jeudi 7 octobre 1982 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT

**APPART. PARIS 16<sup>e</sup>, 150, Av. Victor-HUGO**  
et 117, rue de LONGCHAMP

■ étage studio : Entrée 3 Chambres  
Salon, S. à M., S. de B., WC, Cuisine  
Débarcad. Placard, Dégâç., Accès à la Terrasse  
■ étage : Chambre s. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> étage : Chambre s. 4, 5/6<sup>e</sup>, C. A.V. C. S.

**MISE A PRIX : 1 111 000 F. S'ad. ■ G. JONANET** Avocat  
43, avenue Hoche, Tél. 766-03-04, M<sup>rs</sup> J. SCHMIDT, Avocat, PARIS  
76, avenue de Wagram, Tél. 766-16-69.

Vente a./sais. immob. au Palais Justice PARIS, Jeudi 7 octobre 1982, 14 h.

EN UN SEUL LOT

**PARIS (5<sup>e</sup>), 9, rue TOULLIER**

2 APPART. UN de 4 pièces au 4<sup>e</sup> ét., UN de 3 pièces au 5<sup>e</sup> ét. UN LOCAL d'une pièce au 1<sup>er</sup> ét.

**PARIS (5<sup>e</sup>), 11, rue TOULLIER**

2 PIÈCES UNE en façade à gauche av. fenêtre et porte-fenêtre UNE sur cour avec 2 fenêtres au 6<sup>e</sup> étage

**MISE A PRIX : 950.000 F**

S'ad. M<sup>r</sup> JOHANET S.C.P. J. DELEAU  
J. NEVEU  
P<sup>r</sup>. DELEAU, C. JOHANET, R. HATTON, P. SUDAKA, F. DEYSINE,  
C. DUMESNIL-ROSSI, J.M. SEEVAGEN, avocats associés,  
43, av. Hoche, PARIS (8<sup>e</sup>). T. 766-03-40. A s. avec, p. Trib. Grand Instance PARIS.  
BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE. Sur place voir visiter : les lundis 27 sept. ■ oct.

هكذا من الامم























## Le Discours Psychanalytique N° 4 DES PERVERSIONS

est en librairie

Abonnement 1 an (4 n°) : 150 F  
66, rue de l'Université, 75007 PARIS



**MAXIME  
RODINSON**

Il est encore temps de vous associer à l'hommage rendu à Maxime RODINSON en souscrivant, dès aujourd'hui, un ou plusieurs exemplaires d'Études d'ethnographie historique du Proche-Orient, illustrées en son honneur par Jean-Pierre Digard, intitulées :

**LE CUISINIER  
ET LE PHILOSOPHE**

Votre nom figure ainsi sur la liste des souscripteurs qui sera publiée en bonne place à la fin du volume.

**NON DE SOUSCRIPTION**

À retourner avant le 30 septembre (pour octobre), aux éditions G.P. Maisonneuve et Larose, 15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS. Prix de vente : 130 F par exemplaire.

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
G.P. MAISONNEUVE ET LAROSE

DANS SON NUMÉRO DE SEPTEMBRE

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

**INSTITUTEURS  
82:  
LA FIN  
DES  
CERTITUDES**

**TOUS LES SUJETS DU BAC  
EN FRANÇAIS ET EN PHILO**

Entrée en scène  
Les métiers de la médecine

**DES RÉPONSES AUX QUESTIONS**

**QUE VOUS VOUS POSEZ**

**Le Monde DE L'ÉDUCATION** La publication de référence

**VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER  
VOUS NE PAIEZ QUE 100 F, 1 AN FRANÇAIS  
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 110 F**

**Le Monde DE L'ÉDUCATION** BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 100 F (étranger 148 F).

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Écoles, 75427 PARIS Cedex

## la vie littéraire

### La librairie « Village Voice »

La librairie britannique Julian, à Paris pour la sortie, chez Gallimard, la traduction française de son roman *Sleeping Dogs Lie* (Néanmoins pas le chat qui dort). Le 29 septembre, il dédicacera ses œuvres — dont son dernier roman non traduit *Last and Fottad* — dans une librairie-café du quartier Latin spécialisée dans les nouveautés anglo-américaines, la « Village Voice ».

Un choix de littératures contemporaines de langue anglaise avec, comme spécialité, l'actualité américaine (« current issues »). Que l'on s'intéresse à la politique étrangère des États-Unis, aux courants qui traversent aujourd'hui la société américaine (« moral majority », « Reaganomics », etc.) ou aux derniers événements culturels, de New-York à San-Francisco, la « Village Voice » offre une gamme de titres rares à Paris (en anglais ou en français). La librairie va bientôt proposer des traductions anglaises d'ouvrages japonais méconnus en France.

Cette librairie-café, qui sert à boire et à manger (cuisine américaine), dispose d'un hall d'exposition-salle de lecture où l'on peut consulter des périodiques et feuilleter des livres d'art. Dès cet automne auront lieu des soirées de lecture avec la participation de poètes américains. Des expositions d'œuvres d'art seront organisées en liaison avec l'actualité littéraire. Une exposition de photos indochinoises à l'occasion d'une actualité sur le syndrome vietnamien dans la littérature américaine.

« Village Voice », 8, rue Princesse, 75006 Paris. Tél. : 633-26-47. Tous les jours de 10 heures à 22 heures, sauf dimanche.

### Bernanos et les « scrupules exagérés » de Maritain

Au moins par son titre laillante allusion, le premier roman de Bernanos est des plus connus. Il reste à découvrir. Car le voici « conforme ». Sous le soleil de Satan, en effet, subit des amputations dont William Bush, son commentateur, montre bien qu'elles faussent en partie la pensée bernanienne sur « la permission du mal ». L'éducation du désespoir. Cette « terrible tentation de croire que le mal est plus fort que Dieu », si Bernanos y échappe, noie dans le combat qui est le grand moment de l'œuvre — et d'une actualité dont témoigne le judicieux ouvrage de Gérard Leclerc, qui contient de remarquables pages sur la grâce et prouve que l'auteur des Grands Cimetières il y a un demi-siècle pour les enfants d'aujourd'hui.

### Un grand « éditeur »

Jacques Petit

Le 12 septembre, à 15 heures, la mort de Jacques Petit, éditeur à l'université de France-Comté, est passée inaperçue. Hubert Juin dit lui-même qu'il doit quelques-uns de nos plus grands écrivains du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

La mort de Jacques Petit laisse un grand vide. Ici, par « éditeurs », qui préfacent le plus exactement et complètement possible les livres de l'éditeur. C'est ainsi que nous devons aux efforts et aux recherches de Jacques Petit la mise en lumière de quelques-uns des plus grands écrivains du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.

Le premier de ces écrivains est assurément Jules Barbey d'Aurevilly auquel Jacques Petit consacra, en 1963, une thèse qui fut aussitôt adoptée : *Barbey d'Aurevilly, critique* (Annales littéraires de l'université de Besançon). A travers toutes les théories de Barbey d'Aurevilly, il a fait tout le visage de l'écrivain de l'époque qui était dévoué. Ce travail conduisit tout naturellement Jacques Petit à rééditer, établir et commenter l'œuvre romanesque de cet écrivain que l'on croyait épuisée.

Le premier de ces écrivains est assurément Jules Barbey d'Aurevilly auquel Jacques Petit consacra, en 1963, une thèse qui fut aussitôt adoptée : *Barbey d'Aurevilly, critique* (Annales littéraires de l'université de Besançon). A travers toutes les théories de Barbey d'Aurevilly, il a fait tout le visage de l'écrivain de l'époque qui était dévoué. Ce travail conduisit tout naturellement Jacques Petit à rééditer, établir et commenter l'œuvre romanesque de cet écrivain que l'on croyait épuisée.

Le premier de ces écrivains est assurément Jules Barbey d'Aurevilly auquel Jacques Petit consacra, en 1963, une thèse qui fut aussitôt adoptée : *Barbey d'Aurevilly, critique* (Annales littéraires de l'université de Besançon). A travers toutes les théories de Barbey d'Aurevilly, il a fait tout le visage de l'écrivain de l'époque qui était dévoué. Ce travail conduisit tout naturellement Jacques Petit à rééditer, établir et commenter l'œuvre romanesque de cet écrivain que l'on croyait épuisée.

### vient de paraître

**ROMANS**  
PASCAL SEVRAN : *Un garçon de France*. — A la fin des années 50, d'un étranger, jeune homme trop insouciant pour ne pas être sensible, « mort » à Paris, la recherche de sa mère qu'il ne connaît pas. Par l'auteur de *Paris supplémentaire*, prix Roger Nimier 1979. (Olivier Orban, 186 p., 98 F.)  
ERIC DESCHODT : *Le Gloire au Liban*. — Deux amis, en quête de gloire et d'amour, s'en vont à la recherche des chrétiens de Beyrouth. Ils y trouvent aussi ce qu'ils se cherchaient eux-mêmes. (J.-C. Lemaire, 247 p., 65 F.)  
BORIS SCHREIER : *Pourquoi*. — Bernard Hilaire, vieux bonhomme à la retraite, est subjugué par la passion d'une bande de jeunes gens. Il s'agit de chimères, mais de chimères d'écrivain. Tout cela conduit à un dénouement tragique. Par l'auteur des *Sentinelles de soleil*. (Albin, 200 p., 57 F.)  
**Lettres étrangères**  
HENRY MILLER : *Feu qui voyage*. — Cinq nouvelles de Henry Miller sur le thème du voyage. Voyages à travers les trois pays qui l'ont le plus marqué : États-Unis, Grèce et France. Traduit de l'américain par Marcine Leroy. (Hachette, 166 p., 55 F.)  
CHESTER HEMES : *Le Mouton de rêve*. — Cinq nouvelles inédites de l'auteur de *Le Rêve des hommes*, âgé aujourd'hui de soixante-trois ans, qui s'est ainsi défini : « Écrivain, c'est une vocation, c'est une œuvre d'art ». Traduit de l'américain par Hélène Devaux-Minot. (Lieu commun, 264 p., 59 F.)  
JOYCE CAROL OATES : *Amours profanes*. — Une peinture unique et tendre de l'univers fait de routines, d'espions déguisés et de civilités masquées d'une petite université américaine. Traduit de l'américain par Michel Courvoisier. (Stock, 344 p., 69 F.)  
MIRCEA ELIADE : *Les Dieux-Nous*. — Pour s'élever de l'univers matériel, un passage secret permet de s'élever vers un autre espace-temps. Traduit du roumain par Alain Fauriol. (Gallimard, 196 p., 58 F.)  
ANDRZEJ KUŚNIEWICZ : *Le Chêne de Corinthe*. — Deux amis se croisent à travers l'Europe de l'après-guerre dans une quête grandiose et gauchiste menée à la vitesse fulgurante. Traduit du polonais par H.-A. Clément. (Albin, Michel, 418 p., 79 F.)

### philosophie et théologie, la question

est posée d'une pensée de Dieu qui se voit à l'illuminé à l'illuminé. — (Fayard, « Communio », 288 pages, 69 F.)

**Critique littéraire**  
GERALD ANTOINE : *Vieillesse et le double regard critique*. — Pour une critique fondée sur la reconnaissance de l'essence double du phénomène littéraire, nécessaire d'un auteur et d'un lecteur. Radio.

**Essais**  
COLETTE PÉRONNET : *Réponses habitées*. — Dans cette « ethnologie des balcons », l'auteur tente, à partir de faits concrets, la trajectoire de la population des bidonvilles, depuis les barres de fortune jusqu'aux pavillons et immeubles de logement. (Gallimard, 192 p., 64 F.)

**Essais**  
GEORGES NIVAT : *Vers la fin du siècle russe*. Essai sur la culture russe de Gogol à nos jours. Recueil d'articles écrits entre 1971 et 1981, qui fait le point sur notre perception de la Russie. (L'Age d'Homme, 416 p., 120 F.)

**Les sciences sociales**  
DANS LES ANNEES 80 : *DERIS ET TACHES* est le thème du colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française qui se tiendra à la Sorbonne du 27 septembre au 1<sup>er</sup> octobre. Les débats des séances plénières, consacrées au « défi » de la recherche des changements dans les visions du monde et des sollicitations de la pratique sociale, seront introduits par les conférences inaugurales de Jacques Elul, Edgar Morin et Pierre Bourdieu. Les « tâches » seront l'objet d'une table ronde à laquelle participeront Georges Balandier (Paris), Fernand Dumont (Québec).

### Pierre-Henri Simon face à Verlaine

Voilà dix ans que Pierre-Henri Simon nous a quittés. Il avait écrit à la fin de 1972 le *Manuscrit de la mort* que Hubert Berns-Méry lui avait confié en 1971, la mort d'Emile Zola, quand un postopérateur l'a ravi, le 20 septembre, à l'infirmerie de la mort.

La lecture de Pierre-Henri Simon persiste. Non seulement l'homme qu'on voit dans ce livre, mais le *Manuscrit de la mort*, du critique, du professeur. Un livre qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

Pierre-Henri Simon avait écrit un *Manuscrit de la mort* qui nous fait voir un homme qui a été porté à la télévision, le voici à l'œuvre, à l'œuvre de la mort.

150



# Les Caraïbes de Jean Métellus

**J**EAN METELLUS, depuis la publication de son long poème, le *piprite chantant* (1), nous a affirmé comme l'un des plus importants écrivains maliens d'aujourd'hui. Il nous a fait connaître les divers ouvrages qu'il a publiés, d'un recours à l'exotisme. Jean

Métellus porte un collier nuptial qui sert à mesurer l'enracinement et le désir d'un changement social. Il y a Haïti et les Haïtiens, mais il y a aussi la dénonciation d'un mal intolérable et le souhait d'une justice sociale.

La Famille Variet est le deuxième roman de Jean Métellus. Le premier, *Jarvis au crépuscule* (2), nous livre la vie sociale de Haïti, (Métellus) la vision d'un monde sans loi.

Les personnages de ce livre appartiennent à une même famille, originaire du village de Saltron, village qui se nomme aujourd'hui *Saltrun*. Les frères Vortex ont, d'une certaine manière, réussi : l'un est lieutenant, un autre est prêtre, le troisième est médecin, l'autre

## Une chronique pour rien ?

[illegible]

Zimmermann ne  
précède la publication de ses  
romans. *Chronique du* son  
président d'être refusé au  
il lui savoir de son livre  
accepté Fayard.  
Il désigne ainsi le vindicte son  
éditeur qui, ces der-  
nières années, et à  
ses moyens  
une part sa production aux  
restes de  
A par un roman de dr,  
Daniel Zimmermann lui  
Il lui le craindre, tou-  
tant que son livre, gou-  
scènes, qui  
évidente pour  
ignorant mœurs  
avait matière à un de ces  
sympathiques pamphlets qu'  
apprécie le public. L'édition,  
il aime à le faire joindre au  
de ses romans militaires,  
tales, mêmes les sportives  
dispersent son attaque et  
sent à l'unité de son

un ton aligre, une  
vanité qui plus  
de mise, fait regretter l'auteur  
perspicace des  
parallèles. Une chronique pour  
rien ?

**BERNARD ALLIOT.**

★ CHRONIQUE DU BIEN, de  
Daniel  
194 p., 40 F

100

# Christian Combaz et les égarements de Constance

[illegible]

« *Mon Dieu, lui-même, semble d'abord choir entre son respect des bonnes mœurs, son culte de l'ordre et ses convictions scrupuleusement réactionnaires et sa sympathie pour ceux qui vont jusqu'à l'oubli d'eux-mêmes, au prix d'une quelconque solidarité !* » Constatons, cependant, que jette sur New-York et : « *son peuple d'ailleurs* » — un regard de dégoût, célébrant les irréprochables anacréontes de la douce France. Mais il prodigue son indulgence, voire ses encouragements à ceux qui, dans la foule, ont ceux qui ont les dents assez molles pour croquer le fruit défendu et l'estomac assez robuste pour le digérer en silence. Cette apparente contradiction, ou plutôt ce pléonasmisme, en l'espèce, ne nous confirme la règle que nous voulons un roman « comme on veut », plus, — peut-être, quelque chose de travail de maître. Le mot « fier-t-on de rétro ? — Christien — « clastique », réthoriser — Philistin Combes qui, à vingt-huit ans, ces deux choses, —

GABRIELLE ROLLIN.

★ KONTZKEUF D., de Christien Combes, Le Scail, 299 p., 55 F.

**Un premier roman qui révèle incontestablement un écrivain**

ANNE GUGLIELMETTI  
**LA BELLE  
ITALIE**  
roman

**Dans un coin de banlieue, un café, la Belle Italie, devient le centre de l'univers pour six personnages...**

**BUCHET / CHASTEL**  
18, rue de Condé - 75006 Paris

## GUY DEBORD

ŒUVRES  
CINÉMATOGRAPHIQUES  
COMPLÈTES

EDITIONS CHAMP LIBRE

## Une conteuse incomparable

# Antonine Maillet

## La Gribouille

roman

"Antonine Maillet existe : c'est ma chance. La revoilà, notre Acadienne, notre raconteuse d'outre-Atlantique." Jérôme Lévesque  
Les Nouvelles Littéraires

**"Une superbe hallucination de la généalogie et du retour. Comme ces grands arbres de l'Inde, ces banians dont les racines fleurissent dans les branches..."**  
**Patrick Grainville**  
V.S.D.

GRASSET

DU MONDE ENTIER

## PARUTIONS DE SEPTEMBRE 1982

**Mircea ELIADE**  
Les dix-neuf roses

Remar : Traduit du roumain par Alain Pâris

Max FRISCH

## L'Homme apparaît au Quaternaire

**Yachar KEMAL**

Tu écraseras le serpent

GALLIMARD



## Important Editeur Parisien

**recherche pour ses différentes collections**  
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.  
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement  
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universielle,  
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 687.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49  
de la loi du 11 mai 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

# JEANNE CHAMPION

# ***l'amour capital***

L'amour ne connaîtrait-il une véritable profondeur qu'à l'instant de la séparation ? Une tragédie d'aujourd'hui digne par son style des plus grands classiques.

# CALMANN-LÉVY

















OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes une importante société de service de communication dans les entreprises. Nous intervenons le conseil, l'audit, l'ingénierie de réseaux de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique.

Nous proposons certains de nos services à la télématique : téléconférence, messagerie, système de courrier électronique. Nous sommes chargés de la commercialisation des services émanant du réseau de télécommunication TELECOM 1. Nous recherchons pour la région Rhône-Alpes :

## Ingénieur commercial télématique

responsable de la vente des services proposés par la Compagnie.

Ingénieur diplômé, 2 ans minimum, un vendeur confirmé capable de prendre des contacts à haut niveau.

Vous devez acquies une expérience en Télécommunications et Télématique et être, si possible, originaire de la région Rhône-Alpes. (réf. MRE/FC/IC).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



Le groupe Lafarge-Coppee (30 000 personnes), présent dans dix-sept pays, dans des secteurs d'activités tels que l'industrie, l'agriculture, l'énergie et la recherche, possède une équipe informatique de l'une de ses sociétés : Ciments Lafarge France, des

## Analystes

Ils seront affectés à un secteur d'activité pour lequel ils auront à consolider et à développer des applications de gestion (Cobol). Ils participeront à la mise au point de nouvelles procédures à adopter.

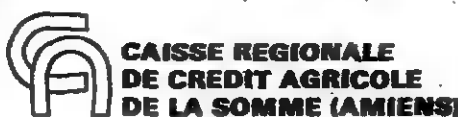
De niveau 1 à 3, des études supérieures, les candidats auront une expérience de 2 à 5 ans d'expérience afin d'être rapidement impliqués dans la réalisation des applications (réf. MOL/CA/AN).

## Analystes-programmeurs

Ils seront chargés de l'analyse organique et de la programmation des applications afin de répondre aux besoins de la clientèle.

Ils devront avoir une expérience de 2 à 5 ans d'expérience et connaître Cobol (réf. MOL/CA/AN).

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



Nous sommes équipés d'un IBM 3031 sous DOS, CICS, VTAM, DL 1. Pour permettre l'accroissement de notre réseau de télécommunications, nous prévoyons dans nos agences et le développement de nos projets sous SGBD, nous mettons en œuvre actuellement un IBM 3033 avec MVS et souhaitons passer à MVS pour la fin de 1983.

## Programmeur système

La maîtrise de l'expérience (si possible MVS) nous permettra, dans un premier temps, de réussir cette importante mutation.

En plus, en renforçant notre équipe système (actuellement trois personnes), nous pourrions tirer profit de l'expérience permanente de nos techniciens informatiques.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MRE/CA/PS.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS

Porte PANTIN (1 100 personnes) jouit d'une renommée internationale sur les marchés des parfums et des cosmétiques.

Le directeur informatique, dans le cadre d'un nouveau plan, recherche :

## Chef de projet

Vous êtes diplômé d'une université, vous avez une expérience d'environ 10 ans dans un domaine similaire vous a conduit à travailler sur des projets de gestion. Nous vous transférons en développement de nos applications informatiques.

Vos qualités humaines, votre sens de l'organisation et votre expérience avec les utilisateurs seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste (réf. MRE/BO/CP).

## Ingénieur système

Vous avez une formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...), enrichie d'une expérience de 5 ans minimum dans un poste d'ingénieur système sur IBM 43 XX - DOS/VSE, CICS, DL 1 vous permet aujourd'hui de prendre la responsabilité des moyens techniques de notre site.

Intégré au directeur informatique, vous serez chargé des missions classiques de la fonction système (mise en œuvre, optimisation...) et vous serez également amené à jouer un rôle de CONSEILLER pour les grandes options techniques (HARD et SOFT) (réf. MRE/BO/IS).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS

ile de France Pharmaceutique

Nous sommes une importante société de produits pharmaceutiques (2 000 personnes) produisant des médicaments, nous assurons l'approvisionnement en temps et nous sommes à nos clients, grâce à nos établissements en France. Nous recherchons un :

## Chef de service études

pour notre direction informatique (25 personnes au total) équipée de deux IBM (DOS/VSE - CICS) et de plus de deux terminaux et mini-ordinateurs.

Responsable du développement de l'ensemble des applications : gestion de distribution (prises de commandes, stocks, livraisons, facturation...) ; gestion administrative ; nous faire évoluer vers l'informatique.

Diplômé de l'enseignement supérieur (École d'ingénieur ou MIAGE), vous devez avoir une expérience de 7 à 10 ans en tant que responsable d'une équipe de développement, vous devez naturellement faire preuve de vos compétences techniques.

Lieu de travail : ASNIERES.

Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous référence MOL/IF/CS.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS

L'un des plus importants groupes d'assurances français doté de puissants moyens informatiques décentralisés recherche pour son Département ETUDES, situé à Paris, un

## Responsable de projets « Chef de secteur comptabilité et placements »

Sa mission est d'assurer, dans le cadre des méthodes et procédures de la direction informatique, la mise en œuvre et la coordination des moyens nécessaires à la vie d'un ensemble de projets.

Il encadrera une équipe d'environ 10 personnes.

Il participera aux relations entre son secteur et l'unité utilisatrice et coordonnera les projets dans toutes les étapes (conception, réalisation, mise en place, maintenance).

Pour ce poste, nous souhaitons recruter des chefs de projet justifiant d'une expérience de cinq ans minimum dans un environnement Temps Réel sur grands systèmes IBM et possédant une expérience supérieure (école d'ingénieur, MIAGE...).

Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, s/réf. MOL/AS/RP.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



Afin de gérer une importante activité (5 000 personnes, 20 magasins - C.A. : 9 milliards de francs), nous disposons d'une informatique distribuée comprenant un CII-HB 66 biprocesseur et un réseau de terminaux et mini-ordinateurs versés à un front MINI 6.

## Ingénieur mini-systèmes

Vous serez chargé tout d'abord d'optimiser les performances de base du MINI 6 central sous l'aspect système et de vous familiariser avec les mini-ordinateurs.

Par la suite, vous aurez à prendre en charge un important projet d'intégration de façon évolutive les aspects de nos télécommunications : télé-informatique, télé, messagerie électronique...

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou universitaire) possédant une première expérience système (1 à 2 ans) sur mini-ordinateur (MINI 6 de préférence) et souhaitant acquérir une compétence en réseau.

Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, s/réf. MOL/BH/IS.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



Nous sommes l'organisme central du Groupe des Banques Populaires chargé d'assurer les services communs (pale du personnel, gestion des titres, gestion des opérations à l'étranger...). Nous avons su, au fil des ans, nous doter d'une informatique performante.

Nous sommes actuellement équipés d'un IBM 3033 en OS/MVS sous IMS DB/DC auxquels sont reliés environ 900 terminaux via SNA TRANSPAC.

Nous nous préparons à recevoir en fin d'année un IBM 3081. Nous recherchons un jeune :

## Ingénieur système

De formation DUT ou équivalent, vous possédez une première expérience système (deux ans minimum) sur une configuration comparable et connaissez le langage IMS et/ou VTAM.

Outre les avantages liés à la banque, nous vous proposons une rémunération attractive, avec vos qualifications et, pour faciliter votre intégration, nous prévoyons une période de formation. Lieu de travail : Métro Beaugrenelle.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous référence MRE/CC/IS.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



pour son Département Informatique Organisation équipée de trois ordinateurs IBM (1 x 3033 - 2 x 3031, CICS - DL 1) et d'un réseau de 150 terminaux devant être progressivement remplacés par des mini-ordinateurs.

## Analystes

(réf. MOL/BC/AN)

## Analystes-programmeurs

(réf. MOL/BC/AP)

pour le développement de projets bancaires intégrant la spécificité de la B.F.C.E. et les nouvelles orientations techniques.

Les analystes, de formation supérieure (MIAGE ou équivalent), seront opérationnels grâce à une expérience de 3 à 5 ans en analyse et programmation Cobol et CICS dans des projets importants.

Les analystes-programmeurs, de niveau DUT ou équivalent, auront pratiqué pendant 1 à 2 ans la programmation Cobol et si possible dans un contexte CICS.

L'évolution des techniques spécifiques de la B.F.C.E. permettra l'actualisation des connaissances informatiques des candidats.

Lieu de travail : quartier Opéra.

Olivier LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



## Responsable de projets Aide à la décision

Nous souhaitons vous confier l'animation de l'équipe chargée des applications d'aide à la décision : micro et macro-économiques, logiciels d'analyse, données, modélisation et simulation).

Vous serez responsable du développement et de la promotion des produits existants ou nouveaux.

Ingénieur Grandes Ecoles, vous possédez une expérience de trois à cinq ans en SSCI et préférez les projets sur des contrats en main, vous avez acquis des compétences techniques et vous souhaitez valoriser dans un poste de manager (réf. MRE/TSE/RP).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS

## Chefs de projets

Nous souhaitons vous confier la responsabilité du développement et de la promotion de produits logiciels interactifs dans le domaine de la gestion.

Vous interviendrez « maître d'œuvre » (cahier des charges, analyse, supervision de la réalisation) dans un esprit méthodologique.

Ingénieur universitaire, vous possédez une première expérience (1 à 3 ans) acquise chez un utilisateur, une SSCI. Analyste fonctionnel sur des projets de gestion, vous avez acquis le sens de l'efficacité et la méthode et souhaitez élargir vos responsabilités dans un poste de chef de projet (réf. MRE/TSE/CP).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Conseil en Recrutement  
10, Rue Auber - 75009 PARIS



## Locations meublées demandes

100



**NIXDORF  
COMPUTER**

(Lire la suite page 28.)



## Dans une P.M.E. : améliorer le service client

On peut être P.M.E., employer quarante personnes, et être intéressé par la bureautique. C'est le cas de Rosemout-France, société implantée à Rungis (Val-d'Oise), filiale de Rosemout-Etats-Unis, spécialisée dans l'instrumentation électronique en aéronautique (transmission de pression, systèmes de régulation industrielle, détecteurs...) et active dans une dizaine de pays. La filiale française n'a qu'un rôle de distributeur. Son chiffre d'affaires est passé de 39 millions de francs en 1981 à 49 millions de francs en 1982.

La progression, dans la bureautique, est responsable - M. Le-moureaux, directeur général, de Rosemout-France, a décidé d'acquiescer à l'acquisition d'un système de traitement de textes multi-écran. Ce matériel a été choisi pour sa modularité, car il peut s'agrandir en même temps que les besoins de la société, sans un coût de départ (77 000 francs) excessif.

Initialement, ce système a été un peu considéré comme une machine à écrire améliorée, puis secrétaires et techniciens ont découvert ses possibilités. La secrétaire, avant d'être rapidement atteinte, il a été acquis un deuxième écran, puis des disques durs, plutôt que des disques souples.

Le système actuel, Wang VPS-25-3, dont sept modules se partagent le temps machine, comprend

un écran central, des disques durs, une imprimante et trois écrans. Deux jours ont été nécessaires pour un prix de 133 000 francs. Il est aussi envisagé d'équiper une filiale de Rosemout à Lyon d'un système Wang, et de la filiale communale de Rungis, en commençant par un échange d'informations à l'aide de disquettes, car la liaison téléphonique est jugée encore très chère.

Or, ce système de traitement de textes, le matériel pour un télé-écran, qui remplace les deux écrans traditionnels. La liaison à l'écran est d'un écran, et ajoute en même temps la possibilité de traitement de textes, ce qui permet de corriger l'écran les textes à l'écran, de communiquer le même texte à différents destinataires, de recevoir un texte en même temps qu'on en envoie un. En plus, il a l'avantage, précise Mme Dejonghe, qui ne lui pas d'écrire sur son

écran, de revenir moins cher, car un abonnement suffit, au lieu de deux : l'abonnement économisé paye la location de la nouvelle machine, qui, de plus, est cinq fois moins bruyante que les machines précédentes.

Rosemout-France a également l'intention de louer, début 1983, un microordinateur pour la paie et la comptabilité, qui sont actuellement prises en charge par un organisme extérieur. Ultérieurement, il est prévu par un ordinateur I.B.M. implanté dans la société.

### Du doute à l'adhésion

Au départ, l'introduction du système Wang a suscité de nombreuses inquiétudes parmi les secrétaires, qui craignaient d'être remplacées par des machines. Mais, après une formation adéquate, elles ont rendu compte que le but était de rendre leur travail moins répétitif, plus intéressant et plus varié, en leur donnant plus d'initiative. Elles souhaitent maintenant ne plus travailler que sur machine. « Le personnel, ajoute Mme Dejonghe, est plus dévoué. Il n'est plus débordé, et effectue grâce à ce matériel plus de travail qu'auparavant. » La formation - trois jours - des secrétaires est assurée par le constructeur. Lorsqu'elles se sont bien adaptées à leur nouvelle machine, elles retournent compléter leur formation, pour

pouvoir effectuer elles-mêmes la programmation.

D'une manière générale, Mme Dejonghe estime que les machines, et notamment le système de traitement de textes, ont permis d'améliorer le service client, de développer l'activité de la société, d'augmenter son chiffre d'affaires. Il est possible de faire maintenant mille deux cents propositions de vente d'instrumentation par an. Le coût de cinq cents précédemment. Dactylographier un devis prend un jour, au lieu de deux ou trois, avec une présentation plus soignée. Quant aux mailings, tâche auparavant fastidieuse, elle est maintenant sans qu'on s'en rende compte.

Même le travail des ingénieurs des ventes est facilité. « Au début, à l'introduction du traitement de textes, dont ils ne voyaient pas l'intérêt, ils s'y sont adaptés, au point même aujourd'hui de faire des propositions d'applications. C'est une bonne chose, car c'est eux qui alimentent la machine ». Peut-être leur installera-t-on un écran en libre-service. - C. G.

■ **Banques de données européennes.** - La Commission des Communautés européennes a ré-

pondu à un appel aux propositions pour la réalisation de banques de données dans les domaines de l'énergie, des sciences maritimes et de l'information pour le commerce et l'industrie. La Commission a lancé une initiative d'origine française, organisée trois réunions d'information à l'intention des producteurs de bases de données, le 24 septembre (commerce et industrie), le 27 septembre (sciences maritimes) et le 30 septembre (énergie). Il y a 30, le ministre de la recherche de l'industrie, L. Descartes, bâtiment Joffre. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. Rossini, Midist, 550-32-50.

La bureautique devient un outil indispensable aux grandes entreprises industrielles qui veulent rester compétitives dans un monde où règne une guerre économique sans merci.

Le secteur pétrolier n'échappe pas à cette règle. Chez Elf-Aquitaine, groupe français brasseur d'énormes capitaux (il a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires consolidé de 104 milliards de francs), la bureautique est apparue comme le seul moyen d'endiguer une activité administrative de plus en plus complexe et en pleine expansion.

DES systèmes de traitement de textes ont été mis en œuvre pour la rédaction de contrats, mais c'est en 1979, avec le groupe, que la bureautique a véritablement commencé à Elf-Aquitaine, entrée dans les faits.

Actuellement, l'implantation des matériels dans les directions centrales est réalisée par le service bureautique, dirigé par M. Michel Bailleul, et rattaché à la direction du traitement de l'information. Dans les filiales, ce sont des coordinateurs bureautiques qui sont chargés, en liaison avec la direction, de suivre les recommandations du service bureautique.

L'objectif est d'implanter la bureautique Elf-Aquitaine d'ici dix ans, en équipant les secrétaires (12 d'entre eux sont déjà équipés) et en terminant par les cadres, les agents de service.

La tendance est en effet plus à la persuasion qu'à la coercition. On dénombre actuellement 220 systèmes de traitement de textes, 72 télécopieurs qui donnent d'ailleurs une fonction, une certaine de machines à écrire électroniques, 3 lecteurs optiques et 75 micro-ordinateurs. L'ensemble des matériels achetés (ce qui exclut les télécopieurs) représente un investissement de 10 millions de francs.

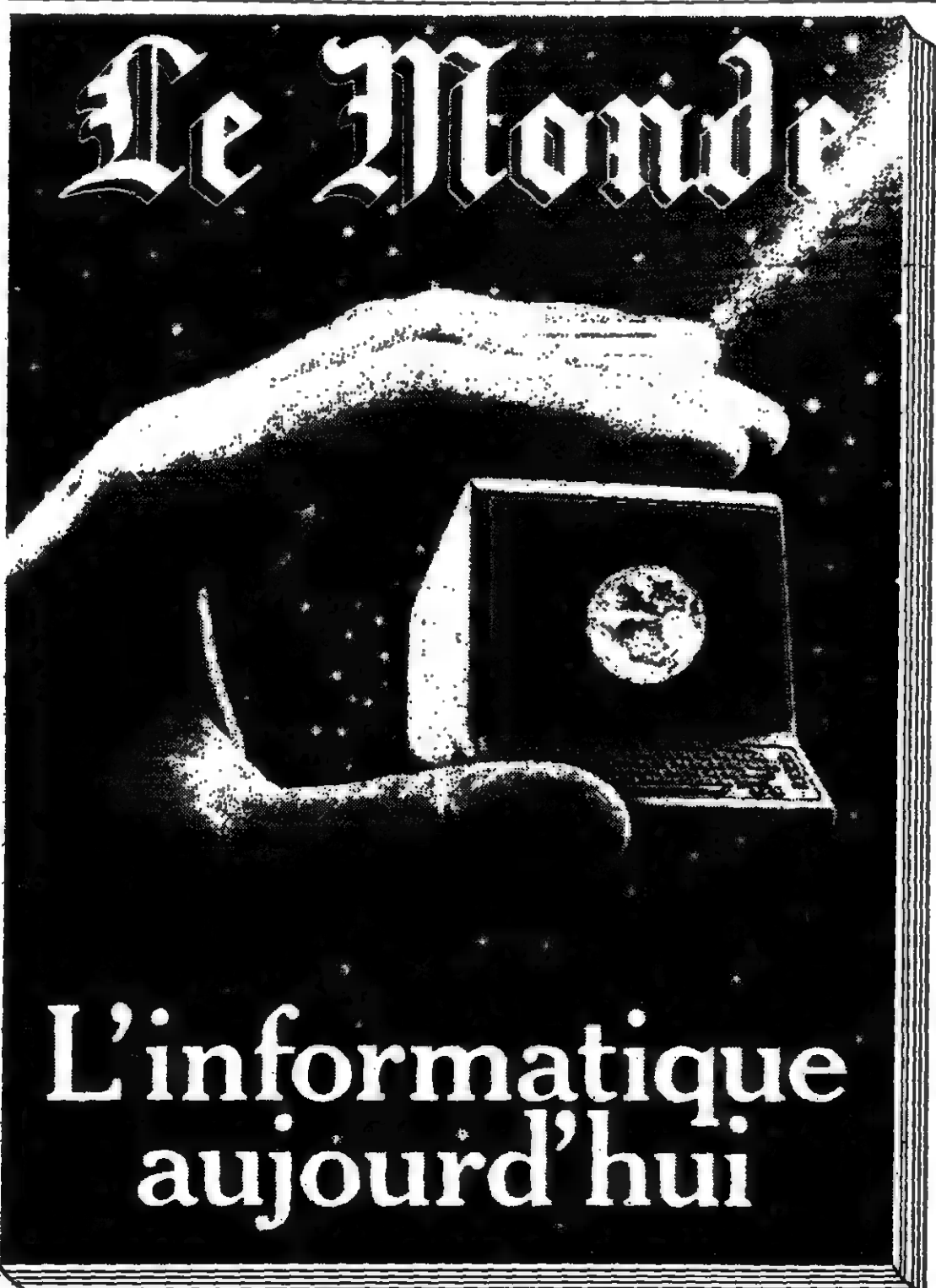
Après différents tests, le service bureautique a choisi des machines de traitement de textes de gamme moyenne, toutes dotées d'un écran

de visualisation et de la capacité de communiquer entre elles ou avec un ordinateur. Elles proviennent de deux constructeurs : I.B.M., Xerox, Olivetti et Gil-Honeywell-Bull pour les multipostes (plusieurs écrans connectés à une unité centrale). Des essais de traitement de textes à distance sont en cours entre Paris, Bourges et Orléans. D'autres sont prévus avec les filiales étrangères. Pour faire face aux besoins d'impression, il est aussi envisagé de relier à chaque étage, par l'intermédiaire d'un réseau local, sept ou huit systèmes de traitement de textes à une petite imprimante rapide et silencieuse.

### L'importance de la formation

Un autre domaine de la bureautique auquel s'intéresse Elf-Aquitaine concerne le télétravail. L'important trafic au siège central, rue Nélaton (500 téléx par jour à l'émission, 300 à la réception), a nécessité des moyens modernes : les téléx sont dactylographiés en caractères spéciaux pour être déchiffrés par un lecteur optique et transmis à un ordinateur de commutation de message. L'envoi d'un téléx demande en tout quarante-cinq secondes. Dans une prochaine étape, Elf-Aquitaine envisage la reprographie et l'archivage, bien que l'archivage électronique des rapports techniques ait déjà commencé.

L'implantation de tous ces matériels n'est pas une affaire facile, car elle bouleverserait peu ou prou les habitudes de travail des secrétaires et



# Le Monde

## L'informatique aujourd'hui

### UN DOCUMENT DE 160 PAGES

réunissant des textes originaux et des textes publiés dans le Monde et actualisés

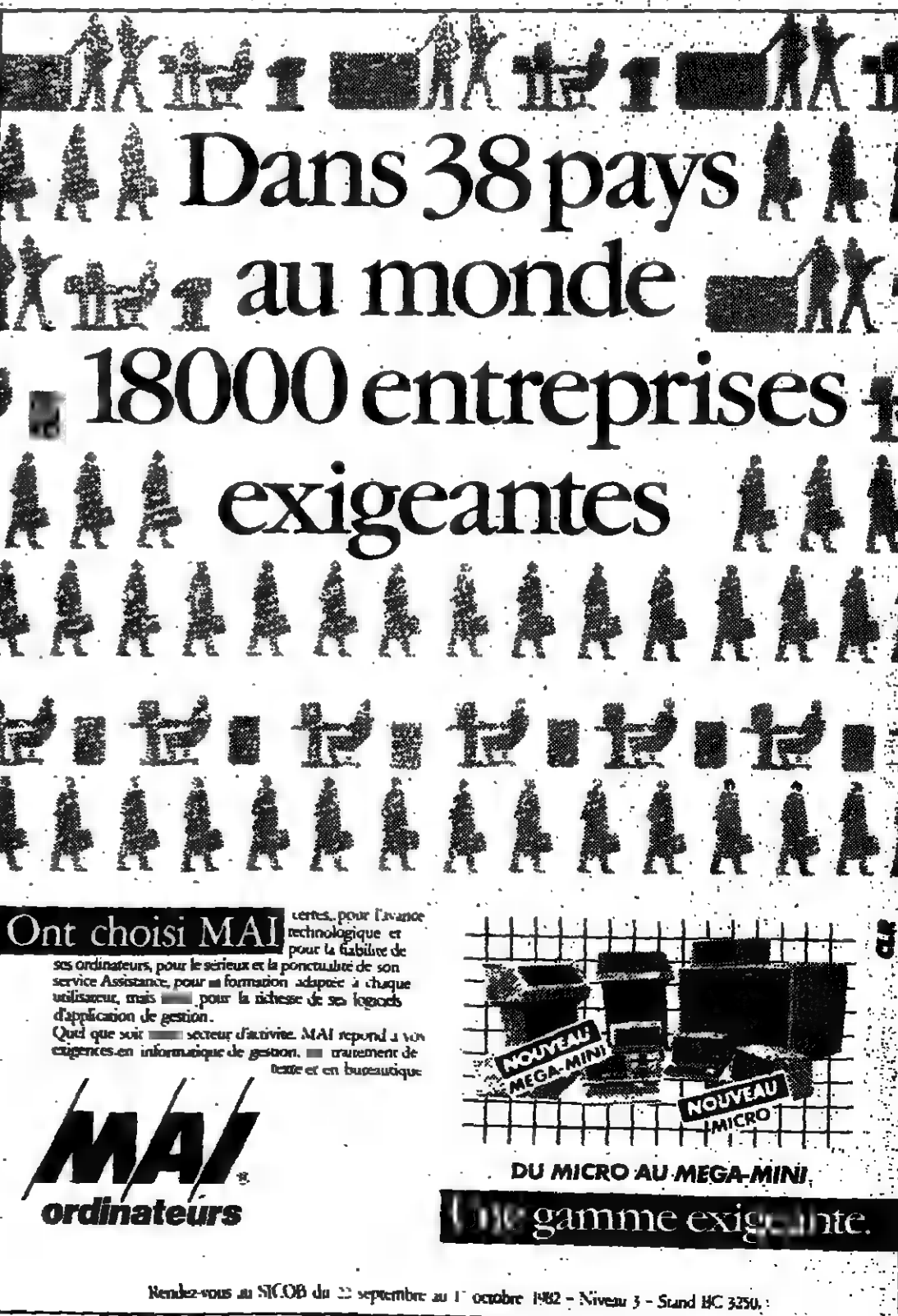
**OUTILS ET EQUIPEMENTS :** La révolution des ordinateurs et de la bureautique. Quand l'ordinateur parle et écoute, les terminaux respectent leur rôle. Le fonctionnement des réseaux. Vers les nouvelles générations de logiciels.

**STRATEGIES ET POLITIQUES :** Les forces en présence. La puissance américaine. Le challenger japonais. L'Europe unifiée. France : la longue marche. Une stratégie globale.

**ECLAIREMENT DES UTILISATIONS :** L'ordinateur aux champs. Les moyens de production. L'impact des ordinateurs. La banque. L'ordinateur. Les systèmes de P.M.E. Une nouvelle donne. Les collectivités locales. Les systèmes de communication. L'informatique et l'information. La naissance d'une industrie. L'ordinateur, outil de gestion. A l'école. Médias et santé. L'armée. L'électronique à la maison.

**AVENIR DE SOCIÉTÉ :** Le droit juridique. L'informatique et l'éthique. Une technologie humaine. Travail et emploi. Formation : des efforts encore insuffisants. Le Vidéoex, nouveau média. Une chance pour les régions ? Les flux transfrontières. La France entre les nations. Un nouvel espace culturel.

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 28 F



## Dans 38 pays au monde 18000 entreprises exigeantes

Ont choisi MAI

certes, pour l'avance technologique et pour la fiabilité de son service. Assistance, pour la formation adaptée à chaque utilisateur, mais surtout pour la richesse de ses logiciels d'application de gestion.

Quel que soit le secteur d'activité, MAI répond à vos exigences en informatique de gestion, en traitement de texte et en bureautique.

**MAI ordinateurs**

DU MICRO AU MEGA-MINI. Une gamme exigeante.

Rendez-vous au SICOB du 22 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1982 - Niveau 3 - Stand HC 3250.

501 من الاميل



DE LA BUREAUTIQUE EN FRANCE

à dix ans chez Elf-Aquitaine

des agents administratifs. Ils ont donc une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Ils sont donc des techniciens de la bureautique. Ils ont donc une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Ils sont donc des techniciens de la bureautique.

Etats-Unis indique qu'ils deviendront la norme. Chez Elf-Aquitaine, il y a une intention de leur intention une demi-journée d'information. Il y a une intention de leur intention une demi-journée d'information.

Des utilisatrices intéressées mais prudentes

CHEZ Elf-Aquitaine, les utilisatrices de la machine à écrire sont intéressées mais prudentes. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Un avantage pour l'avenir

Le fait de travailler sur un système de traitement de textes ne leur apporte pas d'avantages particuliers. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien. Elles sont donc des techniciens de la bureautique. Elles ont une double fonction : celle de secrétaire et celle de technicien.

CAP GEMINI SOGETI

PERFORMANCE EN TROIS DIMENSIONS



CAP GEMINI SOGETI

Siège Social : Grenoble  
6, bd Jean-Pain - 38005 Grenoble  
Direction Générale : Paris  
17, avenue George V - 75008 Paris  
tél : (1) 723.61.85

Une Société de Services en Informatique, surtout si elle se consacre qu'à des prestations intellectuelles, est une société d'hommes. Ceux-ci constituent l'actif essentiel, actif précieux par ses capacités d'action, d'évolution et d'innovation :

- les jeunes, généralement de formation supérieure, qui entrent en début de carrière dans le Groupe CAP GEMINI SOGETI, peuvent y devenir en quelques années des spécialistes reconnus dans une discipline qui ne connaît pas de problèmes d'emploi.
- plus tard, lorsqu'ils ont à faire les choix décisifs pour l'orientation de leur carrière, ils trouvent dans le Groupe la possibilité d'affermir encore leur technicité ou d'éprouver leur capacité à conduire des projets d'une dimension qui leur convienne ou encore d'être investis de responsabilités commerciales.
- enfin, arrivés à maturité, s'ils se sont épanouis dans l'encadrement technique, s'ils ont le goût du contact commercial et de la vente, s'ils se révèlent capables d'assumer de plus grandes responsabilités, des postes de directions peuvent leur être offerts parmi ceux qui se créent ou qui se renouvellent chaque année.

Près de 4000 personnes, dont 25% de femmes, permettent aujourd'hui au Groupe CAP GEMINI

SOGETI, en France, en Europe et aux Etats-Unis, de maintenir sinon d'améliorer encore son avance technique et son niveau de performance.

Ceci implique de la part de chacun de ses collaborateurs, le goût d'enrichir en permanence ses compétences, une excellente faculté d'adaptation et des environnements toujours différents, et, surtout, un réel engagement personnel.

La réunion nécessaire de ces différentes qualités explique pourquoi les Directions des Sociétés du Groupe :

- attachent une importance au choix de leurs futurs collaborateurs,
- consacrent une part importante de leur revenu à la formation interne, aussi bien technique que générale,
- favorisent la permanence des contacts et les échanges d'informations par l'organisation à tous les niveaux de réunions fréquentes et par la création d'organes internes de communication.

Qualité intrinsèque des hommes, qualité des moyens mis à leur disposition pour s'épanouir et pour progresser, qualité des structures, telle est la véritable dimension humaine du Groupe CAP GEMINI SOGETI.



**AU « CENTRE MONDIAL »**

Aucun emploi n'est créé, puisqu'il en disparaît d'ingénierie informatique autant qu'il chez l'utilisateur client, plus première, l'ent technique et commercial peut surabondant le regard d'un outil de production pillé par ses clients. Le processus a été dénoncé par les pouvoirs publics à leur plus haut niveau, le premier ministre le ministre l'industrie, pour autant que pratiques disparaissent.

[illegible]

A travers ces efforts, les ingénieurs de l'informatique cherchent également à maintenir leur indépendance face à tous ces pouvoirs qui s'intéressent à leur action, souhaitant contrôler leur savoir.

C'est ainsi que l'indépendance edge de ces entreprises à gestion rigoureuse, la maîtrise d'une nouvelle technologie et d'une ligne commerciale sont primés, le développement de leur géographie, pour réduire les risques attachés à ces marchés trop étroits et éviter toute la pénétration des firmes étrangères, que sur le plan technique, pour développer le développement des nouvelles rendus accessibles sur les procédés de production.

de la technologie informatique : ré-  
banques de données, micro-  
ordinateurs, robots, fibres  
optiques, vidéodisques, etc.

Sur ces problèmes, nous allons essayer de greffer une pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée. La France n'échappe nullement, de techniciens, d'ingénieurs et de chercheurs qualifiés. Les sociétés d'ingénierie informatique ont dit qu'elles en ont encore à faire. Elles forment des spécialistes et des disciplines mais recyclent en permanence pour les maintenir au niveau d'une technologie à un autre comparable à la rapidité des changements et l'apparition de nouveaux produits. Elles recrutent environ 100 000 personnes par an.

L'ingénierie informatique est en train de prouver qu'elle a surmonté les obstacles. Les plus prestigieuses entreprises de ce domaine ont pu à leur tour maîtriser leur maîtrise de la complexité informatique, gagner par leur seul mérite le droit de revendiquer la qualité d'acteurs des plus grands succès informatiques français récents. Ces projets sont menés jusqu'à présent et leur figure de référence commune : le réseau public de transmission de France Transpac, l'initiative de la loi de l'expérience Télétel de Vélizy, et le plus grand système d'informatique européenne mondial qu'est l'Annuaire électronique. Ils ont permis une opérationnelle sur une place de la département d'Ille-et-Vilaine.

Cette industrie représentative de ce que sera le paysage industriel des pays développés au cours du siècle prochain : construite sur des technologies avancées, elle sera dominée par un esprit d'initiative et d'innovation, comme il l'a été dans les entreprises internationales sans protection autre que celle de la culture et de l'identité nationale, c'est une industrie à la fois de matières, crée ses produits, bien qu'intangible, et de services, et plus encore de marchandise, car elle se situe au point de départ en volume d'un bien d'être de consommation.

Malgré tout, on ne peut pas  
l'écarter de ces nouveaux pionniers !  
**PHILIPPE DREVILIS**

Une soixantaine de permanents à Paris, 6 millions de francs pour 1982, « débouché de matériel informatique (gras systèmes, mini-ordinateurs, « micro » par dizaines, appareils de reconnaissance et de synthèse de la parole...) : moins d'un an après avoir été porté sur la liste baptêmeuse par le président de la République en personne, le Centre mondial informatique est la ressource humaine, qu'a « inventé » et préside M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a pris forme.

Le visiteur qui entre dans le hall du 22, avenue Matisse, se trouve devant un immense modernisme que le Centre a fait édifier pour une agence de publicité, à la sensation de pénétrer non dans quelque austère bureau de recherche mais dans quelque lieu étrange, à mi-chemin de l'Antic - la moyenne d'âge des occupants a tourné autour de quatorze, quinze ans - et où l'on joue à des jeux vidéo d'une quelconque grande surface. Les bureaux d'une dizaine de micro-ordinateurs distillent dans l'air des couleurs « fluo », le plus souvent encore pour assouvir l'instinct ludique de leurs opérateurs-enfants, et, par là-même, pour fureter les données électroniques et autres données intergalactiques. Certains, plus studieux, s'initient aux joies de la programmation, et d'autres leurs collègues à la « tortue », du langage Logo du professeur Seymour Papert, l'un des responsables scientifiques du Centre.

Dans son bureau design, Jean-Jacques, comme tout le monde l'appelle ici, est assis sur un tréteau en parcourant. Et l'enthousiasme de l'animateur du *Défi mondial* a manifestement été contagieux. Quelques mois à peine après la création du Centre, plusieurs équipes travaillent déjà d'arrache-pied : un groupe se penche, sous la direction d'un universitaire d'Orsay, sur les problèmes d'architecture des micro-ordinateurs et de réseaux. Les équipes travaillent sur le vidéotexte - un chercheur du Centre, M. Thomson - sur les problèmes d'interface homme-machine (synthèse et reconnaissance de la parole, écrans tactiles), sur les « systèmes experts » (avec un universitaire marseillais)...

### L'action sociale

Une grande partie des activités du Centre est tournée vers l'éducation ill

Dans les stages, où travaillent les équipes de chercheurs, on ne sent, on des sanglantes machines travaillent dur et du « crunch » : les principaux ordinateurs, l'ambiance est plus studieuse, mais elle garde ce caractère spontané et bon enfant qui évoque l'atmosphère du campus de quelque université américaine. L'anglais y est d'ailleurs, manifestement, aussi pratiqué que le français.

Dans son bureau design, Jean-Jacques, comme tout le monde l'appelle ici, ■■■■■ chemin parcouru. Et l'enthousiasme de l'auteur du *Défi mental* a manifestement contagieux. Quelques ■■■■■ peine après la création du Centre, plusieurs équipes travaillent déjà d'achoppes : un groupe ■■■■■ penche, ■■■■■ la direction d'un universitaire d'Orsay, sur les problèmes d'architecture des micro-ordinateurs et ■■■■■ réseaux. ■■■■■ équipes travaillent sur le vidéotique ■■■■■ chercheur ■■■■■ Thomson ■■■■■ sur les problèmes d'interface homme-machine (synthèse et reconnaissance de la parole, écrans tactiles), sur les ■■■■■ systèmes experts ■■■■■ (avec un universitaire marseillais).

Une grande partie des activités du Centre est tournée vers l'éducation "sociale", à travers l'Institut expérimental, sur le terrain de l'impact de la micro-informatique individuelle. Cet été, plusieurs dizaines de stagiaires ont été accueillis à Paris, notamment une douzaine de Sénégalais, qui ont animé, à Dakar, une antenne du Centre (parallèlement, l'équipe système homme-machine travaille à la synthèse de la parole en langue ouolof).

cette année 1982-1983 ■ en effet voir le lancement d'une grande opération ■ le quartier populaire de la Belle-de-Mai, à Marseille, au cours de laquelle seront installés deux mille ■ trois mille micro-ordinateurs, dont on étudiera l'intégration prioritairement dans les écoles, les maisons de jeunes, les associations.

« Tous mes espoirs viennent de la passion... jeuneuse », souligne M. Sorvan-Schreiber, évêque catholique de la région de la capitale. « L'entrée véritable vitrine du hall d'entrée... véritable vitrine... matériels informatiques... trop peu d'origine française. Mais l'optimisme du président du Centre reste tempéré : il cite, pêle-mêle, le retard de l'électronique française... que « l'industrie française... ensemble n'a... jours pas opéré l'informatique... » le décalage... la passion... jeunes... l'indifférence des adultes... des ministres qui financent... le Centre... le seul qui ne s'intéresse pas vraiment à ce qui s'y passe est celui de l'éducation nationale ».

« Il est vrai que le contraste est grand entre la philosophie du Centre, où les « utilisateurs finaux », les chercheurs, les enseignants, se trouvent en contact direct et immédiat avec l'ordinateur, et l'approche prudente de l'éducation nationale, qui préfère, pour l'instant, « former les formateurs ». Comme est important le fossé entre le « luxe informatique » du Centre, et les moyens dérisoires des autres établissements, même les informaticiens de l'université ou du C.N.R.S.

Critiques et ricaneurs avaient accueilli, dans certains cercles, la création du Centre, comme les idées développées dans le *Défi mondial*. Dans certains axes de recherche, et notamment pour ce qui concerne les aspects psychologiques, il se pourrait bien que le Centre remplisse aujourd'hui un « vide », en prenant en main des sujets parfois délaissés. Mais, dans tous les cas, pour ce qui concerne ces tous, comme *les sciences purement techniques*, ou l'activité du Centre devra être ardue, et se partager avec celle des autres équipes, l'heure du bilan n'est pas encore arrivée.

**XAVIER WIEGER**

**RÉALISE CHAQUE SEMAINE**

## spécialement destinée ■ ses lecteurs

**spécialement destinée ■ ses lecteurs  
résidant à l'étranger.**

*Exemplaire spécimen sur demande.*

## as communicators



C'est pour leurs qualités et leur fiabilité que les machines électroniques du bureau BROTHER EMI et EM2 ont été choisies par le comité d'organisation des Jeux Olympiques de Los Angeles 1984. Elles équiperont les centres de presse, les bureaux et l'ensemble des installations Olympiques.

**Au palmarès de leurs performances :**  
 ■ l'incroyable légèreté des touches du clavier commandées par micro-processeur (CPU) ;  
 ● un système d'impression "Marguerite" facile à utiliser :

- de nombreuses opérations électroniques (positionnement du papier, retour de la tête d'impression, soulignement, tabulation, marges, justification, etc.) ;
- un système de correction à l'affichage qui vous débarrasse des corrections manuelles et permet la suppression ou l'insertion d'un texte avant l'impression ;
- et, pour ■ EM2, une mémoire de ■ caractères qui conserve les formats et les adresses les plus utilisés.

**On le voit, les machines électroniques  
BROTHER EM1 et EM2 ont vraiment  
la forme olympiques. Résultat, elles sont**

aux premières places sur le podium de la concurrence internationale.

Prix de promotion :  
EM 1 : 7 249 F.T.T.C. (6 112 F.H.T.)  
EM 2 : 10 111 F.T.T.C. (9 174 F.H.T.)

brother®

**Machines à écrire Electroniques de Bureau**  
**BROTHER INDUSTRIES, LTD.** Nagoya Japon  
**BROTHER FRANCE :** 8, rue Nicolas Robert,  
 92000 Aulnay-sous-Bois. Tél. : 869.96.16.  
 Téléc. : 680 804 F  
 Magasin : 1, rue Étienne Marcel, 75001 Paris.



XAVIER WEEGER


**Le Monde**  
■ CHAQUE SEMAINE  
**DITION HEBDOMADAIRE**  
est destinée à ses lecteurs  
dans le monde.  
se procurer sur demande.

# QUE



LE30.000<sup>e</sup>

**Nashua fête son 30.000<sup>e</sup> client au Sicob.**  
Oui, 30.000 entreprises françaises ont déjà choisi Nashua pour photocopier en paix, sans problème.

La technologie Nashua, c'est le procédé liquide (LTT) qui élimine poudres et poussières  mi les délicats mécanismes d'un copieur : donc moins de panne.

Pour fêter **son** nouvelle étape du succès, pendant tout le Scob, Nashua offre à tous **son** qui veulent rejoindre la tribu des **son** problème, des prix exceptionnels dans le cadre de son opération "Flèche d'Or".

Et le 27 septembre, un Nashua 1205, le petit copieur sur papier ordinaire, **gagner toutes les 2 heures**. Du mardi 15 septembre au vendredi 1<sup>er</sup> octobre, venez jouer au grand loto Nashua : chaque jour, 7.500 F à gagner.

Une dernière offre Nashua : le copy-service. Une formule toute simple où ■■■■ ■■ payez ni plus ni moins que les photocopies que vous effectuerez. Nashua vous attend au Scob. Zone 4510. Zone E, Niveau 4.

Sicob. Stand 4510.  
Zone E, Niveau 4. **Copieurs Nashua,**  
**Pour photocopier en paix.**

premiers places sur le podium de la  
rence internationale  
promesse  
729 FETC / 612 FHT  
1082 FETC / 974 FHT

**rother**

as a centre Electroniques de Base

DEPT. OF STORES LTD Nagasaki  
JAPAN - 850-0000  
Nagasaki - Japan - 850-0000

100-1000 Paris



## L'importance des logiciels

Qui achète un micro-ordinateur personnel, pour quoi ? Cette question simple ne peut malheureusement recevoir qu'une réponse complexe et floue. Il y a des études de marché, des statistiques de vente, mais elles ne donnent qu'une vue partielle. Bien que subjective, la vision que font les responsables des ventes dans les principales firmes présentes sur le marché donne peut-être un meilleur éclairage que les données objectives et statistiques — même si chacun peut plaider que pour son saint.

Pour M. Fleys, de Hewlett-Packard, le micro-ordinateur est avant tout un outil de gestion. Il faut donc lui apporter un ensemble de matériels et de logiciels professionnels adaptés à ses besoins. Le HP-85, le modèle de base, est destiné, par 60 % de ses utilisations scientifiques, techniques, et par 40 % à la gestion. Il est donc un outil de gestion, de comptabilité, de gestion financière. « On n'achète pas un HP-85 pour jouer », dit-il, « mais pour résoudre des problèmes ». Il est beaucoup utilisé avec les jeux sur ordinateur, mais pour en faire profiter leurs utilisateurs. D'où l'importance attachée au concept d'ordinateur portable, mis en exergue par de récentes annonces. Il faut dire aussi que Hewlett-Packard, qui tient le haut de la gamme — ou le pavé — dans le domaine des calculatrices, est naturellement porté sur le micro-ordinateur portable. Les micro-ordinateurs, comme on le voit, l'annonce récente du HP-75, qui vient de sortir, sont déjà présents dans le monde du travail. Le HP-1211 et le HP-1500, par exemple, sont déjà utilisés dans les entreprises.

Autre préoccupation de M. Fleys, la distribution, qui est actuellement le point d'achoppement. Il n'est pas facile de penser ainsi, et c'est pourquoi pour les constructeurs, un micro-ordinateur est un produit qui se vend mal.

tend partout. Il a fallu, dit-il, deux ans à l'Europe pour que le micro-ordinateur soit devenu un produit courant. Il faut donc se doter d'un réseau qui soit jugé satisfaisant — trois cents distributeurs en calculatrices, une trentaine pour le HP-85, pour lequel la clientèle a besoin de plus de matériel. M. Fleys conclut-il.

Les propos de M. Jean-Louis Gassé, directeur général d'Apple pour l'Europe du Sud, vont dans le même sens. « Nous ne sommes pas une entreprise qui vend des machines », explique-t-il. L'ordinateur personnel, « c'est une machine intelligente utilisable par des non-informaticiens ». Ce qu'il y a de la machine, c'est l'ordinateur, « dont on ne programme pas ».

Un logiciel intelligent coûte cher, mais apporte encore plus. M. Gassé donne l'exemple de Visicalc, qui permet de réaliser des tableaux utiles aux gestionnaires, et qui a maintenu depuis des mois sa première position. « C'est un logiciel », dit-il, « qui a permis de faire passer la machine à la vitesse de la lumière ». Il coûte environ 1 000 francs, mais 10 % environ de ceux qui l'utilisent, mais augmente dans une bien plus grande proportion l'usage de ce matériel.

Encore faut-il que ce logiciel soit utile. La machine doit être intelligente, elle aussi, et le rôle du constructeur — une fois admis que peu ou prou

les machines se valent — est de bien délimiter les utilisations possibles du matériel, de choisir les bons logiciels, de bien former les distributeurs.

Ceux-ci doivent-ils être exclusifs, ne proposer qu'une marque ? C'est la solution adoptée par Tandy, qui dispose aux États-Unis d'un réseau de boutiques d'électronique Radio-Shack, qui étend progressivement son réseau en Europe — quatre-vingt-dix points de vente à la fin septembre en France. M. Gassé juge que « cette stratégie est parfaitement défendable », mais l'option d'Apple — au contraire d'entrer chez le distributeur lui-même, concurrence que M. Gassé, juge « stimulante ».

Cela permet de disposer d'un nombre de points de vente — deux — cinquante en France pour Apple, qui essaie actuellement d'étendre le réseau en direction des vendeurs de machines de bureau, « qui sont généralement des professionnels ».

Mais il y a deux écueils : d'une part, il faut former les distributeurs, et donc ne pas dépasser sa capacité de formation ; d'autre part, on ne peut être compétent sur tout, et les distributeurs ne peuvent offrir un trop grand nombre de machines. Il faut donc bien connaître et conseiller utilement ses clients. Le constructeur doit bien connaître ses distributeurs ; c'est l'insistance sur le contrôle qui a récemment permis à Apple de la rupture des accords avec le réseau de vente Compu-terland.

Les quelques centaines d'ordinateurs personnels présents sur le marché français sont répartis à six ou sept vers 1987. C'est du moins une opinion largement répandue. Autant dire que, dans les prochaines années, le pilotage sera difficile. Pour M. Gassé — il n'est pas le seul — ce sont donc les bons pilotes qui survivront.

## Des utilisations d'abord

(Suite de la page 25.)

Il n'existent plus que les musées : le représentant type maintenant le T.R.S.-80 modèle 1, aussi en voie de disparition. Ses caractéristiques sont un prix très bas, une mémoire le plus souvent un peu courte — sinon, il quoi servent les astuces de programmation, — une séparation des divers éléments qui facilite le bricolage. Un dense réseau d'amateurs, communiquant par des

revues très spécialisées, l'a mis à l'abri d'une abondante bibliothèque de programmes que son constructeur n'a plus eu qu'à adapter aux usages professionnels ou familiaux.

L'autre classe « amateur », celle des ordinateurs familiaux, a des caractéristiques qui font opposés. Ici, l'utilisateur ne programme pas et utilise une machine presse-bouton, qui n'est que le faire-valoir de nombreux programmes. Tout le problème est de constituer la bibliothèque. Texas Instruments a mis trois ans à doter le TI-99/4 d'un jeu de logiciels que la firme juge satisfaisant, et il manque pas de logiciels pour s'interroger sur le Thomson-9000 — qui sera finalement « éclaté » en trois modèles. La tâche est plus simple pour les « vieux » de l'informatique individuelle, qui tentent d'occuper le créneau du V.C.R.S. couleur. Tandy ou le V.C.R.S. de Commodore — bien que pour aborder le marché français de l'ordinateur familial — un gros travail de traduction et d'adaptation reste nécessaire.

### PORTATIF

L'appelle l'Osborne-1, du nom de son créateur Adam Osborne, est le premier micro-ordinateur portable. Il pèse douze kilogrammes et tient dans une valise. C'est le premier ordinateur personnel conçu pour accompagner son propriétaire dans ses déplacements.

Il y a eu d'autres ordinateurs qu'on pouvait emporter : ceux qui sont au format de poche — mais ils sont le limite basse de ce que peut recouvrir le terme micro-ordinateur — ou des machines déjà plus puissantes comme le modèle 85 de Hewlett-Packard et le Portat de R2E. Mais dans leur cas la valise était un élément surajouté : on en sort l'ordinateur quand on veut l'utiliser. Pour l'Osborne-1, elle constitue l'enveloppe même de l'appareil : son ouverture a seulement pour effet de faire apparaître le clavier, deux unités de disques et un logement pour les disquettes ; enfin un petit écran.

Cette taille réduite de l'écran (13 centimètres) est une limitation gênante pour une machine destinée à la gestion — alors qu'elle l'est moins sur le HP-85

plutôt orienté vers le calcul. En fait, un moniteur de télévision de taille normale peut être branché sur l'ordinateur : le problème est là pour qu'on n'ait pas besoin d'emporter ce moniteur. L'utilisation en voyage va aussi se heurter à l'impératif d'alimentation électrique. Pour les simplifier, l'appareil peut être branché sur la batterie de douze volts d'une voiture ou sur des batteries spéciales qu'on peut aussi emporter avec soi. Enfin, l'imprimante ne voyage pas.

Dans la floraison actuelle de machines, c'est peut-être le concept d'ordinateur portable qui est la principale nouveauté, c'est peut-être lui qui marquera l'année 1982 — ou 1981 — dans l'histoire de l'informatique individuelle. Cette histoire, qu'il est bien trop tôt pour écrire, sera caractérisée par une absence totale de vision d'ensemble chez les acteurs qui la font. L'informatique individuelle est une collection d'initiatives dispersées : certaines n'ont aucun succès, d'autres déclenchent une mode fugace, rares celles qui sont porteuses d'avenir. L'ordinateur portable est à la mode, mais entre-t-il dans cette même liste ? Voir, au prochain épisode, le traité prédictif.

thèque. Texas Instruments a mis trois ans à doter le TI-99/4 d'un jeu de logiciels que la firme juge satisfaisant, et il manque pas de logiciels pour s'interroger sur le Thomson-9000 — qui sera finalement « éclaté » en trois modèles. La tâche est plus simple pour les « vieux » de l'informatique individuelle, qui tentent d'occuper le créneau du V.C.R.S. couleur. Tandy ou le V.C.R.S. de Commodore — bien que pour aborder le marché français de l'ordinateur familial — un gros travail de traduction et d'adaptation reste nécessaire.

Peut-être faudrait-il aussi distinguer une troisième classe : celle des ordinateurs d'initiation, très bon marché, mais très limité, qu'on utilisera vite en vue de remplacer par une machine plus puissante. Le ZX-81 de Sinclair en serait le modèle, plus que les ordinateurs de poche.

La catégorie « scientifique » est bien représentée par le HP-85 et ses variantes. Les nouveaux ordinateurs portatifs viennent le concurrencer. Cette catégorie devrait s'agréger à celle des ordinateurs professionnels, qui, en revanche, réclame un nouveau découpage.

On ne peut guère définir de représentant type de la catégorie « conseil-gestion », et il n'est même pas sûr que cette utilisation engendre une catégorie : un ordinateur adapté à l'enseignement devrait pouvoir trouver d'autres usages, surtout s'il est un ordinateur familial soumis à certaines contraintes de professionnalisme. En France, l'éducation nationale est le client presque unique, et ses achats sont fondamentaux pour les petits constructeurs français : R2E, S.M.T. Mais suffisamment à la fois pour vivre et, comme beaucoup le pensent, il n'y a plus, cinq ans, qu'une poignée de constructeurs ? On ne voit pas alors de place pour un constructeur français — mais, plus curieusement, certains estiment qu'il n'y aura pas non plus pour les Japonais, confrontés par la structure de leur langue par la différence des men-

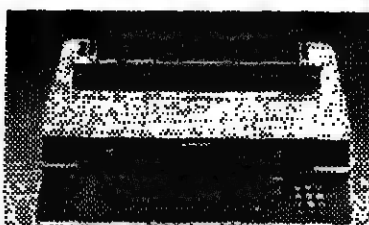
Machines à écrire Triumph-Adler : la mémoire électronique. Au SicoB stand 1 BC 1260.



Oubliées, les frappes répétitives.

« Il n'allait plus entre mon patron et moi, il avait la fâcheuse habitude de me faire modifier son courrier en fin d'après-midi. Dans un sens cela s'explique, nous avons tellement travaillé... Il a résolu le problème, c'est moi qui lui ai donné l'idée... Nous nous sommes offerts une machine à écrire électronique Triumph-Adler. »

La gamme des machines à écrire électroniques



Triumph-Adler : SE 1005 - SE 1010 - SE 1011 - SE 1030 représente la synthèse des techniques actuelles. Elles sont performantes, simples d'emploi, parmi les plus silencieuses du monde et mettent l'électronique à la portée de tous.

Cette gamme est maintenant complétée par la SE 1040, véritable innovation dans le confort du poste de travail : elle permet une installation modulaire

grâce à son clavier ultra-plat indépendant de la partie imprimante.

La diminution des manipulations, la suppression des gestes inutiles et des manœuvres compliquées sont le souci constant de Triumph-Adler qui propose des machines à écrire où chaque détail est important quand il peut faciliter le

travail. En alliant innovation, simplicité et confort, Triumph-Adler améliore et diminue le temps de travail.

**TA TRIUMPH-ADLER**  
Les machines à écrire qui facilitent la vie

Pour recevoir une documentation, veuillez retourner ce coupon à : TRIUMPH-ADLER FRANCE, 3/7 avenue Paul Doumer 92502 Rueil-Malmaison Cedex.

Nom

Profession

Téléphone

TRF 1000000000

سكزا من الارضين



# professionnelles

dans le ~~troisième~~ paragraphe consacré à l'« envahissement de l'électronique », quo' « le ~~silicium~~ *silicium* remplacera la pellicule photo ~~du~~ *film* » ; il fallait lire *seigneur* au *silicium* (dans le sens de « censeur »).

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de M. Gérard Théry, « *Probleme de la mesure du silicium électronique* », paru dans notre premier supplément (1) (le Monde du 22 septembre), une erreur nous a fait écrire, dans le premier paragraphe consacré à l'« *amplissement de l'électronique* », qu'« *on mesure dans le silicium en remplaçant la pellicule photo du film* » ; il fallait lire sans doute : « *on mesure dans le silicium (dans le sens de « contour »* ».

mathématiques ou statistiques. Il existe

éducation, gestion, recherche et développement, utilisation personnelle ou professionnelle, logiciel système.

# Gestetner

UN UNIVERS DE PHOTOCOPIEURS



# A la D.G.T. : gros ordinateurs, minis et micros pour la gestion et la communication

Depuis 1975, les télécommunications françaises ont entrepris un vigoureux effort de rattrapage pour doter le pays d'un réseau téléphonique moderne et étendre le parc des lignes installées. Cet effort doit beaucoup à l'informatique. Celle-ci a permis, non sans mal, de répondre à l'augmentation du volume des tâches administratives et de développer de nouveaux matériels de commutation basés sur des calculateurs puissants. Enfin, la télématique est aujourd'hui un gros consommateur d'informatique, non seulement pour les applications extérieures aux télécommunications, mais aussi à l'intérieur de l'administration.

EN 1981, la D.G.T. (direction générale des télécommunications) a établi pour sa gestion un plan directeur baptisé « Informatique ». Ce plan, basé sur le développement de quelques grandes applications nationales qui devaient être mises à la disposition des services extérieurs et implantées sur des structures matérielles différentes. Un second plan, « Informatique 90 », doit être mis au point entre octobre 1982 et juin 1983. Il doit tenir compte de l'évolution des matériels, des problèmes de réseaux, du développement du logiciel et de la bureautique, et de l'impact de ces technologies sur l'organisation du travail.

La facturation est la plus ancienne des applications. Il en existe plusieurs versions dont une, nationale, qui est en cours de mise en place et sera opérationnelle sur l'ensemble du territoire dès la fin de l'année. Elle est implantée sur Cyber de Control Data qui desservent l'est, l'ouest et le sud du territoire. Chaque centre régional de facturation est équipé d'un terminal lourd Mitra 125 de la SEMS d'un d'Alcatel.

La plus importante application concerne la gestion des demandes et des abonnements. Deux programmes ont été développés : Gdem (Gestion des demandes) et Agate (Automatisation de la gestion des abonnés des télécommunications). Gdem permet de gérer les fichiers rassemblant des informations sur les nouveaux contrats, les modifications, les suppressions d'abonnements. Gdem est à la disposition des agences commerciales à partir desquelles les informations sont consultées ou saisies en temps réel. Cette

application permet de transmettre des informations aux centres de facturation, aux services de photocomposition des annuaires, aux services des renseignements (microfiches) et aux téléboutiques. Agate est un « sur-système » de Gdem qui offre en plus le fichier des abonnements existants et permet en théorie d'améliorer le traitement des modifications des informations (dans Gdem chaque modification d'un abonné entraîne une nouvelle saisie de toutes les informations). Le développement d'Agate implique du fait que Gdem a été conçu à une époque de forte croissance des raccordements d'abonnés, correspond moins aux besoins actuels, car la gestion des nouveaux abonnements est moins importante que celle des usagers existants.

## Onze grandes applications

Les applications mettent en œuvre un parc informatique important. Gdem, qui est utilisé par une centaine d'agences commerciales sur un D.P.S.-7, C.I.L.-H.B. et six Iris-80, un D.P.S.-7, C.I.L.-H.B. et six mille terminaux transactionnels spécialisés. Les services de la région parisienne, qui ont toujours manifesté une certaine indépendance par rapport à la direction générale, n'ont pas adopté Gdem. Ils ont développé leur propre application et conservent encore une part importante de traitement manuel.

La mise en place d'Agate est complexe. Cette application en deux versions, centralisée et décentralisée. Dans la version centralisée, chaque ordinateur central (Iris-80 ou D.P.S.-7) traite les demandes de

dozaine d'agences. Dans sa version décentralisée, un mini-ordinateur (mini 6) est installé dans chaque agence. Un bilan des deux versions doit être fait à la fin de l'année mais il semble dès à présent que l'on s'oriente vers la deuxième solution.

Il compte onze autres grandes applications nationales ou régionales à la D.G.T. et dans ses services extérieurs. Citons : un centre de calcul qui traite six ordinateurs D.P.S.-8 et commence à s'équiper en minis, un service de gestion des stocks régionaux basé sur une cinquantaine de minis (un par direction régionale), quatre ordinateurs D.P.S.-8 et deux cent cinquante terminaux imprimés, un service de gestion du trafic (un MITRA 225 par direction opérationnelle). Le service commercial de la gestion technique des abonnés utilise actuellement une douzaine de mini-ordinateurs. Des études sont en cours pour informatiser la gestion des cabines publiques. Deux autres études sont en cours : l'une pour informatiser l'essai et l'autre pour enlever ce marché.

La politique des services centraux de la D.G.T. consistant à développer de grandes applications nationales centralisées et à les mettre ensuite en place dans les services extérieurs n'a pas toujours été un succès. Dans plusieurs régions, des ingénieurs (dont certains ont été à la base du développement des applications locales) ont développé des applications locales micro-ordinateurs pour automatiser des traitements (en particulier celui de la gestion technique des abonnés), bien avant que la solution nationale soit opérationnelle et à un prix de revient très inférieur.

Ils acceptent mal aujourd'hui de voir leurs systèmes remplacés par Gdem et Agate. L'exemple typique de cette pénétration « sauvage » de la micro-informatique est le phénomène L.S.T.C. En 1980 et 1981, deux cents machines de ce constructeur américain ont été achetées par divers services pour régler des problèmes de gestion. Devant une poussée de la micro, le ministère des P.T.T. a dressé, en 1981, avec le ministère de la recherche et de l'in-

dustrie, une liste des micro-ordinateurs et des logiciels agréés, « afin de permettre la création d'applications locales dans de bonnes conditions ».

## 1 000 calculateurs de grande puissance

Le rejet par certains personnels des solutions nationales centralisées est dû à la difficulté de leur mise en œuvre et à leur impact sur les conditions de travail. Certains agents estiment que ces applications n'ont fait que se superposer à l'ancienne structure administrative (en particulier dans le cas de Gdem) et ont provoqué un accroissement de la circulation du papier. Dans Gdem, par exemple, de fréquentes erreurs de saisie des données destinées aux services informatiques de photocompo-

sition des annuaires ont ralenti le processus d'automatisation.

L'informatique dans les télécommunications, c'est aussi la commutation. Depuis la mise en place des centraux électroniques, ce secteur est un marché important pour les ordinateurs. La plupart de ces centraux sont équipés de deux calculateurs qui travaillent en partage de charge pour des raisons de fiabilité (le taux d'indisponibilité des centraux n'est en principe que d'une heure tous les quarante ans). Les systèmes E10 utilisent un calculateur Mitra 225 de la SEMS, les MT-20 et MT-25, un calculateur MU 320 de Thomson-CSF (dérivé de 3202 d'I.T.T.), les centraux L.F., un calculateur L.T.T. fabriqué par la C.G.C.T., et les centraux E12, un calculateur CS 14 fabriqué par CIT-Alcatel. Près d'un millier de calculateurs seront commandés

d'ici à 1984. Deux cent cinquante Mitra et sept cent cinquante d'une puissance égale à celle d'un Iris 80. La commutation est le plus gros consommateur national de calculateurs de grande puissance.

Les logiciels représentent aujourd'hui 50 % du coût d'un central E10 ou MT-20. D'ici 1985, ce chiffre devrait atteindre 90 %. Ce sont des produits très complexes qui comportent jusqu'à 500 000 instructions de 32 bits. Certains chercheurs des télécommunications, en particulier ceux du CNET-Lannion, ont estimé qu'il fallait tenter de développer des systèmes à intelligence répartie pour essayer de simplifier ces problèmes de logiciels. Il semble qu'ils aient été entendus et que l'on s'oriente à présent vers des systèmes à microprocesseurs.

RICHARD CLAVARD

## 1,1 milliard de francs en 1981

EN 1981, les dépenses informatiques de la D.G.T. ont atteint 1 100 millions de francs, soit 2 % de son chiffre d'affaires. Le matériel représente 36 % du total. Les personnels 47 %. Cette administration a distribué 17 millions de francs aux S.S.C.I. (services à caractère social) au titre de contrats d'études ou de réalisations au forfait et 47 millions de francs au titre de l'assistance technique. Deux mille six cents informaticiens sont affectés à la D.G.T. et dans ses services extérieurs (hors S.S.C.I.). Les investissements représentent une moyenne de 300 millions de francs par an, le montant des études de développement a atteint 165 millions de francs en 1981. Plus de 80 % du total des dépenses sont consacrées à la mise en œuvre des systèmes, 15 % à des études et développements.

Pour ce qui est du parc, les tâches de gestion sont assurées par 23 gros et moyens calcu-

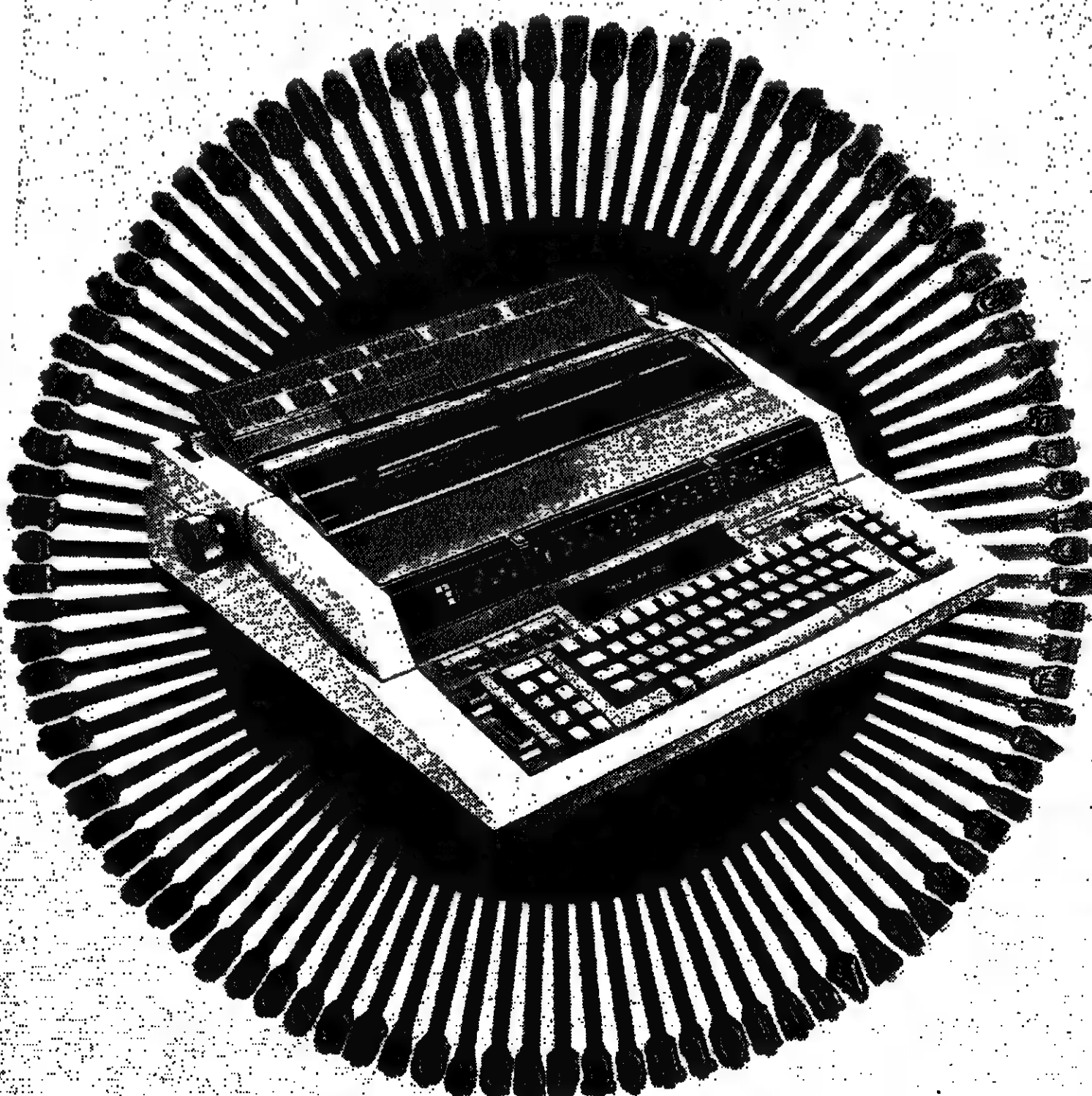
teurs, 140 minis ou structures multi-micros, 300 terminaux lourds et contrôleurs de terminaux intelligents et 7 000 ordinateurs de table ou terminaux légers ; les trois quarts de ce parc sont fournis par des constructeurs nationaux. Les projections à cinq ans donnent pour le groupe 1, 26 unités ; pour le groupe 2, 300 unités ; pour le groupe 3, 300 unités, et pour le groupe 4, 22 000 unités.

Les trois quarts de ce parc sont constitués par des matériels français, principalement de chez Thomson (SEMS) et C.I.L.-H.B. En 1981, la Cour des comptes avait sévèrement critiqué la politique d'achats préférentiels de l'administration en faveur de ce dernier. Sa part de marché dans les télécommunications n'est pas étrangère à ces critiques. La D.G.T. est, en effet, le plus important client pour les Iris III biprocesseurs (six machines), et certainement un des premiers pour les Mitra-6. A la C.I.L.-H.B., on reconnaît que le

D.G.T. est un « moteur » qui permet aux sociétés d'informatique d'obtenir des commandes et de pénétrer de nouveaux domaines d'application, tant en France qu'à l'étranger. Mais, on ajoute que la compagnie ne détient que 40 % du marché total des administrations, alors qu'à l'étranger les constructeurs nationaux ont contrôlé 100 % aux États-Unis, 99 % au Japon et 60 % en République fédérale d'Allemagne.

Du côté de chez I.B.M., on se contente de répondre poliment aux appels d'offres, sans grand espoir, du moins pour l'instant. La D.G.T. n'achèterait du matériel I.B.M. que lorsqu'il s'agit de fournir le type d'équipement pour les imprimantes à laser qui sont utilisées actuellement pour établir des factures.

La D.G.T. occupe une place importante sur le marché du logiciel, car elle utilise plus de 20 % des logiciels fabriqués en France.



Du nouveau dans l'écriture électronique

Les nouvelles Canon ont tout pour vous simplifier la vie. Silence compris.

CANON AP 400. Canon AP 500. Avec ces deux nouvelles machines les tâches ingrates qui lui font perdre du temps. Les travaux répétitifs et fastidieux : centrages, mise en page des tableaux, soulignés, sont pris en charge automatiquement. Les corrections aussi. Et cela avec une qualité de frappe, un confort d'utilisation - et un silence - qui en disent long sur la compétence de Canon électronique.

L'électronique Canon, on la retrouve dans la mémoire des nouvelles Canon : mémoire de correction de 11 caractères (5 à 7 lignes de texte) et pour l'AP 500 - une mémoire permanente conservant jusqu'à 1100 caractères, soit 20 pages de texte.

Les nouvelles Canon, elles, feront gagner du temps. Et on additionne toutes leurs performances, elles vous feront aussi gagner de l'argent. Silence compris.

Je souhaite... Recevoir une documentation sur l'AP 500 ☐ sur l'AP 400 ☐ Une prise de contact pour une démonstration de l'AP 500 ☐ de l'AP 400 ☐ Canon-France - Département écriture - 93134 Le Blanc-Mesnil Cedex Téléphone : 865.42.23.

Librairie Informatique Electronique • TOUS OUVR. FRANÇ. 1, rue Campagne-Première



PROCHAINES TRANCHE DES VERT

21

LOTTERIE NATIONALE

LIBRAIRIE INFO

ELECTRONIQUE •

TOUS OUVR. FRANÇ.

1, rue Campagne-Première

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010

Paris 10<sup>e</sup> - 75010







## I. — La construction de l'autre Transsibérien

صكنا من الاصل











## La crise et ses retombées industrielles

(Suite de la première page)

En sein de la multinationale néerlandaise, il y a, ce n'est un secret pour personne, deux clans. L'un est partisan d'un ancrage de plus en plus poussé sur les Etats-Unis. L'autre entend jouer la carte européenne. Des conversations épisodiques avaient eu lieu ces dernières années avec la C.G.E., dont la filiale C.I.T.-Alcatel est un des pionniers des centraux électroniques temporels. Philips souhaitait bénéficier des compétences technologiques françaises (notamment de celles du Centre national d'études des télécommunications), et obtenir une petite part du marché P.T.T. à travers ses filiales françaises. En contrepartie, elle aurait apporté ses compétences en matière de recherche fondamentale, de composants électroniques et l'appui de son réseau commercial mondial. Les négociations n'avaient pas débouché, les P.T.T. français étant alors quelque peu réticents.

Le changement de gouvernement en France allait, de toute façon, repousser ces grandes manœuvres. Pourtant, l'idée d'une alliance entre Philips et l'électronique française faisait son chemin. Le nouveau P.D.G. du groupe, M. Dekker, multipliait depuis neuf mois les appels à la coopération européenne face au danger japonais, et proposait à Thomson une alliance dans l'électronique grand public, notamment sur les magnétoscopes et les futurs produits vidéo. Le groupe français — dont les équipes commerciales ont été et sont toujours considérées comme leur principal concurrent et ont tout fait dans le passé pour ruiner toute tentative de coopération avec lui — hésitait, craignant de faire « un marché de dupes ».

Aussi, commençait-on à réfléchir sur un accord global entre la France et Philips, englobant les télécommunications, point fort des Français, le grand public et les composants, points faibles de Philips. C'est cet espoir qui vient apparemment de s'envoler, car l'accord entre Philips et A.T.T. est bel et bien reçu en France comme un « coup de Jar-

nac ». Comment en effet négocier désormais sur un pied d'égalité avec la multinationale alors qu'elle vient, par cet accord avec A.T.T., d'octroyer à la France sa carte maître — les télécommunications — dans une négociation globale. Une coopération Philips-Thomson dans la seule vidéo risque d'être par trop déséquilibrée, et le groupe français, pour qui Philips « tient un double langage », sera maintenant plus sensible aux signaux japonais.

L'histoire déterminera un jour la part de responsabilité de chacun dans les heurts et malheurs de l'électronique. Une chose est sûre, le mercredi 22 septembre 1982 sera, avec l'annonce des « négociations pour une coopération » entre A.T.T. et Philips, à marquer d'une pierre noire pour l'Europe.

J.-M. QUATREPOINT.

## CONJONCTURE

### LE DOCUMENT D'ORIENTATION DU IX<sup>e</sup> PLAN DEVAIT ÊTRE PRÉSENTÉ DÉBUT OCTOBRE

La commission nationale de la planification devait être saisie, début octobre, du document d'orientation du IX<sup>e</sup> Plan, document que M. Rocard avait été invité à modifier au terme du comité interministériel du 13 septembre (le Monde du 16 septembre).

Conformément à la loi du 30 juillet 1962, c'est le gouvernement qui doit saisir la commission nationale. Il est donc attendu que le conseil des ministres se sera prononcé auparavant, ce qui devrait faire également dans la première semaine d'octobre.

Le retard apporté à ces délibérations tient au fait que M. Michel Rocard se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il a été invité par le président de la République, où l'on considère que le texte remis ne devrait plus soulever de problèmes.

## Les difficultés de la sidérurgie européenne s'accroissent

L'industrie européenne de l'acier s'enfonce dans la crise. La consommation et la production dans les pays de la communauté sont ainsi revenues à leur plus bas niveau depuis trente ans. En conséquence la Commission européenne qui cherche à éviter

une guerre des prix à 25,6 millions de tonnes la production maximum pour le quatrième trimestre de 1982 (contre 32 millions de tonnes pour le premier trimestre 1982 et 31 millions de tonnes pour le dernier trimestre 1981).

Cette dégradation continue risque de rendre fort délicate les discussions qui vont avoir lieu à Bruxelles sur les plans de restructuration qui vont être présentés par différents Etats dont la France

De notre correspondant

à l'amélioration de la productivité dans le secteur, substitution de produits à d'autres.

Phénomène nouveau souligné par M. Davignon : la baisse de la consommation frappe aussi sévèrement les produits plats (les tôles), jusqu'ici relativement épargnés, que les produits longs. La désaffection du marché des produits plats s'explique en grande partie par la crise que subit elle-même l'industrie automobile.

La politique anticrise menée par la Communauté sous l'autorité de la Commission depuis quelques années consiste à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande afin de « tenir » les prix. Pour ce faire, la production est contingencée soit de manière obligatoire, soit en vertu d'accords volontaires conclus entre les sidérurgistes.

### Toute l'O.C.D.E. est touchée

Compte tenu des prévisions de consommation et du faible niveau auquel devraient se situer les exportations du fait du protectionnisme américain (5 millions de tonnes au cours du quatrième trimestre 1982 contre 7,31 millions de tonnes au cours du quatrième trimestre 1981), la Commission a fixé à 25,6 millions de tonnes la production à ne pas dépasser au cours du quatrième trimestre 1982, à comparer aux 32 millions de tonnes du premier trimestre 1982 et aux 31 millions de tonnes du dernier trimestre 1981.

Pour parvenir à ce bas niveau, il faut réduire de manière sensible les contingents de production autorisés pour chaque entreprise. Les taux de réduction que publie maintenant la Commission sont les plus importants enregistrés depuis le début de la crise. Désormais, ils affectent égale-

ment fortement les produits plats (1).

Il n'existe qu'un type de produit pour lequel la Commission autorise, parce qu'il se vend bien, une augmentation de la production. Il s'agit des « autres tôles revêtues ». C'est là une démonstration de l'incapacité d'améliorer la qualité de la production, un aval des larmes, observe M. Davignon. Avec de tels taux d'abaissement, le taux d'utilisation de la capacité de production, qui était de 62 % en 1981 (87 % en 1973), va descendre au-dessous de 60 %. M. Davignon note qu'il vient également de tomber au-dessous de 60 % au Japon et que les aciéries tournent à moins de 40 % de leur capacité aux Etats-Unis. La crise de la sidérurgie n'épargne aucun pays de l'O.C.D.E.

La Commission redoute par dessus tout que la chute des commandes ne provoque un dérapage sur les prix : « Plus on a peur de ne pas vendre, plus on est tenté de moins produire », remarque M. Davignon, qui vient d'avoir de longs entretiens avec les professionnels pour s'assurer qu'ils joueraient le jeu, autrement dit qu'ils veilleraient à ce que le nouvel ajustement entre l'offre et la demande, qui est maintenant décidé, s'accompagne effectivement — c'est sa raison d'être — d'une politique de discipline des prix.

La baisse spectaculaire de la consommation d'acier rend plus nécessaire que jamais, souligne-t-on à Bruxelles, la mise en œuvre coordonnée dans la Communauté de programmes de restructuration. Ces programmes, qui visent pour améliorer la compétitivité des entreprises à moderniser les équipements et, en même temps, à réduire la capacité de production, doivent être transmis

PHILIPPE LEMAITRE.

Voici quelques exemples de taux d'abaissement : larges bandes à chaud : 44 % pour le quatrième trimestre 1982, contre 18 % au quatrième trimestre 1981, et 22 % au deuxième trimestre 1982 ; tôles non revêtues, 42 %, contre 30 et 27 % ; tôles galvanisées, 16 %, contre 10 et 9 % ; tôles à béton, 47 %, contre 24 et 38 %. Acier marchand, 40 %, contre 20 et 28 %.

(Publicité financière)

## Bilan 1981.

### L'épreuve du passé nous permet d'affronter l'avenir.

En 1981, nous avons à nouveau pu présenter un bilan très satisfaisant. Pour ceux qui suivent depuis un certain temps nos activités, il confirme le bien fondé de notre politique d'entreprise, entièrement tournée vers l'avenir.

C'est précisément dans les périodes difficiles — et l'on sait que rien n'a été simple au cours de ces dernières années — qu'une entreprise comme Daimler-Benz doit penser, prévoir et agir à long terme. Dans cette optique, nous devons concilier deux principes apparemment contradictoires.

Le premier : maintenir sans concessions ni inflexibilités nos techniques de pointe, notre qualité, la satisfaction de l'utilisateur, la sécurité, la robustesse et le confort. Autant de facteurs qui créent la confiance de nos clients en nos produits, impératif majeur pour un succès durable.

Le second : agir, aller de l'avant, pour s'adapter à de nouvelles conditions. Nous devons et nous voulons trouver les solutions du futur : économies de consommation ou lutte contre la pollution par exemple.

Voilà ce que l'on attend de nous. A juste titre.

#### Des modèles très compétitifs. Pour s'imposer sur le marché.

En dépit d'une année automobile difficile, nous avons pu porter notre production de voitures de tourisme de 429.078 à 440.778.

Nos bons résultats reposent, selon nous, sur des programmes fortement compétitifs et sur notre implantation commerciale dans le monde entier.

Les conceptions de Mercedes-Benz en matière d'énergie nous ont permis d'avancer très sensiblement dans le domaine des économies de carburant.

Nous avons réussi à réduire jusqu'à 22 % la consommation de nos modèles, tout en améliorant nos normes anti-pollution. Ce fut, notamment, le cas dans les modèles de gamme haute, dont nous avons pu produire et vendre en 1981 plus de 95.800 unités.

Cependant ces économies ne se sont pas faites aux dépens des performances routières ou du confort. Et encore moins aux dépens de la qualité et de la sécurité.

Ces remarques s'appliquent aussi pour les modèles 200 et 230 E dotés de moteurs à quatre cylindres particulièrement performants mais économes.

Notre nouveau modèle de classe, le grand coupé dans les versions 380 SEC et 500 SEC a été accueilli avec enthousiasme par la clientèle.

DAIMLER-BENZ AG					
BILAN SIMPLIFIÉ DU GROUPE.					
	au 31 décembre			au 31 décembre	
	1981	1980		1981	1980
Actif	en millions de DM		Passif	en millions de DM	
Immobilisations	5.790,9	4.479,9	Capitaux propres	6.266,0	5.315,3
Fonds de roulement (net)	14.321,3	12.723,5	Capitaux de tiers	13.846,2	11.888,1
Total du bilan	20.112,2	17.203,4	Total du bilan	20.112,2	17.203,4

COMPTES SIMPLIFIÉS DES PROFITS ET DES PERTES DU GROUPE.			
	1981	1980	
	en millions de DM	en millions de DM	
Chiffre d'affaires	36.660,7	31.053,7	*) Ne peut être comparé avec 1981 par suite des modifications apportées aux structures des retraitements des collaborateurs de Daimler-Benz AG.
Augmentation des liquidités et autres prestations propres transformées en actifs	892,5	1.073,1	
Frais de matériel	19.496,9	16.556,2	
Frais de personnel	9.983,3	8.815,8	
Amortissements	1.587,7	1.447,3	
Impôts	3.091,0	1.692,8	
Depenses supplémentaires provenant des autres postes de dépenses et de revenus	2.457,9	1.512,7	
	826,3	1.102,0	
dont :			
Dissolution de réserves (déneuvement)	—	391,0	
Bénéfices de l'exercice	826,3	711,0	

La production et la vente de véhicules utilitaires ont été l'année dernière, pratiquement maintenues au niveau élevé de 1980 (268.925 contre 272.868). Et cela malgré la faiblesse des investissements dans la plupart des pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis. Le chiffre d'affaires en valeur a, quant à lui, progressé.

C'est le résultat de l'augmentation de nos exportations de camions mi-lourds et lourds au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Sans la progression des exportations, un recul des ventes et de l'emploi aurait été inévitable. Mais, nous n'avons pas seulement renforcé nos ventes hors des frontières : nous avons accru nos investissements à l'étranger. C'est ainsi que l'acquisition de Freightliner, le constructeur nord-américain de poids-lourds doit assurer à Daimler-Benz de solides positions sur le marché outre-atlantique dans ce secteur.

#### Les exportations sont et restent l'épine dorsale de l'industrie automobile européenne.

Les activités à l'étranger ont constitué le moteur essentiel de notre croissance en 1981. En 1980, elles représentaient 55 % du chiffre d'affaire du groupe. Un an plus tard, elles atteignaient 63 % de ce même chiffre, qui est aujourd'hui de

reste saine et forte.

Pour maintenir et faire progresser l'avance technique de nos véhicules, nous investissons chaque année plus d'un milliard de DM dans la recherche et le développement. Et, dans le cadre de notre planification à moyen terme des investissements, nous dégageons annuellement plus de 2,5 milliards de DM pour des produits nouveaux, de nouvelles installations de production, une plus grande souplesse de notre fabrication et une amélioration de nos réseaux commerciaux et de distribution.

La nouvelle série de voitures de tourisme compactes W 201 en fournit la meilleure preuve. Nous introduisons sur le marché, au début de l'année prochaine, les modèles 190 et 190 E.

Nous sommes confiants. Nous réussirons à gagner de nouveaux clients. Car, ce sont toujours les mêmes critères de qualité, de sécurité. Ils ne feront pas exception par rapport à nos autres produits.

Au 31 décembre 1981, les effectifs dans le monde entier de Daimler-Benz étaient de 187.961.

Parmi ceux-ci, la part de Mercedes-Benz France n'est pas négligeable puisque la filiale française de notre groupe emploie directement près de 2700 salariés tant dans le secteur de la distribution que dans celui de l'après-vente.

D'autre part 2100 travailleurs frontaliers de l'est de la France sont employés dans les usines de Wörth et de Gaggenau, il faut également y ajouter 6000 personnes constituant l'ensemble des salariés employés par les concessionnaires et agents de Mercedes-Benz France.

#### Confiance dans l'avenir.

Notre politique de modèles s'inscrit parfaitement dans la tendance qui se confirme d'une recherche de véhicules de haute qualité, économes et durables.

Elle nous garantit une solide demande tant en Allemagne fédérale qu'à l'étranger, et par là même un bon niveau d'emploi. Le marché allemand du véhicule utilitaire reste déprimé, et nous n'avons pu totalement y échapper.

Nous espérons, cependant, maintenir notre production dans ce secteur au stade atteint en 1981.

Nous n'atteindrons les objectifs que nous nous sommes fixés dans une conjoncture toujours difficile qu'en mettant pleinement en œuvre toutes les ressources en hommes et en matériel de notre entreprise.

Avec votre confiance aussi, que nous voulons continuer de mériter grâce à nos performances.



Mercedes-Benz

Agences de l'Autoroute  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982

13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982  
13 Septembre 1982



# FAITS ET CHIFFRES

## Conjoncture

La consommation de produits manufacturés par les ménages a augmenté de 2,8 % en août. Elle avait baissé de 6,7 % en juillet, progressé de 10,7 % en juin, baissé de 2,5 % en mai. Cependant, selon les statistiques de l'INSEE, les achats des ménages progressent si l'on prend en compte l'automobile, mais se stabilisent en juillet-août - si l'on exclut l'automobile - à leur niveau du premier semestre.

## Energie

CONOCO vend une partie de ses intérêts pétroliers. La compagnie pétrolière CONOCO vient de conclure un accord de principe pour la vente à Petrobras Corp. de ses intérêts à 100 % dans trois gisements offshore dans le golfe du Mexique et au large de la Californie, et à 24 % dans vingt-cinq gisements situés dans divers Etats américains. Cette transaction, qui porte sur un montant de 772 millions de dollars, devrait permettre à la société Dupont, qui avait acheté CONOCO l'an passé pour 7,8 milliards de dollars, de réduire la dette qu'elle avait alors contractée. (A.F.P.)

La société pétrolière et gazière américaine G.H.R. (Good Hope Refinery) qui connaît des difficultés de trésorerie a passé un accord avec les quatre banques qui lui avaient fait crédit, dont la plus engagée est Paribas (195 millions de dollars). En vertu de cet accord G.H.R. obtient un délai qui expire en juin 1984 pour payer les intérêts sur 430 millions de dollars de prêts. 300 millions de dollars seront remboursés sur les revenus courants de la firme.

## Etranger

### ETATS-UNIS

Une forte baisse des commandes de biens durables à l'industrie américaine - la plus marquée depuis le début de la récession - a été enregistrée en août, jetant une ombre sur les perspectives de reprise. Selon le département du commerce, les commandes ont baissé de 4 % pendant le mois sous revue, soit leur plus fort recul mensuel depuis octobre 1981. Leur valeur a atteint 73,4 milliards de dollars. Cette baisse affecte toutes les catégories de biens durables, à l'exception des machines-outils, dont les commandes ont progressé de 1 %. La plus forte diminution (6,5 %) a été enregistrée par les industries sidérurgiques et des métaux. (A.F.P.)

### MEXIQUE

La balance commerciale mexicaine a dégagé un excédent de 1 288 millions de dollars de janvier à août 1982. Les exportations, y compris les hydrocarbures qui en représentent 78 %, ont atteint 11 118 millions de dollars (en baisse de 322 millions), et les importations 9 830 millions (en baisse de 3 898 millions). (A.F.P.)

### Social

Contrat de solidarité à la Mutualité générale de l'éducation nationale. MM. Bérégovoy et Le Garrec ont signé le 20 septembre un contrat de solidarité avec la M.G.E.N. Ce contrat devrait libérer près de 1 000 emplois, par l'organisation de départs anticipés et volontaires en pré retraite, une réduction de la durée du travail et la transformation volontaire de contrats de travail à temps plein en contrats à mi-temps.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. - av. Dtp.	Rep. - av. Dtp.	Rep. - av. Dtp.
SE-LL	7,8540 - 7,8560	+ 150 + 280	+ 315 + 375	+ 760 + 890
S. can.	3,7490 - 3,7520	+ 50 + 85	+ 140 + 245	+ 370 + 570
Yen (100)	2,6850 - 2,6855	+ 150 + 175	+ 310 + 345	+ 940 + 1060
DM	2,8250 - 2,8280	+ 140 + 170	+ 310 + 340	+ 890 + 1060
Florin	2,5770 - 2,5790	+ 125 + 150	+ 270 + 300	+ 790 + 890
F.R. (100)	14,4180 - 14,4220	+ 70 + 200	+ 180 + 300	+ 500 + 935
F.S.	3,3830 - 3,3860	+ 260 + 300	+ 540 + 665	+ 1590 + 1690
L. (1 000)	5,0121 - 5,0142	+ 245 - 150	+ 585 - 480	+ 1565 - 1400
E.	12,1650 - 12,1655	+ 285 + 385	+ 690 + 890	+ 2230 + 2475

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 1/4	10 7/8	10 5/8	11 1/4	11	11 5/8	12 1/16	12 1/16
SE-LL	7 1/4	8 1/8	7 5/16	7 15/16	7 3/8	8 1/16	8 1/16	8 7/16
DM	7 1/4	8 1/8	7 5/16	7 15/16	7 3/8	8 1/16	8 1/16	8 7/16
Florin	7 1/4	8 1/8	7 5/16	7 15/16	7 3/8	8 1/16	8 1/16	8 7/16
F.R. (100)	10 1/4	11 1/8	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 3/4
F.S.	10 1/4	11 1/8	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 3/4
L. (1 000)	10 1/4	11 1/8	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 3/4
E.	10 1/4	11 1/8	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 3/4
F. français	10 1/4	11 1/8	10 5/8	11 1/4	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

## REPUBLIQUE DE COLOMBIE CORPORACION ELECTICA DE LA COSTA ATLANTICA "CORELCA"

### PROJET HYDRO-ELECTRIQUE URRA Avis de préqualification

Aux entreprises de travaux publics spécialisées dans la réalisation d'ouvrages hydro-électriques comprenant des barrages, des canaux et des centrales. La Corporation Electrica de la Costa Atlantica (CORELCA) invite les sociétés nationales et étrangères, ainsi que les groupes de telles sociétés, à soumettre un dossier de préqualification technique et financière pour participer à l'appel d'offres suivant pour les travaux civils de deux centrales hydro-électriques situées sur le Rio San Juan, Département de Córdoba, en Colombie, Aménage du Sud, à environ 100 km de la ville de Montaña. Tous les travaux devront être achevés entre 1983 et 1988.

- URRA I
- Barrage de gravure de 73 m de hauteur avec évacuateur de crues en surface et sortie basse, nécessitant 1 200 000 m<sup>3</sup> d'excavation et 18 000 000 m<sup>3</sup> de remblayage, 80 000 m<sup>3</sup> d'injection et d'autres travaux annexes.
  - Usine de surface avec environ 1 200 000 m<sup>3</sup> d'excavation et environ 70 000 m<sup>3</sup> de béton.
  - Deux canaux de dérivation de 6,5 m de diamètre.
  - Ouvrage de prise en béton de 50 m de hauteur avec environ 1 000 000 m<sup>3</sup> d'excavation et environ 20 000 m<sup>3</sup> de béton.

- URRA II
- Barrage en enrochement de 160 m de hauteur avec évacuateur de crues en surface et sortie basse, nécessitant 2 000 000 m<sup>3</sup> d'excavation et 18 000 000 m<sup>3</sup> de remblayage, 180 000 m<sup>3</sup> d'injection et d'autres travaux annexes.
  - Usine électrique de surface, avec environ 800 000 m<sup>3</sup> d'excavation et environ 70 000 m<sup>3</sup> de béton.
  - Deux canaux de dérivation de 7 m de diamètre et quatre galeries forcées de 6,5 m de diamètre.
  - Ouvrage de prise en béton de 50 m de hauteur avec environ 1 000 000 m<sup>3</sup> d'excavation et environ 20 000 m<sup>3</sup> de béton.

Outre les fonds colombiens, CORELCA attend des prêts, actuellement à l'étude, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) et de la Banque interaméricaine pour le développement (IDB). En conséquence, CORELCA n'acceptera de dossiers de préqualification que d'entreprises de pays membres de la Banque mondiale, de l'Interam et de l'IDB ainsi que de la Banque interaméricaine pour le développement, qui, pour ce second cas, sont : Argentine, Australie, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Chili, Danemark, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Japon, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Suriname, Trinité et Tobago, Royaume-Uni, Etats Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Allemagne occidentale, Yougoslavie.

Le dossier de préqualification devra être fourni sous la forme d'un formulaire de préqualification joint au document d'information sur le projet pour les soumissionnaires potentiels qui sera disponible à compter du 4 octobre 1982 au siège central de CORELCA à Barranquilla, Colombie. Les documents seront fournis au siège de CORELCA contre paiement d'un prix de 100 \$ US ou 5000 pesos colombiens par dossier.

La préqualification sera entièrement fondée sur la capacité des sociétés participantes d'achèver de manière satisfaisante les travaux décrits ci-dessus, en tenant compte entre autres des critères suivants :

- Expérience antérieure et exécution de contrats similaires
- Capacité en personnel, en machines, en équipement
- Situation financière

Le dossier de préqualification devra être soumis à CORELCA, Calle 53 B n° 46-50, Centro, Medellín, Torre C, Barranquilla, Colombie.

Les dossiers ne seront pris en compte que s'ils sont remis à l'adresse ci-dessus avant 00 h 00 le 30 novembre 1982. Les dossiers reçus après cette date ne seront pas pris en considération.

M. Duflo continuera la politique de M. Franceschi. - Malgré un contexte économique « plus contraignant », M. Duflo, secrétaire d'Etat chargé par intérim des personnes âgées, a affirmé, mardi 21 septembre, qu'il n'y aurait « aucune rupture » avec la politique de son prédécesseur, M. Franceschi.

Ainsi, l'aide ménagère - dont le coût est passé de 1,3 milliard de francs en 1980 à 2,1 milliards en 1982, sans de nouveaux accords en 1983. Dans le domaine des hospices, M. Duflo entend ouvrir un nouveau dossier après celui de Nanterre : celui de l'établissement de Mindin, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Le secrétaire d'Etat a insisté sur l'importance des assises nationales des personnes âgées qui, à la demande de M. Mitterrand, auront lieu à Paris du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril 1983.

Assurance chômage : les syndicats rejettent la mise en garde de M. Bérégovoy. - La C.G.C. considère que l'avertissement du ministre des affaires sociales, indiquant qu'il interviendrait si les négociations à l'UNEDIC n'étaient pas conclues avant le 1<sup>er</sup> octobre, est un « délit », relevant d'une « bien étrange conception de la politique contractuelle ». Pour la C.G.T., « on s'efforcera d'avancer le plus rapidement possible tout en sachant qu'un compromis est très difficile à trouver en tenant compte des exigences patronales ». La C.F.D.T. attend des éclaircissements du gouvernement et la C.F.T.C. affirme que celui-ci « serait bien mal venu de précéder des décisions et de vouloir prendre des mesures hâtives qui risquent fort d'être très mal adaptées et encore plus mal reçues ».

Les mutuelles de travailleurs s'opposent à toute diminution des prestations sociales. - M. Louis Calisti, président de la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (F.N.M.T.), a souligné le 22 septembre qu'« une diminution des prestations sociales - envisagée par certains - ne ferait qu'accroître la déception et le mécontentement, sans aucun effet sur les dépenses. Ce serait à la fois une erreur et une faute ».

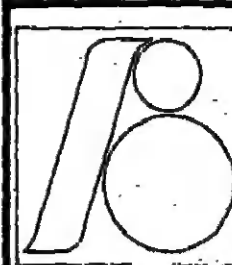
Dans cette perspective, la F.N.M.T. rejette le projet de création d'un « forfait d'hébergement hospitalier » car elle « résout le problème de tout nouveau transfert des dépenses de santé sur le budget des ménages ». M. Calisti a préconisé la création « jusque dans l'entreprise et le quartier » de « structures de concertation, de coordination et de coopération entre la Sécurité sociale, la mutualité et les professionnels de santé ».

Recommandations du CN.F.F. sur la sortie du blocage des salaires. - Lors d'une réunion qui s'est tenue le 20 septembre, le CN.F.F. a décidé avec ses fédérations professionnelles « plusieurs orientations » pour la sortie du blocage des salaires. « Nous sommes d'accord déclare M. Yvon Chotard dans une interview à l'Agence centrale de presse (A.C.P.), pour l'ouverture de négociations sur les salaires ; d'accord pour faire un bilan des mesures d'aménagement et de réduction du temps de travail. Nous sommes d'accord pour continuer à donner une priorité aux salaires les plus bas mais sans remettre en cause la sécurité qui existe et sans pénaliser l'investissement dans le rôle dans l'entreprise est primordial. Cela dit, nous savons que compte tenu de l'encadrement des prix et des difficultés économiques les négociations salariales seront difficiles ».

Travaux publics

Une deuxième tranche du fonds des grands travaux sera débloquée en 1983, et sera équivalente à la première, décidée en juillet et d'un montant de 4 milliards de francs. C'est ce que M. Mauroy a annoncé à M. Jean-Louis Girat, président de la Fédération nationale des travaux publics, reçu mercredi 22 septembre à l'hôtel Maitillon par le premier ministre. La date de cette décision n'a toutefois pas été précisée.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### BONGRAIN SA

#### Emprunt convertible de F. 300 000 000

Prix d'émission : F. 1250  
Taux d'intérêt : 10%  
Taux de rendement actuariel brut : 10%  
(en cas de non conversion)  
Durée : 12 ans, 2 mois et 27 jours

Souscription : Priorité des actionnaires du 20 septembre au 4 octobre 1982 inclus, à raison de 1 obligation pour 6 actions. Souscription du public : à partir du 5 octobre 1982.

Conversion des obligations : A tout moment à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, à raison d'une action pour une obligation (ajustements prévus en cas d'opérations financières).

Caractéristiques de l'obligation : Jouisissance : 5 octobre 1982. Intérêt : F. 125 payable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. (Exceptionnellement, le 1<sup>er</sup> coupon, payable le 1<sup>er</sup> janvier 1984, représentera l'intérêt couru du 5 octobre 1982 au 31 décembre 1983, soit F. 156,96).

Amortissement : en 9 ans au maximum, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986, soit au moyen de tirages au sort annuels, par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse. Premier remboursement le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Garantie : Clause « pari passu ». Bongrain S.A. au capital de F. 80 461 500 R.C.S. Versailles B 847 120 185.

### PROTOCOLE D'ACCORD SIGNÉ LE 20 SEPTEMBRE ENTRE LA

### BANQUE NATIONALE DE PARIS

### ET

### LA BANQUE CENTRALE

### DES COOPÉRATIVES

### ET DES MUTUELLES

Après une longue période de relation privilégiée, la B.N.P. et la B.C.C.M. constatent leur intérêt réciproque à rapprocher un grand réseau nationalisé pour répondre, en matière bancaire, aux attentes spécifiques des Coopératives et des Mutualistes sans recourir à des formules corporatistes.

Dans cet esprit et dans le premier temps, la B.N.P. et la B.C.C.M. conviennent que les deux banques proposeront des produits spécifiques destinés aux Mutualistes Fonctionnaires. Ces produits seront déterminés en fonction des demandes particulières des différentes catégories de fonctionnaires pour répondre à leurs besoins. Les deux banques distribueront ces produits de façon exclusive à travers leurs Réseaux.

### JAEGER

Lors de la séance du conseil d'administration qui s'est tenue le 22 septembre 1982, M. Pierre Picard, président-directeur général, a exposé que, en raison de motifs personnels, il souhaitait se démettre des mandats et fonctions qu'il occupait dans la société et ses filiales.

Le conseil en a pris acte et a remercié M. Picard de sa collaboration. Il a ensuite nommé au poste de président-directeur général M. Pierre Quémar, directeur de la branche électronique automobile du groupe Matra, et aux fonctions d'administrateur directeur général M. Friedrich-Carl R. Grap, jusqu'à ce jour président de la branche automobile de V.D.O. Adolf Schindling A.G.

### L'AFT et l'IPER

organisent un cycle de préparation au :

### Certificat d'Etudes Supérieures de transport international

11 octobre 1982 au 30 juin 1983

pour les titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent de niveau "bac + 4".

Institut Portuaire d'Enseignement et de Recherche

1, rue Emile Zola

75000 LE HAVRE CEDEX

### CHEFS D'ENTREPRISE

### Le Monde

### VOUS PROPOSE

### MARDI et MERCREDI

### DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

### DES BUREAUX, DES LOCAUX

### COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

### A PARTIR DU 5 OCTOBRE

## COPIES GEANTES

PUR PAPIER BLANC COULEURS, CALQUE, POLYESTER, LARGEUR 82 CM, LONGUEUR LIMITÉE

REDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRACTIONS, AFFICHES, POSTERS

ETRAVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> 347 21 32 - Tx 220064

### IMETAL

### Résultats du premier semestre 1982

### GROUPE IMETAL

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles s'élève pour le premier semestre de l'année 1982 à 4 558 millions de francs en diminution de 4,3 % par rapport à celui du premier semestre de l'année précédente.

Le résultat consolidé de l'ensemble des sociétés du groupe s'établit en perte de 199 millions de francs, contre un profit de 42 millions de francs au 30 juin 1981, hors effet des variations de parité monétaire sur les dettes et les créances à plus d'un an. En tenant compte de ces variations, la perte consolidée du groupe au 30 juin 1982 ressort à 248 millions de francs.

### SOCIÉTÉ IMETAL

Le résultat se situe à 23,4 millions de francs, contre 31,9 millions de francs pour le premier semestre de 1981 après amortissements et provisions de 3,7 millions de francs.

Ce résultat, qui ne comporte aucune provision pour dépréciation de titres de participation, inclut des revenus de portefeuille pour un montant de 40,8 millions de francs, pratiquement identiques à celui du premier semestre 1981.

### PENARROYA

La diminution des livraisons et la baisse des cours du plomb et de l'argent se traduisent par un chiffre d'affaires de 7 280 millions de francs pour le premier semestre 1982, en recul de 7 % sur celui de la période correspondante en 1981.

Le résultat au 30 juin 1982 s'inscrit en perte de 151,3 millions de francs après dotations nettes de 61,6 millions de francs aux amortissements et provisions et prise en compte des pertes et profits de change sur les dettes et créances à moins d'un an, contre une perte de 28,4 millions de francs pour le premier semestre 1981.

Les variations de change sur les dettes et créances à plus d'un an entraînent une perte complémentaire de 29,2 millions de francs, ce qui porte à 180,5 millions de francs la perte comptable au 30 juin 1982.

Pour l'ensemble consolidé du groupe Penarroya, la perte au 30 juin 1982 s'établit à 268 millions de francs hors effet des variations de parité monétaire sur les dettes et créances à plus d'un an et à 297 millions de francs en tenant compte de cet effet.

### COPPERWELD CORPORATION

La diminution sensible d'activités dans le secteur des sciens et des tubes se traduit par un chiffre d'affaires de 237 millions \$ US, en retrait de 22,2 % sur celui de premier semestre 1981.

Le résultat au 30 juin 1982 s'établit à 4,2 millions \$ US contre 17,9 millions \$ US au 30 juin 1981.

### SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE LE NICKEL-S.L.N. (IMETAL-S.N.E.A.)

Au cours du premier semestre 1982 les ventes de la S.L.N. ont été de 18 900 tonnes contre, en 1981, 24 700 tonnes au premier semestre et 16 700 tonnes au deuxième semestre.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 747,2 millions de francs contre 923,5 millions de francs au premier semestre 1981. Le résultat est une perte de 166,1 millions de francs après 127 millions de francs de dotations nettes aux amortissements, dépréciations et de provisions et prise en charge pour 43,7 millions de francs de variations des pertes monétaires sur les dettes et créances à moins d'un an. L'effet de ces variations sur les emprunts à plus d'un an conduit à une perte de change complémentaire de 64,2 millions de francs, ce qui fait apparaître un déficit comptable de 230,3 millions de francs.

Pour le premier semestre 1981, les résultats définitifs s'étaient élevés à 42,5 millions de francs et 134,6 millions de francs après valorisation des emprunts à plus d'un an. La dégradation du marché du nickel entraînera la mise en application à bref délai d'un plan d'adaptation conjoncturelle qui affectera les niveaux d'activité et l'emploi des exploitations de Nouvelle-Calédonie et de Sandownville.

### COOKSON GROUP (ex-L.I.G.)

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'élève à 232 millions de livres sterling et le résultat au 30 juin 1982 s'inscrit en perte de 0,9 million de livres sterling contre un profit de 1,5 million de livres sterling au 30 juin 1981.

### Exceptionnel !

du 20 au 30 septembre

reprise de votre voiture

minimum : 5000 F

pour l'achat d'une

modèle 82

305 diesel ou team

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

1500 م.الاحل



## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

**22 SEPTEMBRE**  
**Hausse des valeurs françaises**  
**et de l'or**

Suivant en partie les indications de Wall Street où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a atteint mardi son plus haut niveau de l'année (à 639 points), le marché parisien a fait preuve de fermeté mercredi et l'indicateur instantané était en hausse de 0,9 % à l'approche de la clôture.

La performance est d'autant plus remarquable que cette séance est vouée aux opérations de liquidation mensuelle, une échéance technique qui n'incite guère les investisseurs à passer

Ont-ils été influencés par la nouvelle perspective de baisse des taux d'intérêt aux États-Unis où, par la relative résistance du franc observée depuis quarante-huit heures, toujours est-il que le ton est apparu un peu plus confiant sous les colonnes.

Quelques titres ont su en profiter : les Signaux, Thomson-C.S.F., Essilor, Penhoët, Esso et Laboratoire Belton, en hausse de 4 % à 5 %, mais Paris-France, Jeumont-Industrie et Scaules perdaient environ de 4 % à 6 % dans le même temps.

Les grandes gagnantes de la séance restent les valeurs minières, en progrès de 3 % à 5 %, dans le sillage de Free State, East Rand et Western Deep. Cette progression est à mettre au compte de la fermeture du cours de l'or, le métal fin réagissant tout naturellement à l'amorce de détente sur les taux d'intérêt et à la perspective de baisse du dollar qui devrait en découler. A Londres, le cours de l'once d'or fin est remonté à 441,50 dollars l'once, mercredi midi, contre 426,50 dollars la veille, à la même heure.

Le lingot a gagné 2 300 F, à 98 500 F sur notre marché, mais le napoléon, souvent à contre-courant, a cédé 1 F, à 639 F, tandis que la prime inscrivait pratiquement un record historique de baisse, à 11,73 %.

## NEW-YORK

### Prizes de bénéficiaires

La vive avance de la veille a suscité nombreuses prises de bénéfices et le marché new-yorkais a régressé mercredi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles clôturant la séance sur une baisse de 7,18 points à 927,61. Les spécialistes font cependant remarquer que tout au long de la séance, hausses l'ont emporté en nombre sur replis (840 contre 710) et que le volume d'activité (113,15 millions d'actions) ont été décaissés contre 82,92 millions (mardi) témoignage de la vitalité de W.

Ce repli de la cote qui a coïncidé avec une baisse du marché obligataire, motivée en partie par des réalisations bénéficiaires s'est intensifié lorsqu'il est apparu que la Réserve fédérale avait épongé quelques liquidités sur le marché, une attitude qui contrastait avec son comportement habituel qui consistait plutôt à injecter des capitaux.

Aussitôt, les taux se sont un peu tendus et le loyer de l'argent au jour, symbolisé par les fonds fédéraux, passé aux alentours de 10 1/2 % com-

A ce sujet, le nouveau président des conseillers de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein, qui effectuait une déposition devant la commission bancaire du Sénat l'occasion de sa nomination à ce poste qualifié de « grave erreur » toute volonté de légiférer les pouvoirs accordés à la « Federal Reserve Board » en matière de politique monétaire.

VEALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Alcan	27 3/8	28 6
A.T.T.	57 3/8	58 7
At&T	34	34 1/2
Chrysler	36 5/8	36 7
Chrysler	36 5/8	36 7
De Pont de Nemours	80 1/4	84
Eastman Kodak	28 1/4	27 3/4
Exxon	28 1/4	27 3/4
Ford	27 1/8	26 3/4
General Electric	77	77 3/4
General Motors	5/8	40
General Motors	48	47 3/4
Goodyear	26 3/4	27
I.B.M.	76 3/8	75 3/4
I.T.T.	27 1/4	27 1/4

Mobil Oil	25 3/4	26 1/4
Phillips	26 1/8	26 5/8
Schlumberger	30 1/8	37
Tenneco	28 3/4	28 3/4
U.A.I. Inc.	22 3/8	20 1/4
Union Carbide	50 1/2	48 3/4
U.S. Steel	19	18 1/4
Westinghouse	32 7/8	33 3/4
Xerox Corp.	31 3/4	32 1/4

**BOURSE DE PARIS Comptant 22 SEPTEMBRE**

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% de	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier
	coupon													
3 %	2.836	317	305	Marelli Celli	208	280 50								
5 %	3.20	342	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 45-64	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 65-74	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 75-84	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 85-94	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 95-104	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 105-114	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 115-124	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 125-134	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 135-144	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 145-154	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 155-164	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 165-174	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 175-184	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 185-194	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 195-204	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 205-214	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 215-224	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 225-234	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 235-244	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 245-254	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 255-264	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 265-274	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 275-284	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 285-294	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 295-304	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 305-314	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 315-324	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 325-334	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 335-344	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 345-354	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 355-364	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 365-374	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 375-384	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 385-394	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 395-404	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 405-414	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 415-424	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 425-434	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 435-444	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 445-454	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 455-464	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 465-474	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 475-484	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 485-494	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 495-504	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 505-514	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 515-524	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 525-534	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 535-544	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 545-554	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 555-564	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 565-574	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 575-584	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 585-594	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 595-604	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 605-614	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 615-624	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 625-634	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 635-644	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 645-654	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 655-664	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 665-674	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 675-684	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 685-694	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 695-704	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 705-714	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 715-724	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 725-734	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 735-744	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 745-754	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 755-764	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 765-774	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 775-784	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 785-794	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 795-804	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 805-814	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 815-824	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 825-834	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 835-844	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 845-854	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 855-864	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 865-874	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 875-884	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 885-894	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 895-904	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 905-914	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 915-924	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 925-934	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 935-944	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 945-954	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 955-964	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 965-974	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 975-984	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 985-994	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 995-1004	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1005-1014	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1015-1024	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1025-1034	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1035-1044	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1045-1054	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1055-1064	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1065-1074	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1075-1084	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1085-1094	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1095-1104	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1105-1114	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1115-1124	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1125-1134	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1135-1144	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1145-1154	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1155-1164	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1165-1174	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1175-1184	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1185-1194	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								
5 % amort. 1195-1204	3.038	317	94	Alenti Delapay	244	180								

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**GÉNÉRALE D'ENTREPRISES-SAINPACT ET ERICE** - La Société

générale d'entreprises (S.G.E.), filiale du groupe nationalisé Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) qui détenait depuis janvier 1980 environ 50 % du capital de Sainjart et Brice, va fusionner avec cette dernière dans le cadre d'une « restructuration globale des activités du groupe » (Le Monde du 16 septembre).

Ces deux sociétés, inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris, seront réunies sous la raison sociale de S.G.E.-Selnahrt et Brice, la nouvelle entité qui en signera et en trouvera transférée au système.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	21 sept.	22 sept.
Valeurs françaises .....	102,9	102,9
Valeurs étrangères .....	117,6	117,6

**C<sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE**  
(Bour. 100 : 31 déc. 1991)

	21 sept.	22 sept.
Indice général .....	99,6	100,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Titre officiel de 23 septembre .....	14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO	22 sept. mardi	23 sept. mercredi
1 dollar = 160 yens	160,78	160,90
10 dollars = 1 607,80 yens		
100 dollars = 16 078,00 yens		
1 million de dollars = 160 millions 780 000 yens		

## Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après le clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pourrions plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Dernière cote. Dans ce cas cause d'ajournement le lendemain dans la première édition.

raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours et des tirages.

Courages	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compassion	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compassion	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compassion	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compassion
1778	C.A.S. 3 %	1880	1870	1880	1875	590	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1779	AGS 3 %	3107	3103	3105	3105	180	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1780	Agencia	100	100	100	100	100	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1781	Air Liquide	440	462	462	462	125	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1782	Al. Suprem	329	331	331	331	44	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1783	A.L.P.A.	73	73	73	73	73	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1784	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1785	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1786	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1787	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1788	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1789	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1790	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1791	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1792	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1793	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1794	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1795	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1796	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1797	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1798	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1799	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1800	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1801	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1802	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1803	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1804	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1805	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1806	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1807	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1808	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1809	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1810	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1811	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1812	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1813	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1814	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1815	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1816	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1817	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1818	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1819	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1820	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1821	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1822	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1823	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1824	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1825	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1826	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1827	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1828	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1829	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1830	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1831	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1832	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1833	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1834	A.L.P.A.	141	141	142	140	39	Fosco	582	580	588	579	370	Paro-Neucom	281	281	281	281	336	108	V. C. C. 100	117	117	117	44
1835	A.L.P.A.	141	141	14																				

**Exceptionnel!**  
**au 30 septembre**  
**de votre voiture**  
**minimum: 5000 F**  
**sur l'achat d'une**  
**modèle**  
**5 diesel ou turbo**  
**UBAUER**  
**GERARD 821.60.21**



